

Table des matières

Remerciements.....	3
Notice	4
Table des matières.....	5
Liste des figures	9
Introduction.....	10
Première partie - L'économie de l'attention: un concept qui se renouvelle avec l'émergence du Web	13
1 Définition, pères fondateurs et concepts liés.....	14
1.1 H. Simon: l'information consomme de l'attention.....	14
1.2 M. Goldhabert: l'économie nouvelle repose sur l'attention.....	15
1.2.1 Le concept d'économie de l'attention.....	15
1.2.2 Un fondement technique au concept d'économie de l'attention.....	17
1.3 <i>Information overload, Continuous Partial Attention et Multitasking</i>	18
1.3.1 <i>Information overload</i>	18
1.3.2 <i>Continuous Partial Attention</i> ou <i>Multitasking</i> ?.....	19
1.3.3 Pour une écologie informationnelle.....	20
2 L'attention, attribut à manager.....	21
2.1 L'attention, au coeur du management de l'information.....	21
2.2 L'attention, au coeur du management dans l'entreprise	22
3 L'attention, au coeur des stratégies marketing.....	24
3.1 Le consommateur, pivot d'un mouvement pull/push.....	24
3.2 Attention ... Action!	25
3.2.1 Captation, incitation, sélection.....	25
3.2.2 Préférence, mise en relation et recommandation - La longue traîne.....	26
3.2.3 Vente d'attention et profilage - Une économie de la publicité	28
3.3 Risques: Non respect de la vie privée - Concentration du marché.....	30
3.3.1 Pour un contrôle des données par l'Internaute: Attention Trust	30
3.3.2 Effet réseau, coût de migration, concentration.....	31

3.4	Régimes d'attention et mesure d'audience	31
3.4.1	Trois régimes d'attention: fidélisation, alerte, immersion.....	31
3.4.2	Quelles mesures de l'attention dans "le Second âge de l'économie de l'attention"?	33
3.4.3	Web explicite et Web implicite, supports des mesures de l'attention.....	35
	Conclusion	37
	Deuxième partie - L'économie de l'attention, au coeur d'une économie de l'accès	38
	4 L'économie de l'attention, une captation du concept de l'économie de l'accès	39
4.1	L'économie de l'attention: une économie pilotée par le service aux usagers	39
4.1.1.1	Le double marché de l'économie de l'attention	39
4.1.1.2	Vers une "servicialisation" du bien informationnel	40
4.2	"Brouillages des modèles économiques et des questions d'accès"	42
4.2.1	Des modèles économiques qui se cherchent.....	42
4.2.2	Le rôle réaffirmé de l'intermédiation	43
4.2.3	Le "brouillage des questions d'accès"	44
4.3	Le libre accès, valeur ajoutée dans l'économie de l'attention	44
4.3.1	"Les barrières d'accès aux documents deviennent contre-productives"	44
4.3.2	Gratuit?.....	45
4.3.3	Biens publics et biens communs dans l'économie de l'attention	46
4.3.3.1	Entre économie du don et économie de marché	46
4.3.3.2	Le cas de l'Information scientifique et technique	47
	5 L'Open Access dans l'économie de l'attention	49
5.1	Le Mouvement de l'Open Access.....	49
5.1.1	Définition: Gold et Green OA.....	49
5.1.2	Historique et acteurs	50
5.2	Les enjeux de l'Open Access.....	54
5.2.1	La diffusion des savoirs	54
5.2.2	La recomposition du paysage éditorial.....	54
5.2.3	Etre lu et cité ... ou périr	57
5.3	Bibliothèques, Open Access et Economie de l'attention.....	58
5.3.1	L'engagement des bibliothèques dans le Mouvement de l'Open Access	58
5.3.1.1	Un engagement précoce motivé par des impératifs financiers	58
5.3.1.2	Green et/ou Gold Open Access?	59

5.3.2	L'Open Access dans la carte de l'attention des bibliothèques	60
	Conclusion	64
	Troisième partie - Le cas de Revues.org dans les bibliothèques universitaires	65
6	Quelle attention pour le Gold OA? Une enquête de terrain	66
6.1	Revue.org, plateforme de revues en libre accès	66
6.2	La mission: contexte, objectifs et méthodologie	67
6.2.1	Contexte et objectifs.....	67
6.2.2	Un ancrage quantitatif pour une enquête de terrain	69
7	Quels outils pour la mise en visibilité des ressources Open Access?	73
7.1	Des portails documentaires révélateurs de la politique documentaire	73
7.2	Une intégration volontaire des revues en libre accès dans les outils traditionnels de gestion documentaire	76
7.3	Une externalisation croissante des prestations de gestion documentaire	78
8	L'Open Access, un objet d'attention mineur des responsables des ressources électroniques au regard de leurs charges principales	82
8.1	Mission première: acquisition et gestion des abonnements	82
8.2	Un constat qui se vérifie particulièrement dans le cas de la question des statistiques d'usage	84
8.3	Un partenaire privilégié dans ce contexte: Couperin	86
9	S'inscrire dans l'économie de l'attention des BU et SCD	87
9.1	Identification des pratiques et des attentes	87
9.1.1	Sur les ressources électroniques en général	87
9.1.2	Sur les ressources Open Access en particulier	87
9.2	Le coût de l'économie de l'attention	88
	Conclusion	90
	Bibliographie	92
	Annexes	112
	Annexes de la première partie	113
	Annexe 1 - La Nouvelle Economie repose sur l'attention, qui seule fait sens (Michael Goldhaber, 1996).....	114

Annexes de la troisième partie	118
Annexe 2 - Etude des statistiques de fréquentation du portail Revues.org (méthodologie).....	119
Annexe 3 - Grille d'analyse des portails documentaires (modèle)	121
Annexe 4 - Grille d'analyse d'un portail documentaire (exemple)	122
Annexe 5 - Guide d'entretien (Responsables des ressources électroniques dans les BU et SCD)	125
Annexe 6 - Retranscription d'un entretien auprès de responsables des ressources électroniques.....	127
Annexe 7 - Pratiques et attentes identifiées des responsables de RE dans les BU et SCD (Tableau de synthèse).....	150

Liste des figures

Première partie

Fig. 1 Les trois âges de l'économie (M. Goldhaber, 1997).....	15
Fig.2 Les âges et ères de l'attention à l'âge de l'information (L. Stone, 2005)	19
Fig. 3 (a) Internal-Based AttentionMap (Attention Company).....	22
Fig. 3 (b) Individual AttentionMap (Attention Company).....	23
Fig. 4 "If You Like Britney, You'll Love ..." (C. Anderson, 2004).....	27
Fig. 5 Trois régimes d'attention: Fidélisation, Alerte, Immersion (D. Boullier, 2009).....	32
Fig. 6 Echelle d'attention et indicateur d'engagement (A. Blackwell, 2008)	34
Fig. 7 Nomenclature retenue pour une modélisation mathématique de l'économie de l'attention (J. Falkinger, 2007)	35

Deuxième partie

Fig. 8 L'architecture logicielle de l'économie de l'attention par A. Iskold: une économie de l'accès pilotée par le service aux usagers selon J.M. Salün	39
Fig. 9 Le double marché de l'économie de l'attention (J.M. Salaün, 2007).....	40
Fig. 10 Hiérarchisation de l'information par critère d'attention (Technorati, 2009)	41
Fig. 11 Les modèles économiques des biens informationnels numériques (P. Aigrain, 2008)	42
Fig. 12 Les modèles économiques dans l'édition (livres, revues, journaux) (P. Mounier, 2009)	43
Fig. 13 Les changements du marché de l'information à l'heure du numérique (R. Turner, 2004)	61
Fig. 14 L'offre numérique, typologie de ressources (G. Chartron, 2008)	62

Troisième partie

Fig. 15 La fréquentation du portail de Revues.org en provenance des SCD et BU (2008-2009).....	69
Fig. 16 Profil des lecteurs de Cairn et de Revues.org: étude comparée par profession (M. Dacos, 2009)	70
Fig. 17 Etude des portails documentaires: offre de services, intégration ou non intégration des ressources en libre accès.....	74
Fig. 18 Catalogage de la ressource intégratrice: recherche Persée et Revues.org dans le catalogue de l'ENS.....	77
Fig. 19 Catalogage au niveau de la revue: Revues.org n'est notifié que dans une des deux notices	78
Fig. 20 Notice MARC du catalogue de la MSH.....	78
Fig. 21 Schéma de positionnement des bibliothèques universitaires : des acteurs publics médiateurs de l'offre documentaire payante et de l'offre Open Access (enquête 2009).....	84

Introduction

Popularisé par Michael Goldhaber au milieu des années 1990, le concept d'économie de l'attention n'est pas nouveau, mais se renouvelle avec l'émergence du World Wide Web. Il recouvre l'idée que l'attention, sollicitée de toutes parts sur le réseau, devient une ressource rare, et de fait précieuse. Le marché de l'attention se recompose et se complexifie.

L'économie de la publicité reposait déjà sur la vente d'attention passive, canalisée sur des places d'attention jusque là circonscrites aux canaux hertziens et à la presse écrite. La dimension d'interactivité impulsée par Internet induit de nouvelles modalités attentionnelles et la profusion des offres de contenu démultiplie les objets d'attention. L'économie de l'attention déborde aujourd'hui la seule activité publicitaire. Elle intéresse tous les secteurs de l'activité économique, sur les plans organisationnel et marketing. Elle accompagne, quand elle ne les engendre pas, les mutations des modèles économiques des biens informationnels et culturels numériques. Dans l'économie du gratuit par exemple, qui repose à la fois sur la vente d'attention à des annonceurs et sur la commercialisation de services associés à des offres de contenu gratuit, tout repose sur la capacité à capter, fidéliser, réorienter l'attention. Dans un contexte d'explosion de l'offre, le libre accès au contenu, parce qu'il donne à voir sans mise de départ, part gagnant. A condition qu'il bénéficie d'une intermédiation, une mise en visibilité, en relation - en attention. Les médiateurs de l'information, ou infomédiaires, jouent ici un rôle majeur, en tant qu'ils sont à la fois vecteurs et générateurs d'attention; le moteur de recherche Google est le cas d'école de l'économie de l'attention. L'économie de l'attention dérive en effet avant tout, tel que l'explique Jean-Michel Salaün [11], d'une économie de l'accès (aide à l'accès), dont sont tributaires les acteurs positionnés du côté de l'économie de la diffusion.

Les revues en Libre Accès, dites aussi Open Access, recouvrent une offre documentaire spécifique dans le marché de l'Information scientifique et technique. Reposant sur une prise en charge financière amont des coûts d'édition électronique, selon le modèle "auteur-payeur", leur accès n'est pas soumis à achat ni abonnement. Elles s'inscrivent cependant dans le marché de niche de l'édition (électronique) de publications scientifiques, qui n'échappe pas aux exigences de l'économie de l'attention. Leur mise en visibilité dépend pour partie de la politique documentaire des bibliothèques universitaires qui assurent traditionnellement une mission de médiation entre producteurs et éditeurs de contenu d'un côté, et étudiants et enseignants-chercheurs de l'autre; et dont les portails documentaires canalisent, de fait, l'attention d'un large public cible. Engagées très tôt dans le Mouvement de l'Open Access, les bibliothèques s'impliquent particulièrement dans les Archives Ouvertes (Green OA), mais le référencement et la valorisation de revues en Libre Accès (Gold OA) - pouvant être accédées en dehors de l'intermédiation bibliothécaire - peut paraître en décalage avec leur mission première, qui recouvre justement la fonction d'acquisition (de l'accès à) des ressources documentaires pour les mettre au service (en libre accès) de leurs

usagers. Pourtant, cette offre documentaire Open Access, croissante et répondant aux critères de qualité et de fiabilité scientifique (*peer-reviews*), intéresse ces mêmes usagers.

On se demandera, dans ce mémoire, dans quelle mesure cette offre nouvelle du Gold OA, qui vient bouleverser le modèle économique traditionnel de l'édition scientifique, interroge et renouvelle les fonctions que peuvent assumer les bibliothécaires dans la nouvelle économie documentaire du numérique. Il s'agira de répondre à deux questions, relatives à l'économie de l'attention:

→ Comment les ressources électroniques en Libre Accès sont-elles portées à l'attention des usagers par ces médiateurs ?

→ Dans quelle mesure et suivant quels critères les ressources électroniques en Libre Accès sont-elles prises en compte dans l'attention de ces médiateurs ?

- Suffisamment récent et controversé pour ne pas figurer dans les dictionnaires d'économie ou de sciences et techniques de l'information¹, le concept d'économie de l'attention - de la tension? demande-t-on souvent - fait dans un premier temps l'objet d'une présentation détaillée;
- La seconde partie montre comment les enjeux de l'Open Access s'articulent avec l'économie de l'attention;
- La troisième partie rend compte d'une enquête de terrain menée en 2009 (juin-juillet), visant à comprendre comment les ressources électroniques en Libre Accès sont traitées dans les bibliothèques universitaires et dans quelles mesures elles s'intègrent à l'économie de l'attention des bibliothécaires.

Afin de rendre la lecture de ce mémoire plus aisée, nous avons employé les codes de lecture suivants :

Les chiffres entre crochets renvoient aux références de la bibliographie analytique qui se trouve à la fin de ce mémoire.

Les notes de pas de page appellent notamment :

la traduction des citations en anglais (entre crochets)

les références documentaires qui ne renvoient pas à la bibliographie analytique

Rapport-gratuit.com 
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

¹ Voir par exemple ACALY Serge, LE COADIC Yves-François, POMART Paul-Dominique, SUTTER Eric. Dictionnaire de l'information. Armand Colin. Paris. 2008. 3e édition. ISBN 978-2-200-35132-8

Première partie
L'économie de l'attention: un
concept qui se renouvelle avec
l'émergence du Web

1 Définition, pères fondateurs et concepts liés

1.1 H. Simon: l'information consomme de l'attention

La paternité du concept d' "économie de l'attention" est le plus souvent attribuée à Herbert Simon, bien qu'il ne le formule pas en ces termes. Prix Nobel d'économie en 1978, cet esprit universel s'intéresse particulièrement à la psychologie cognitive, aux enjeux de l'intelligence artificielle et au rôle et management des organisations.

La théorie de la rationalité limitée dans les entreprises

Il développe la théorie de la rationalité limitée², selon laquelle les être humains, rationnels puisque capables d'expliquer et justifier leurs décisions, sont limités dans leurs raisons et raisonnement préalables. Et ce notamment par une impossibilité à prendre en compte l'ensemble des informations afférentes à une question donnée: "*Chaque organisme humain vit dans un environnement qui produit des millions de bits de nouvelle information chaque seconde, mais le goulot d'étranglement de l'appareil de perception n'admet certainement pas plus de 1000 bits par seconde et probablement moins*" écrit-il en 1959 [13, p. 273], à l'entrée dans "l'âge de l'information"³.

Alors que les travaux de Fritz Machlup (1962) puis de Marc Porat (1977) font émerger le concept et les fondements de "l'économie de l'information", Herbert Simon postule encore en 1971 [14, p. 40-41]: "*...in an information-rich world, the wealth of information means a dearth of something else: a scarcity of whatever it is that information consumes. What information consumes is rather obvious: it consumes the attention of its recipients. Hence a wealth of information creates a poverty of attention and a need to allocate that attention efficiently among the overabundance of information sources that might consume it.*"⁴

² PARTHENAY Claude. Herbert Simon: rationalité limitée, théorie des organisations et sciences de l'artificiel [en ligne]. Document de travail CEPN (Paris XIII et Université de cergy-Pontoise. [consulté le 12 septembre 2009]. pp. 3-4.

http://www.grjm.net/documents/claude_parthenay:Parthenay_Simon.pdf

³ MATTELART A. L'âge de l'information : Genèse d'une appellation non contrôlée : Questionner la société de l'information. Réseaux, 2000, n°101, pp. 19-52. ISSN 0751-7971.

⁴ [Dans un monde riche d'information, le foisonnement d'information implique la pénurie de quelque chose d'autre: une rareté de tout ce que l'information consomme. Ce que l'information consomme est plutôt évident: cela consomme l'attention de ses bénéficiaires. Ainsi la richesse d'information engendre

La "loi de l'information"

Jean-Michel Salaün [11] précise qu'Herbert Simon s'intéressait au champ spécifique de la rationalité limitée dans les organisations et met en garde contre une transposition directe de ce constat à l'analyse du marché ouvert.

Alex Iskold [8] y voit cependant "*the law of information*" (la loi de l'information) - selon laquelle la croissance rapide de l'information engendre la rareté de l'attention - constitutive d'un "marché de l'attention" ("*Attention Marketplace*").

L'attention prend une dimension économique: cette ressource, rendue rare par la surabondance d'information disponible, devient un enjeu du marché.

C'est, selon Michael Goldhaber [4], avec la création d'Internet et du World Wide Web, le moteur d'une "nouvelle économie en réseau".

1.2 M. Goldhabert: l'économie nouvelle repose sur l'attention

1.2.1 Le concept d'économie de l'attention

Nous quittons l'ère industrielle pour entrer, selon Michael Goldhaber, non pas dans l'économie de l'information, mais dans l'économie de l'attention. Il distingue ainsi trois grands âges de l'économie [4] qui s'articulent autour de buts, d'acteurs et de manifestations spécifiques: l'âge de l'économie de l'attention succède à l'âge matérialiste de l'ère industrielle, qui aurait lui-même supplanté l'âge féodal⁵.

Aspects of 3 Levels

FEUDAL	MMI	ATTENTION EC
<i>Goals (scarcity):</i> Loyalty, Feoffdoms Security	<i>Goals (scarcity):</i> Material goods, money, jobs	<i>Goals (scarcity):</i> Attention from others
<i>Roles:</i> Knights, Serfs	<i>Roles:</i> Owner, Worker/Consumer	<i>Roles:</i> Star, Fan
<i>Moves:</i> Obtaining feoffs by winning battles, pledging loyalty or marriage	<i>Moves:</i> Organizing production, selling at a profit, working a job, Buying at a good price	<i>Moves:</i> Performing, Creating Seeking an audience, Paying attention

Fig. 1 Les trois âge de l'économie (M. Goldhaber, 1997)

une pauvreté d'attention et le besoin d'allouer cette attention efficacement parmi l'abondance de sources d'informations qui pourrait la consommer]

⁵ Présenté à l'occasion d'une conférence, ce postulat a davantage valeur de et vocation à démonstration, que d'exactitude historique.

L'attention est la ressource rare

Au motif que les sciences économiques ont pour enjeu l'étude et l'administration des biens et ressources rares, Michael Goldhaber [4] questionne l'expression d' "économie de l'information" à l'heure du Net: "*Information, however, would be an impossible basis for an economy, for one simple reason: economies are governed by what is scarce, and information, especially on the Net, is not only abundant, but overflowing.*"⁶

A l'instar de Herbert Simon, il distingue que c'est l'attention qui devient la ressource rare, elle doit être au coeur de la nouvelle économie.

L'attention se déploie sur Internet

La nature particulière des biens informationnels numériques - en regard des biens de production matériels - et les nouvelles pratiques de diffusion, d'échange, de partage, d'appropriation collective de l'information induites par le Net transforment les mentalités et les modes de vie. Ce sont autant de paramètres à prendre en compte dans une nouvelle économie: "*We now have to think in wholly new economic terms, for we are entering an entirely new kind of economy ... we are headed into what I call the attention economy.*"⁷

L'attention fait sens

Les actes d'attention sont le moteur de la nouvelle économie, car ils sont le moyen de conférer du sens, et ainsi une existence, que ce soit à un être humain, une situation ou une information [3]⁸.

L'attention est un enjeu de valeur en soi

L'attention devient un enjeu de valeur et de désir en elle-même, en ce qu'elle est vectrice d'influence et de popularité, si désirables dans ce qu'il nomme "*A Star-Focused World*" [26]. L'attention est une valeur appelée, à terme, à remplacer l'argent, devenant à la fois enjeu et medium de la transaction: "*Attention transactions, which already are far more numerous than monetary transactions will come to dominate even further.*"⁹ [4].

⁶ [L'attention, quoiqu'il en soit, serait une base impossible pour une économie, pour un simple raison: les économies sont gouvernées par ce qui est rare, et l'information, particulièrement sur le Net, n'est pas seulement abondante, mais surabondante]

⁷ [Nous devons penser en termes économiques totalement nouveaux, car nous entrons dans une économie d'un nouveau type ... Nous entrons dans ce que j'appelle une économie de l'attention]

⁸ Michael Goldhaber annonce en ce sens une série de principes et d'apophtegmes dont la traduction est proposée en Annexe 1 p. 115.

⁹ [Les transactions liées à l'attention, qui dominent déjà, vont dominer de plus en plus sur les transactions monétaires.]

1.2.2 Un fondement technique au concept d'économie de l'attention

Cette théorie, parfois qualifiée de "wishfull thinking" (voeu pieux) [21, BOULLIER, p. 233], est controversée par Rishab Aiyer Ghosh dès 1997; elle trouve cependant, dans l'analyse et proposition de Philippe Aigrain, un fondement technique.

"Economics is dead. Long live economics!"

Rishab Aiyer Ghosh¹⁰ rappelle en effet, dans un article écrit en réponse et intitulé "*Economics is dead. Long live economics!*", que l'expression "économie de l'information" ne s'entend pas au sens littéral: l'attention est (déjà) un paramètre pris en compte dans toute société, tout système économique; le principe de l'offre et de la demande s'applique à l'économie du numérique; l'argent, contrairement à l'attention, n'a pas de valeur intrinsèque, l'attention peut être monétisée mais peut difficilement devenir une monnaie.

L'attention peut devenir une valeur d'échange en s'appuyant sur une médiation technique

Philippe Aigrain [1] répond que l'attention portée étant la manifestation d'une "préférence", il y a bien là un marché à organiser: "*Possibility to manifest preference is a prerequisite of the emergence of economical value, it indicates that something like a market can be organised*"¹¹.

Il s'agit de valoriser l'attention en l'intégrant au processus d'échange propre aux biens informationnels numériques: "*Exchange value is not just a manifestation of some "intrinsic" value, it is the creation of a new entity through the organisation of a process.*"

Cela doit passer par une médiation technique, un medium par lequel l'attention peut être recherchée et/ou se manifester, qui doit prendre en compte les démarches de production, distribution, accès et perception des contenus, et s'appuyer sur les propriétés du web d'alors (web 1.0): accès proactif aux contenus, navigation via les hyperliens, structuration et indexation des contenus (recherchabilité), facilité de production et de publication des contenus.

Ces modalités suggèrent un "continuum d'attention", qui doit s'étendre à l'ensemble des médias, "*la possibilité de relier des contenus à d'autres médias étant une composante essentielle de l'attractivité du Web en tant que medium*".

¹⁰ GHOSH Rishab Aiyer. Economics is dead, long live economics! A commentary on Michael Goldhaber's "The attention economy. First Monday [en ligne]. Mai 1997, vol 2, n°5. [consulté le 30 octobre 2009] < <http://firstmonday.org/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/issue/view/80>>

L'évolution de l'Internet vers le web 2.0, son interconnexion avec l'ensemble des médias, l'utilisation croisée d'objets communiquant en situation de mobilité (à des fins personnelles et/ou professionnelles), la croissance exponentielle des volumes d'informations, qui nous font nous confronter à l' "Information overload" (la surcharge d'information) et au "multitasking" (fait d'être multitâche), confirment ces préfigurations.

1.3 Information overload, Continuous Partial Attention et Multitasking

1.3.1 Information overload

Le terme d'*Information overload* vise à décrire la situation de surcharge informationnelle (on parle parfois d'infobésité) que peuvent engendrer la profusion de "*new news*" à suivre quotidiennement, la multiplication des canaux de communication (téléphone, email, messagerie instantanée, rss) et la possibilité donnée à tout un chacun de produire et diffuser de l'information (problématiques du bruit et de la fiabilité des sources d'information).

Le New York Time parle par exemple, en 2008, d'un Tsunami pour évoquer la problématique des mails et spams (messages commerciaux non désirés)¹². Le moteur de recherche de blogs de la société Technorati recense 50 millions de weblogs en juillet 2006, et comptabilise un doublement du nombre de blogs ouverts tous les six mois entre 2003 et 2006¹³.

Juin 2008 voit la création de l'Information Overload Research Group (IORG)¹⁴. Cette institution à but non lucratif regroupant des organismes à l'international se donne pour mission de réduire la pollution informationnelle¹⁵ et de combattre la surcharge d'information.

¹¹ [La possibilité de manifester une préférence est le prérequis à l'émergence d'une valeur économique, cela indique qu'un marché peut s'organiser]

¹² STROSS Randall. Struggling to Evade the E-Mail Tsunami. The New York Times [en ligne]. 20 avril 2008 [consulté le 30 septembre 2009].

< http://www.nytimes.com/2008/04/20/technology/20digi.html?_r=3&oref=slogin&oref=slogin >

¹³ SIFRY Dave. State of the blogosphere, February 2006 Part One: On Blogosphere Growth. Technorati Blog [en ligne]. 6 février 2006. [consulté le 30 septembre 2009].

< <http://technorati.com/weblog/2006/02/81.html> >

¹⁴ <http://www.iorgforum.org/>

¹⁵ En référence à l'écologie de l'information: "étude de la prolifération des informations considérées comme polluantes du fait de leur mauvaise qualité, du non respect de l'éthique ou des perversités des logiques purement économiques". source: ACALY Serge, LE COADIC Yves-François, POMART Paul-Dominique, SUTTER Eric. Dictionnaire de l'information, *op. cit.*

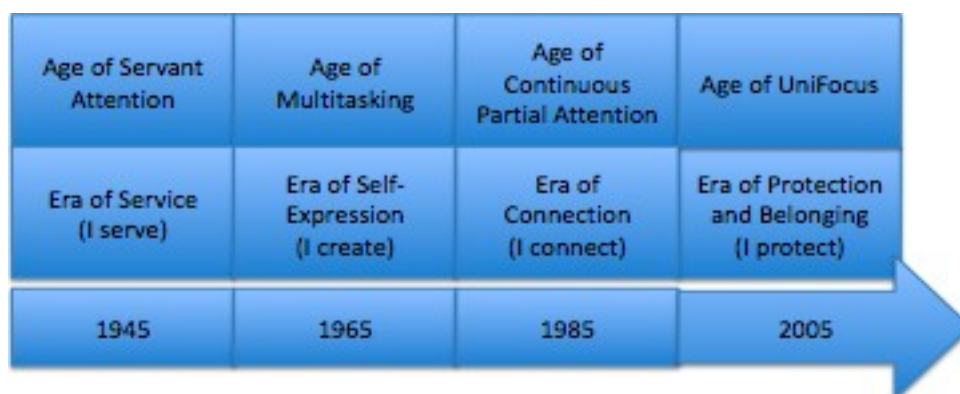
1.3.2 Continuous Partial Attention ou Multitasking ?

L'attention partielle continue: une capacité de dispersion

Pour Linda Stone [15] nous mobilisons sans cesse notre attention, motivés par le désir d' "être un noeud vivant du réseau": " *a desire to be a LIVE node on the network. Another way of saying this is that we want to connect and be connected. We want to effectively scan for opportunity and optimize for the best opportunities, activities, and contacts, in any given moment. To be busy, to be connected, is to be alive, to be recognized, and to matter.*"¹⁶

Cela peut conduire à un état de crise artificiel, de stress permanent, qui nous amène à utiliser notre attention continument mais de manière partielle. Elle propose le concept d'attention partielle (en) continue (*Continuous Partial Attention*) pour décrire une capacité à se déconcentrer, se disperser, mener plusieurs actions en même temps et n'accorder ainsi qu'une attention partielle à chacune d'elles. Elle met en garde contre une attitude qui se propage à tous les pans de la vie ("*Continuous partial friendship*") et invite chacun à manager son attention pour entrer dans "the Age of Uni-Focus".

Fig.2 Les âges et ères de l'attention à l'âge de l'information (L. Stone, 2005)



L'attention partielle continue se distingue, pour Linda Stone, du "*multitasking*" (fait d'accomplir plusieurs tâches en même temps), en ce qu'il est induit non pas par une situation d'alerte permanente mais par la motivation d'être plus productif.

De la difficulté d'être multitâche

Ce terme, né pour désigner les capacités des ordinateurs, recouvre un phénomène étudié en psychologies expérimentale et en sciences cognitives. Des études [16, ANGEHRN, p. 2] montrent que toute action nécessite une décision, une réflexion, une attention préalable et

¹⁶ [le désir d'être un noeud vivant du réseau, une autre façon de dire qu'on veut connecter et être connecté; ne rater aucune opportunité, aucune info, aucun contact, à tout moment. Etre occupé, connecté, vivant, reconnu, faire attention et être pris en attention.]

que les actions peuvent être concomitantes mais le plus souvent s'enchaînent dans un ordonnancement planifié et limité par nos capacités cognitives. En 1956 les travaux de Miler montrent qu'un maximum variant entre 5 et 9 "blocs d'attention" peuvent être manipulés en même temps; les travaux de Rubinstein, Meyer et Evans (2001) montrent qu'il y a coût élevé de translation d'une activité à une autre¹⁷.

Ainsi, si l'on parle aujourd'hui de "génération multitâche"¹⁸ pour désigner les adolescents et (jeunes) adultes rompus à la pratique du Net et au multimédia en général, c'est surtout en se demandant comment leur apprendre à "*maîtriser l'art de l'attention à l'ère de la connexion permanente*", rapporte Hubert Guillaud [6].

1.3.3 Pour une écologie informationnelle

Ce dernier appelle à "une écologie informationnelle" dont l'attention serait le pivot [6]: "*Si la fracture de l'accès aux nouvelles technologies tend à se réduire, ne sommes-nous pas en train d'en construire une autre, celle des savoirs, des compétences et du temps disponible en ligne ? Celle de l'attention. Une fracture cognitive entre ceux capables d'utiliser les outils et de naviguer dans la surinformation et ceux qui n'en auront ni le temps, ni les moyens, ni les capacités ?*"

Et qui s'en remettraient, comme dans les pires cauchemards de Nicolas Carr [2], à une intelligence artificielle pour penser, décider, agir à leur place ... Expliquant comment les évolutions techniques transforment nos comportements jusque dans leurs ancrages biologiques, Nicolas Carr met en garde contre le mythe du bonheur googleéen selon lequel la machine, l'intelligence artificielle, devinera nos pensées pour mieux nous servir. La perte de nos capacités d'effort, d'attention et de discernement pourrait au contraire conduire à un asservissement. Ce d'autant que les motivations qui président à la captation de notre attention sont avant tout dominées par la logique du marché.

L'attention est ainsi, dans ce contexte d' "*Information overload*" et de tentation au "*multitasking*", à la fois un enjeu du marché et un attribut à manager, tant sur le plan personnel que des organisations.

¹⁷ MILLER Georges. The Magical Number Seven, Plus or Minus Two. *Psychological Review*, 1956, vol. 63, pp. 81-97
et RUBINSTEIN, J. S., MEYER, D. E., EVANS, J. E. Executive Control of Cognitive Processes in Task Switching. *Journal of Experimental Psychology*. [en ligne] 2001. *Human Perception and Performance*, 27(4), 763-797.

¹⁸ WALLIS Claudia. The multitasking Generation. *Time Magazine* [en ligne]. 19 mars 2006 [consulté le 3 octobre 2009]. < <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,1174696-1,00.html> >

2 L'attention, attribut à manager

2.1 L'attention, au coeur du management de l'information

"Knowledge economy" et management de l'attention

Le management de l'attention devient stratégique dans les organisations dont l'économie repose sur la maîtrise et la production de connaissances ("knowledge economy"), et dont les "travailleurs du savoir" ("knowledge workers") sont de plus en plus amenés à travailler en mode projet (transversalité et partage des connaissances) [16, ANGEHRN].

Le management de l'information, support stratégique des organisations

Afin de les soutenir dans leur effort attentionnel, la gestion de l'information doit s'envisager suivant trois niveaux stratégiques [16, ANGEHRN, p. 5]:

- "*Discernement/Perception Level*": "dépolluer" l'environnement de travail par la sélection des informations entrantes;
- "*Reasoning Level*": prendre en compte les besoins informationnels à court et long terme, leur affecter des outils et des responsables;
- "*Operational Level*": apporter un soutien ponctuel, par des outils spécifiques, lors d'activités impliquant du "multitasking".

Les TIC, support du management de l'attention

Les outils TIC de gestion de données sont présentés comme support au management de l'attention, aux niveaux individuel et collectif, pour des usages internes ou en lien avec l'extérieur. Par exemple, le gestionnaire de mail, l'Attention User Interface (AUI) [24, HUBERMAN], les portails agrégatifs d'information ou de travail collaboratif, le Consumer Relationship Management.

Supporté par les TIC et les Systèmes d'Information, le management de l'attention permet d'améliorer la productivité de l'entreprise; le blog de Craig Roth, *Knowledge Forward*, est éloquent à ce sujet¹⁹.

L'attention peut également être étudiée, auditée, en tant qu'indicateur dans l'entreprise.

¹⁹ ROTH Craig. Knowledge Forward. <<http://knowledgeforward.wordpress.com/>>

2.2 L'attention, au coeur du management dans l'entreprise

A l'origine de la société Attention Company²⁰, Thomas Davenport et John Beck publient *The Attention Economy : Understanding the New Currency of Business* [17]. La maîtrise de l'attention est présentée comme la clé du succès d'une entreprise. Ils proposent, entre autre, d'auditer l'attention (intensité, direction, objets) et de la cartographier²¹: l'attention peut être vectorisée par des objectifs prioritaires ("*front of mind*") ou secondaires ("*back of mind*"), elle peut être volontaire ou contrainte ("*captive*"), et qualifiée de négative ("*aversive*"), neutre ou positive ("*attractive*").

Dans la carte ci-dessous, ils présentent un exemple de carte réalisée après entretiens auprès d'un groupe de cadres supérieurs d'une entreprise. La répartition de l'attention, organisée selon les critères sus-cités et présentés en légende, montre qu'ils se sentent contraints à accorder trop d'attention à la relation client quand leur préférence les porte vers la branche Innovation.

Fig. 3(a) Internal-Based AttentionMap (Attention Company)



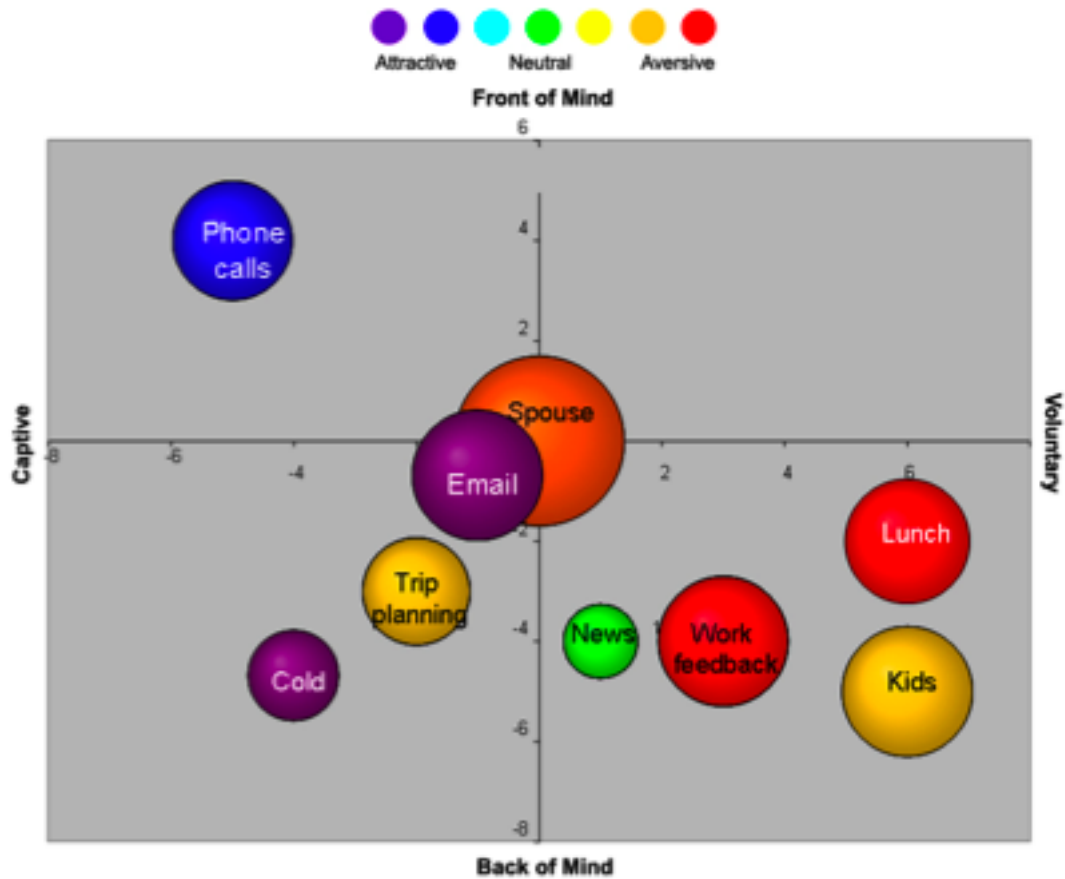
Le document suivant présente cette fois un audit appliqué à une seule personne: mobilisée positivement, dans le cadre de son travail, par coups de téléphones et

²⁰ La société Attention Company a été intégrée au groupe North Star
< <http://www.nslg.net/index.html> >

²¹ <http://www.nslg.net/attnco/attentionmap/index.html>

mails, elle apparaît surtout préoccupée par sa vie personnelle (conflits avec son conjoint, insatisfactions quand au déjeuner, pensée pour les enfants) et inquiète des retours de sa hiérarchie ("*work feedback*").

Fig. 3 (b) Individual AttentionMap (Attention Company)



Il est difficile d'aborder ces outils sans entrevoir les dérives possibles, même s'ils restent aujourd'hui peu utilisés dans l'entreprise.

L'attention est également et davantage envisagée dans une dimension marketing, en lien avec la clientèle d'une entreprise et les consommateurs potentiels d'un produit (bien ou service).

3 L'attention, au coeur des stratégies marketing

3.1 Le consommateur, pivot d'un mouvement pull/push

- **Du *Product-Centric Brands* au *Customer-Centric Brands***

Une approche renouvelée du marketing

Selon John Hagel [19], les pratiques induites par l'usage d'Internet doivent conduire à une approche renouvelée du marketing.

Ce n'est plus le produit qui doit être au coeur de la démarche marketing mais le consommateur. Il conseille ainsi aux marques de passer du *Product-Centric Brands* (marque centrée sur le produit) au *Customer-Centric Brands* (marque centrée sur le consommateur) pour rester compétitives. Le pouvoir des marques ne disparaît pas mais se déplace: alors qu'elles s'attachaient jusque là leur clientèle grâce à la qualité de leurs produits (tandem innovation/ commercialisation), elles doivent à présent "devenir des entreprises de la relation-client".

Investir dans l'attention portée à la clientèle est le meilleur moyen de s'attacher, en guise de retour sur investissement, son attention, sa confiance et sa fidélité, alors que l'offre concurrentielle croît chaque jour.

Offres de services et "*collaboration marketing*"

Il s'agit, d'une part, de construire des profils individualisés des clients ou consommateurs potentiels pour leur proposer une offre de produit aux plus proches de leurs attentes: "*As customers, we will become enormously loyal to anyone who can help us quickly and effectively sort through proliferating options based on a deep understanding of our individual needs*"²². Le produit proposé s'entend davantage en terme d'offre de service que de bien, il faut être prêt à aller jusqu'à offrir un bien de la concurrence si tel est le désir du client.

Il s'agit également d'aller vers une démarche de "*collaboration marketing*" (marketing en collaboration) avec les consommateurs. La marque et les chargés de clientèle doivent devenir une ressource vers laquelle les utilisateurs peuvent se tourner à tout moment, exprimer leurs attentes en temps réel. Cela passe par une relation de plusieurs à plusieurs (*many to many*), permise par les forums ou listes de diffusion par exemple ("clubs utilisateurs").

Le marketing, à l'heure d'Internet, doit donc s'envisager selon un mouvement double et interactif de push personnalisé et de pull. Celui-ci devient le fondement marketing d'une "boucle de l'attention" (*loop of attention*) [18, BERMAN].

- ***The Loop of Attention***

Intégrer les "*experiencers*" à toutes les étapes

Dans un rapport intitulé "Dix stratégies pour survivre dans l'économie de l'attention", Saul Berman [18, p. 1-2] explique qu'il faut rompre avec la logique induite par la chaîne de valeur linéaire traditionnelle allant de la conception du produit à sa distribution en push.

Il s'agit d'engager l'attention du consommateur à toutes les étapes, dans un mouvement pull/push, selon une "boucle interactive de l'attention". Les consommateurs, présentés comme des *experiencers* (expérimentateurs), doivent être entendus (*via* études des profils et retours d'expérience) et pris comme points de départ à l'évolution d'un produit (bien et/ou service).

L'attention des consommateurs, soubassement de la "e-organisation"

A terme, c'est la structure même des organisations qui doit être repensée selon ce nouveau modèle. Les "e-organisations" seront des communautés d'entreprises associées en réseau avec un capital risque partagé, mettant les consommateurs et non plus les produits au centre de leur attention. Ces derniers sont intégrés à l'organisation dans une interactivité continue en pull/push [18, p. 9].

L'attention est ici sollicitée selon une démarche interactive de co-construction du produit (bien et/ou service) et de l'entreprise.

L'attention des consommateurs est également sollicitée, suivant une démarche marketing classique, en tant qu'elle est un préalable à tout acte d'achat ou de prise en compte d'un message commercial.

3.2 Attention ... Action!

3.2.1 Captation, incitation, sélection

²² [En tant que clients, nous deviendrons extrêmement loyaux envers tous ceux qui peuvent nous aider

L'acronyme AIDA recouvre une stratégie marketing web qui pose la captation de l'attention comme préalable à l'action: attirer l'Attention, susciter l'Intérêt, provoquer le Désir, inciter à l'Action sont les différentes phases que doivent suivre un message publicitaire pour être efficace²³. Elle s'inscrit dans la lignée des assertions de Goldhaber ou de Beck et Davenport.

Michael Goldhaber [4] fait l'expérience, lors d'une conférence, de mobiliser l'attention des gens dans le but de leur faire lever la main et conclut "j'ai votre attention et je l'ai convertie en action physique"; jouant sur l'anglais, il rappelle ici la proximité sémantique de l'"*enthralled*" (auditoire) avec une salle de "*thrall*" (esclaves).

Le tandem attention-action est également l'élément central de l'économie de l'attention pour Beck et Davenport [17, p. 20]: "*Our simple definition of attention is this: Attention is focused mental engagement on a particular item of information. Items come into our awareness, we attend to particular item, and then we decide whether to act.*"²⁴

Si la mobilisation de l'attention engage une action directe et captive dans le premier cas, un autre mécanisme entre en jeu dans le second où plusieurs objets d'attention sont présents en même temps. C'est le mécanisme de la sélection : "*Vous ne pouvez pas faire deux choses à la fois. Le mécanisme de l'attention est la sélection : c'est ou l'un ou l'autre*" explique Winifred Gallhager, cité par Hubert Guillaud [5].

Ce mécanisme fait intervenir les notions de préférence et de pertinence.

3.2.2 Préférence, mise en relation et recommandation - La longue traîne

L'économie de l'abondance

Sur un marché donné, plus l'offre est abondante, aussi bien en terme quantitatif que qualitatif (couverture des segments du marché), plus la préférence, la sélection, l'action peuvent s'exercer.

C'est l'une des clés du succès des plateformes de vente de biens culturels comme Amazon (livres), Netflix (films) ou Rhapsody (musique), tel que l'analyse Chris Anderson dans la théorie de la Longue Traîne [35].

Délestés des contraintes géographiques et profitant de coûts marginaux de stockage linéaire, de distribution et de reproduction diminués, elles "tiennent les deux bouts de la boucle" et proposent "aussi bien les hits que les bides": "*Dès qu'un nouveau titre est*

rapidement et efficacement, grâce à une compréhension profonde de nos besoins individuels.]

²³ Voir par exemple le lexique de Webmarketing réalisé par web-marketer.net < <http://www.web-marketer.net/webmarketing/lexique-webmarketing.php>>

intégré dans la base de données de Rhapsody, il trouve un public, même s'il ne s'agit que de quelques personnes par mois quelque part sur le continent. C'est cela la Longue Trainee." écrit-il. " Quand on n'a plus à payer les étagères de présentation et même, dans le cas de services de distribution numérique tels qu'iTunes, ni de coûts de reproduction, ni pour ainsi dire de coûts de distribution, un bide devient une vente comme les autres et garantit la même marge qu'un succès", explique encore Chris Anderson.

Cela conduit par ailleurs à une baisse des prix, favorisant encore l'acte d'achat. Les marchés de niche cumulés deviennent aussi rentables que ce qui est offert à la consommation de masse. Cette configuration du marché révèle en plus "d'autres vérités sur ce que les consommateurs veulent vraiment et sur la manière dont ils le veulent".

Mise en relation et recommandation

L'autre clé fondamentale du succès réside dans la capacité à mettre en relation ces publics avec une offre de contenu pertinent. Cela peut se faire en pull, via un moteur de recherche, ou en push, par le biais de recommandations. 60% des films qui se louent sur Netflix le sont sur recommandation (2004). La recommandation peut être collective (tendances d'achat, opinion du public); elle peut être individualisée (alerte, mail); elle peut être personnalisée et s'appuie alors sur l'analyse des actes sur le site (sélection, requête, navigation).

Fig. 4 "If You Like Brtiney, You'll Love ..." (C. Anderson, 2004)



Les recommandations, si elles sont pertinentes, fonctionnent comme un guide à l'attention, à la sélection; "la personnalisation de masse" supplante la consommation de masse.

²⁴ [Notre définition de l'attention est simple: l'attention se focalise, suivant un engagement mental, sur un objet particulier d'information. Ces objets d'information parviennent à notre conscience, nous en remarquons un en particulier, et nous décidons s'il y a lieu d'agir.]

Le succès vient de la capacité à capter l'attention et inciter à l'action, basée sur une offre susceptible de contenter l'ensemble d'un marché et sur l'aide à la mise en relation, ou "*matching*" (résultats de recherche et recommandations pertinents).

C'est sur ce procédé à double versant (contentement d'un marché de masse et matching) que repose le modèle économique du moteur de recherche dominant Google et des grands réseaux sociaux comme Facebook ou MySpace, qui peuvent alors vendre l'attention qu'ils captent et génèrent à des annonceurs.

3.2.3 Vente d'attention et profilage - Une économie de la publicité

L'économie de l'attention repose ici sur un détournement de l'attention, une manière de taper sur l'épaule pour pointer quelque chose d'autre du doigt, selon l'image de Jean-Michel Salaün [12].

Un nouveau paysage publicitaire

"*Tout le monde court après le fameux temps de cerveau disponible*" écrit Eric Scherer dans une étude réalisée en 2008 pour l'Observatoire des Médias [30, p. 35] - en référence à l'intervention de Patrick Lelay (2004), alors jugée scandaleuse²⁵. La vente d'attention, modèle économique des supports traditionnels de diffusion de contenu informationnel et culturel que sont la presse, la radio et la télévision (canaux hertziens), tend à s'imposer sur Internet: "*le contrôle de l'attention est bien le défi n°1 du nouveau paysage publicitaire*" écrit encore Eric Scherer en citant une étude de IBM explicitement intitulée *The end of advertising as we know it* [30, p. 41].

La publicité sur Internet connaît une hausse de 28% en 2007 (contre 3% pour les supports traditionnels) et devrait égaler la publicité télévisée d'ici 2011. Près de 50% de ces gains publicitaires vont aujourd'hui à Google, dont le moteur de recherche domine le marché du "*search marketing*".

Google

Le modèle économique de Google, tel qu'il est décrit par Olivier Bomsel [37, p. 240-245], repose sur un double marché: *AdSense*, régie de sites Web offreurs d'espaces contextuels revendu aux annonceurs (publicité contextuelle), et *AdWords*, marché de la recherche sur Internet financé par les annonceurs. Au coeur de cette économie dite "du gratuit": une offre

²⁵ Voir par exemple cet article de l'Expansion.com <http://www.lexpansion.com/economie/actualite-entreprise/patrick-le-lay-president-directeur-general-de-tf1_105361.html>

gratuite de service informationnelle aux Internaute (contenu gratuit ou mise en relation gratuite vers un contenu).

Au coeur de cette économie de la publicité: la vente d'attention des Internaute aux annonceurs. Un système d'enchère propose à l'annonceur de fixer le prix maximal qu'il est prêt à payer pour un contact visuel et un clic amenant l'Internaute sur son site ("taux de transformation"); plus les mots clés achetés sont pertinents, plus le taux de transformation est grand, plus l'encart publicitaire sera mis en visibilité. Le succès vient de la pertinence de cette publicité contextuelle (*AdSense*) et individualisée (*AdWords*). C'est ce que Eric Scherer nomme, dans le cas de *AdWords*, le "search marketing".

La publicité comportementale se développe

Il met en garde contre une nouvelle tendance marketing: la publicité comportementale ou "behavioural marketing" [30, p. 30]: " *Les géants du Web recueillent chaque mois des centaines d'informations sur nos visites Internet. Suivant nos traces, ils en savent beaucoup sur nos goûts et nos préférences, nos espoirs, mais aussi nos inquiétudes, nos craintes. Ces informations leur servent à placer des publicités personnalisées en face de nos yeux sur les sites web.* " Il renvoie notamment au cas de Facebook, tenté de vendre ce type d'information à des grandes marques, ainsi que l'avait dénoncé le Daily Telegraph en janvier 2009²⁶.

Dominique Boullier [21, p. 235] fait le rapprochement entre le dispositif du Consumer Relationship Management (CRM) et l'usage des données usagers faites par les réseaux sociaux, amenés à devenir des "fichiers clients": "*Le dispositif contemporain qui gère (le profilage) est un composite informatique que l'on nomme le CRM, Consumer Relationship Management, qui dispose de tous les capteurs pour récupérer les informations de comportements, de statuts, de ressources d'un client. Disposant de cela, il est désormais possible de lui pousser l'information intéressante (push), à savoir d'autres offres commerciales. Cela s'étend au monde non marchand, avec la personnalisation de tous les services et des échanges pair à pair sur la base de profils (de MySpace à Facebook, en passant par Viadeo). Cette personnalisation se recycle en fichiers clients, qui permettent le calcul et la valorisation. La valeur essentielle de cette économie de la fidélisation, c'est en effet le fichier clients.*"

²⁶Voir à propos:

NEATE Rupert, MASON Rowena. Networking site cashes in on friends. Telegraph.co.uk [en ligne]. 31 janvier 2009 [consulté le 7 octobre 2009].
<<http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/mediatechnologyandtelecoms/4413483/Networking-site-cashes-in-on-friends.html>>

3.3 Risques: Non respect de la vie privée - Concentration du marché

3.3.1 Pour un contrôle des données par l'Internaute: Attention Trust

Le push personnalisé pratiqué dans le cadre de la publicité comportementale reposant sur une connaissance approfondie des individus (profilage), la monétisation des données pose la question de la confidentialité et de la protection de la vie privée²⁷.

Le contrôle des données par les Internautes est le critère déterminant du bon fonctionnement d'un marché de l'attention selon l'organisme AttentionTrust²⁸. Fondée par Seth Goldstein²⁹ et Steeve Gilmor³⁰, dirigée un temps par Michael Goldhaber, cette association suppose quatre "droits basics du consommateur", résumés ainsi par Alex Iskold [8]:

- *"Propriété: vous donnez votre attention et la retirez quand bon vous semble, vous avez le contrôle;*
- *Mobilité: vous pouvez porter votre attention où et quand vous voulez en toute sécurité, vous avez la possibilité de transférer votre attention;*
- *Economie: vous pouvez porter votre attention auprès de qui vous voulez et recevez une valeur en échange;*
- *Transparence: Vous pouvez voir exactement comment votre attention est utilisée."*

L'enregistrement, le stockage et la diffusion des données par les usagers eux-mêmes est envisagé comme une alternative au stockage des données dans des silos incontrôlables par les Internautes ("fermes de serveurs" de Google).

Ils développent à cette fin le module Attention Recorder³¹ pour Firefox, qui doit permettre à chaque Internaute d'enregistrer son parcours de navigation et de le rediriger selon son gré vers tel ou tel opérateur. La dernière mise à jour date de 2006; les retours d'expérience sont plus que discrets. Eric Scherer [30, p. 33] note par ailleurs la proposition de sociétés de la

²⁷ Voir notamment « Identification, identifiant, identité...individu » 13 janvier 2009 - les supports des intervenants et les comptes-rendus [en ligne]. 13 janvier 2009. FULBI [consulté le 7 octobre 2009]. <<http://fulbi.nexenservices.com/spip/spip.php?article42>>

²⁸ Le site de l'organisme Attention Trust n'est plus actif, mais l'on peut se référer aux sites et blogs de ses fondateurs.

²⁹ GOLDSTEIN Seth. Transparent Bundles - from Wall Street to the Web [en ligne] Mars 2004 - Avril 2009 [consulté le 7 octobre 2009] < <http://blog.sethgoldstein.com/>>

³⁰ GILLMOR Steve. GesturLab [en ligne] Mars 2006-Mai 2008 [consulté le 7 octobre 2009]. < <http://gesturelab.com/>>

³¹ Module "Attention Recorder" pour Firefox < <https://addons.mozilla.org/fr/firefox/addon/3569>>

Silicon Valley faite aux Internaute de vendre leurs données personnelles, mais comme il le fait remarquer, "personne n'aime se monétiser".

3.3.2 Effet réseau, coût de migration, concentration

Daniel Kaplan [28] fait valoir un autre risque de cette économie de l'attention et de la publicité: la concentration des marchés sur un nombre restreint de plateformes, suivant trois phénomènes:

- *"le coût de migration des utilisateurs (temps passé à créer un univers personnel),*
- *l' "effet-réseau" qui fait que la valeur d'une plate-forme de mise en relation croît de manière exponentielle avec son nombre d'utilisateurs,*
- *et la tendance naturelle des publicitaires à se simplifier la vie".*

Il donne en exemple MySpace, Flickr, YouTube, *"parvenus à un quasi-monopole sur leurs espaces respectifs"*, et met en garde contre les motivations premières de ces plateformes, à savoir attirer les annonceurs et non pas veiller au bien commun - ici, la diversité culturelle. *"Rien ne dit, conclut-il, que les nouveaux intermédiaires auront plus à cœur que les majors de soutenir une création vivace et diverse (...). Une prise de contrôle de l'industrie musicale par l'aval, par l'intermédiation, n'est pas nécessairement une bonne nouvelle pour la création et la diversité musicales"*.

Cette économie de la publicité, basée sur la captation et la réorientation de l'attention dans une incitation à l'action, n'est pas nouvelle. Comme le rappelle Jean-Michel Salaûn [11], elle se met en place au 19e siècle avec l'émergence de la presse populaire et s'épanouit sur les canaux hertziens dans la seconde moitié du 20e siècle.

Le Web étant aujourd'hui en passe de devenir le premier poste de la "vente d'attention", les enjeux se portent sur les mécanismes de captation de l'attention et sur les modalités de son évaluation.

3.4 Régimes d'attention et mesure d'audience

3.4.1 Trois régimes d'attention: fidélisation, alerte, immersion

Dominique Boullier [21] distingue trois régimes d'attention:

- le régime de **la fidélisation**, qui s'inscrit dans la durée et repose sur la contraction d'habitudes - jusqu'à générer parfois une "attention automatique" - et une relation-

client privilégiée. Il présente le cas des marques, dont la saillance sémiotique peut développer habitude et confiance, et se réfère au fichier-client des CRM déjà évoqués;

- le régime de **l'alerte**, qui s'inscrit dans l'intensité et repose sur la capacité à mobiliser une forte charge attentionnelle à un instant donné (cas des agrégateurs de presse, les "scoops");
- le régime de **l'immersion**, qui s'inscrit à la fois dans la durée et l'intensité, et repose sur la co-construction et l'interactivité. Le jeu vidéo représente "*l'archétype de la nouvelle industrie de l'attention*".

Fig. 5 Trois régimes d'attention: Fidélisation, Alerte, Immersion (D. Boullier, 2009)

Tableau 1. Caractéristiques des trois régimes

Régimes	Fidélisation	Alerte	Immersion
Paramètres de l'attention	Durée	Intensité	Durée + intensité
Ancêtre moderne	Packaging	Cotation boursière	Simulateur/cinéma
Nouveau dispositif	CRM	Courbe d'audience et spot	Jeu vidéo
Valeur de l'intermédiation	Fichier client	Agrégation instantanée des offres	Structure captivante du contenu
Médiateurs clés	L'opérateur télécoms	L'agence de <i>news</i> et de cotation	Les industriels du jeu vidéo
Médiations clés	Cadeau, le <i>push</i>	L'événement, la réputation	L'immersion
Modalités attentionnelles	L'habitude	Le <i>priming</i>	L'expérience partagée
Ennemis	La zappette	La rumeur	Le COS
Dérives	La répétition distraite	Le zapping	La clôture

COS: Syndrome de saturation cognitive entraînant une réduction du taux d'attention

Parce qu'il s'inscrit dans la dynamique d'interactivité et de relations multi-latérales impulsée par le Web, le régime de l'immersion tend à se développer.

Il peut s'appliquer à des expériences brèves, lors des "casual gaming" (jeux occasionnels) par exemple. Il apparaît également dans les univers virtuels, type *Second Life*, et autres réseaux sociaux. Dans ces cas, comme pour les jeux vidéo en réseau, l'immersion s'inscrit dans la durée: le temps passé à se construire un univers (page perso, avatar) et une communauté (un réseau) et à l'entretenir. Cela conduit à une fidélisation, car il s'agit pour l'utilisateur d'éviter le coût de migration, en terme de temps et d'investissement, d'une plateforme à une autre.

Cela conduit également à la concentration d'Internautes sur des plateformes nourries par l'"effet-réseau", et à la concentration des annonceurs attirés par ces places d'attention [28, KAPLAN]. Chronophages, elles font espérer que l'Internaute finira, à force de voir la réclame

- "pertinente" parce que contextuelle, voire individualisée (comportementale) - par cliquer dessus.

Si le temps passé sur un contenu ne peut être pris comme un indicateur fiable d'usage [1, AIGRAIN], cela reste un critère important dans l'économie de l'attention. D'autres indicateurs sont à l'étude, afin de mesurer les nouvelles modalités attentionnelles induites par ces régimes d'attention.

3.4.2 Quelles mesures de l'attention dans "le Second âge de l'économie de l'attention"?

Des mesures d'audience

D'abord basées sur le "nombre de pages vues", suivant l'étalon de mesure d'audience télévisuelle du "coût par mille"³², les mesures de l'attention tiennent aujourd'hui compte de la dimension active rendue possible à travers le lien hypertexte: il s'agit du "clic through" (clic à travers), ramené au "coût par clic".

Inadaptées dans le "second âge de l'économie de l'attention"

Cela reste insuffisant pour établir un réel étalon de mesure du marché de l'attention sur le Web, qui devrait prendre en compte les nouvelles pratiques [20, BLACKWELL]:

- d'une part, les médias numériques permettent à l'utilisateur final de modifier directement le contenu d'un programme et les comportements d'une application; le module TiVo³³ a par exemple permis un temps de zapper automatiquement les publicités;
- d'autre part, les consommateurs sont de plus en plus sollicités au sein des programmes; voter par sms pour son candidat préféré dans les émissions de tv réalité par exemple, mais également voter pour son livre préféré sur Amazon ou sa news préférée sur Wikio;
- enfin, l'accès à des contenus ne passe plus forcément par "la case" producteur-diffuseur; échanges entre utilisateurs via clés USB ou réseaux *peer to peer* par exemple.

Cela suppose, pour Allan Blackwell, l'entrée dans le "second âge de l'économie de l'attention". C'est à dire l'âge de l'interactivité, des échanges (production, diffusion,

³² Calcul de la rentabilité de l'annonce en fonction du nombre de personne l'ayant visualisée, seuil de mille personnes.

³³ <http://www.tivo.com/>

consommation) multi-acteurs et multi-directionnels, où l'investissement attentionnel est actif, interactif, et non plus passif, captif.

Un indicateur d'engagement

Ses recherches portent sur un "indicateur d'engagement". Il établit une échelle de mesure de l'attention [20, p. 4-5] basée sur différents niveaux d'engagement possibles de la part des utilisateurs:

Fig. 6 Echelle d'attention et indicateur d'engagement (A. Blackwell, 2008)

Echelle de l'attention (Indicateur: engagement des usagers)		
par rapport à des programmes diffusés	sur le web	Effort attentionnel
i) retours d'audience, par exemple par l'envoi de SMS lors des reality show	i) avis des consommateurs, comme sur Amazon	Donner son avis sur du contenu (vote)
ii) participation à une communauté en ligne, par l'envoi de billet, réponses à des discussions ...	ii) annotations, tags, comme sur flickr	Participer en contribuant au contenu (commentaires, tags)
iii) utiliser et diffuser du contenu en ligne (vidéo)	iii) utiliser et générer du contenu comme sur Wikipedia	Participer en générant du contenu (video, Wikipedia)
iv) réutiliser/réagréger des contenus non commerciaux (mash-ups)	iv) développement open source et contenus sous licence creative commons, de biens communs	Créer de nouveaux contenus (mash-up, CC)

Microsoft travaille par ailleurs sur une "*engagement mapping*" (carte de l'engagement), grâce au suivi du parcours de l'Internaute jusqu'à ses achats en ligne, à partir du nombre de sessions, leur durée, et la nature de l'interaction (commentaire, ouverture de blogs, achat...) [30, SCHERER, p. 45].

Autres indicateurs d'attention

D'autres travaux portent sur un "indicateur de persistance", afin de déterminer un seuil de persistance des utilisateurs de la plateforme YouTube relativement au succès (audience) ou non succès des vidéo postées [25, HUBERMAN].

Joseph Falkinger [23] travaille sur une modélisation mathématique de l'économie de l'attention, qui doit permettre d'évaluer la rentabilité des envois d'informations pour les "émetteurs", dans un contexte où les "récepteurs" voient leur attention extrêmement sollicitée par les "signaux" d'information.

Fig. 7 Nomenclature retenue pour une modélisation mathématique de l'économie de l'attention (J. Falkinger, 2007)

Nomenclature	
(S, \mathcal{A}, μ)	measure space of receiver subjects s
$A \in \mathcal{A}$	audience
$\mu(A)$	measure of audience A
$(L, \mathcal{B}, \lambda)$	measure space of potential senders t
$T \in \mathcal{B}$	set of active senders
$\alpha_T \in \mathcal{B} \times \mathcal{A}$	audience allocation
$\alpha_T(t) := \{s \mid (t, s) \in \alpha_T\}$	audience of t under allocation α_T
$M(s, \alpha_T) := \{t \mid (t, s) \in \alpha_T\}$	membership of s
$\lambda(T)$	aggregate diversity
$\lambda(M(s, \alpha_T))$	local diversity
$\rho(t)$	radiation capacity of t
$r_t = \min\{\rho(t), \mu(S)\}$	range of t
$\sigma_T : T \rightarrow \mathbb{R}_+$	signal strength
τ_s	signal exposure of s
$v(s, \cdot) : \mathbb{R}_+ \rightarrow \mathbb{R}_{++}$	attention capacity of s
$v = v(s, \tau_s)$	attention level of s under exposure τ_s
$z_t(\sigma, v)$	impact of sender t when sending σ to receiver with attention v
$C_t(\sigma, \mu(A)) = c_t(\sigma)$	cost of reaching audience of measure $\mu(A) \leq r_t$ with strength σ
V_t	total value of impact achieved by t
$V_t^n = V_t - c_t$	value of t net of cost c_t
$X := \int_T r_t \sigma_T(t) dt$	aggregate signal emission

Dans tous les cas, l'analyse de l'attention des Internautes repose sur une étude de leurs pratiques sur Internet, révélatrices de "manifestations de l'attention".

3.4.3 Web explicite et Web implicite, supports des mesures de l'attention

Philippe Aigrain [1] retient trois types de manifestations de l'attention: "la préférence", le temps passé et les actions initiées. Elles peuvent s'exprimer implicitement ou explicitement sur le Web [7, ISKOLD]:

- Le Web implicite** recouvre les pratiques de navigation des Internautes. L'économie de l'attention s'appuie largement sur des recommandations ou pratiques de "navigation orientée" [22, ERTZSCHEID] : "*(le web implicite), c'est le retour à l'idée première de l'hypertexte (...): le parcours, le "chemin" ("trail") importe au moins autant que le lien. Nous sommes donc passés d'une toute puissance du lien hypertexte, point nécessairement nodal de développement du réseau et des services*"

et outils associés, à une toute puissance du "parcours", de la navigation "qui fait sens", de la navigation "orientée" au double sens du terme."

- **Le Web explicite** recouvre les actions d'enregistrement de leurs préférences par les Internautes eux-mêmes (bookmarks, signets, inscription à des alertes, des *news letters*, etc.)

Il s'agit de comprendre les types de contenu accédés par les Internautes et de déterminer la manière dont ils y accèdent.

A ce titre, précise Jean-Michel Salaün [11], le concept d'économie de l'attention "*est avant tout une captation du concept de l'économie de l'accès*".

Conclusion

Bien que l'économie de l'attention ne soit pas un concept nouveau, puisqu'il s'inscrit dans l'économie de la publicité et de la vente d'attention, il se renouvelle avec le Web, tel que le préfiguraient Michael Goldhaber et Philippe Aigrain en 1997. Alan Blackwel (2008) parle à ce titre du "second âge de l'économie de l'attention".

Il intéresse aujourd'hui l'entreprise aussi bien dans son organisation interne que dans sa relation au marché.

D'une part, les risques de surcharge informationnelle et la tentation au multitasking font de l'attention un attribut à manager, et des outils TIC de gestion de l'information les supports stratégiques de la productivité en entreprise.

D'autre part, la relation client, ou servicielle, devient le moteur d'une économie numérique en réseau. Les nouveaux marchés de l'économie de l'abondance reposent avant tout sur la capacité à capter et générer de l'attention. Ils s'appuient sur des régimes attentionnels qui misent sur l'engagement de l'Internaute et sur une exploitation des manifestations de l'attention.

Dans le cas du marché des biens informationnels et culturels, la relation de service s'ancre dans les modalités d'accès aux contenus; le concept d'économie dérive ici d'une captation du concept de l'économie de l'accès.

Deuxième partie
L'économie de l'attention, au
coeur d'une économie de l'accès

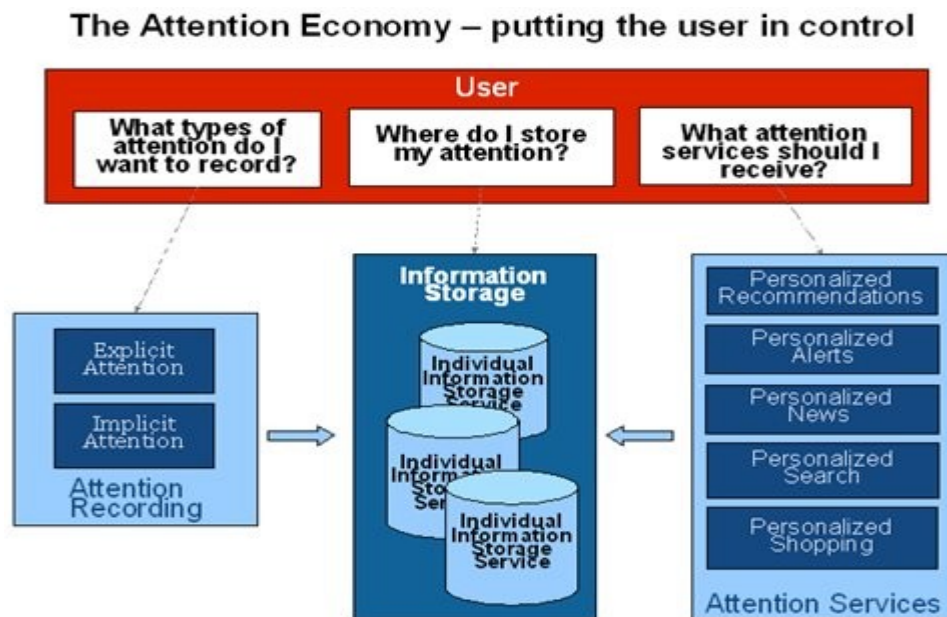
4 L'économie de l'attention, une captation du concept de l'économie de l'accès

4.1 L'économie de l'attention: une économie pilotée par le service aux usagers

4.1.1.1 Le double marché de l'économie de l'attention

Jean-Michel Salaün [11] s'appuie sur l'architecture logicielle d'Alex Iskold [8] pour expliciter le concept d'économie de l'attention: il s'agit avant tout d'une "économie de l'accès" aux biens informationnels, dans le sens où elle est "pilotée par le service aux usagers" (colonnes de gauche et de droite).

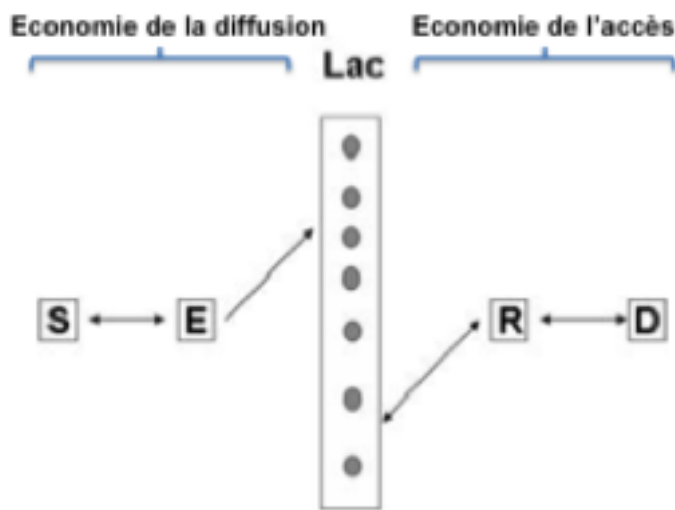
Fig. 8 L'architecture logicielle de l'économie de l'attention par A. Iskold: une économie de l'accès pilotée par le service aux usagers selon J.M. Salün



Elle favorise, sur le marché de l'attention, les opérateurs placés du côté de l'aide à l'accès, les infomédiaires, aux dépens des opérateurs de production et de diffusion situés en amont.

Fig. 9 Le double marché de l'économie de l'attention (J.M. Salaûn, 2007)

S: Source, E: Emetteur, R: Récepteur, D: Destinataire



Jean-Michel Salaûn appuie sa démonstration sur un schéma qui, emprunté à Shannon et Weaver, rappelle l'ensemble "émetteurs > signaux > récepteurs" à l'étude dans les travaux sus-cités de Joseph Falkinger.

Eric Sherer [30, p. 23], qui interroge les modèles économiques de la presse à l'ère du numérique, s'exclame en ce sens: "*la pub n'est toujours pas là ! Et pour un annonceur, il est plus pertinent d'acheter des mots clés chez Google, que du « prime time » !*". Les opérateurs de contenu, pour être pris en attention, se placent de plus en plus sur le terrain de l'économie de l'accès, des offres de service: "*De plus en plus de news devront être positionnées comme des services et non plus comme des contenus*" [30, p. 7].

4.1.1.2 Vers une "servicialisation" du bien informationnel

Les offres de service associées à des contenus sont diverses, et visent à capter et fidéliser l'attention des Internaute. Elles portent sur les modalités d'accès aux contenus, d'organisation des informations proposées (visualisation) et de participation; en voici quelques exemples:

- **"Trouvabilité" des contenus**

C'est le modèle d'économie servicielle sur lequel repose Google. Autre exemple, Netflix investi dans un moteur de recherche dont les capacités d'analyse doivent permettre des recommandations optimisées (2007-2011). Le système d'Amazon repose également sur le doublé recherche/recommandation.

- **Organisation, hiérarchisation, visualisation des contenus**

Le portail du CNET, spécialisé dans les nouvelles technologies et les médias, propose diverses manières d'accéder aux contenus : rubriques thématiques, brèves d'actualités, émissions audio et vidéo également accessibles en podcast, flux rss, etc. Leur récent module de mapping What's Hot³⁴ propose par exemple de hiérarchiser et d'actualiser des contenus sélectionnés.

Le moteur de recherche Technorati, spécialisé sur la blogosphère, propose quand à lui d'ordonner les résultats de recherche par date ou par "attention":

Fig. 10 Hiérarchisation de l'information par critère d'attention (Technorati, 2009)



- **Engagement participatif, animation de communautés**

Le site d'information Mediapart inclut dans ses abonnements, en plus de contenus spécifiques (enquêtes, etc), l'entrée dans un "Club utilisateur". En être membre permet de créer des contenus (blogs, "éditions participatives") et de communiquer avec l'équipe éditoriale.

- **Flux sur demande**

Le site Daily Lit³⁵, site de lecture en ligne, nous propose de choisir le nombre de pages d'un livre à nous envoyer par mail, à l'heure que l'on veut; un temps de lecture - d'attention - que l'on veut se consacrer.

³⁴ http://news.cnet.com/Hot/2030-12_3-5843382.html

³⁵ <http://www.dailylit.com/about/>

Le bien informationnel est dans ces cas aussi bien contenu que soubassement d'offres de service nécessaires à la captation et à la fidélisation de l'attention; on peut parler d'une "servicialisation" du bien informationnel.

Ce sont autant d'exemples d'un modèle économique du bien informationnel en mutation qui se cherche, alors que les sources de contenu se démultiplient sur le réseau numérique: faut-il monétiser le contenu, les offres de services associées, l'attention générée, l'accès, quel type d'accès, à quel type de contenu, etc.

4.2 "Brouillages des modèles économiques et des questions d'accès"

4.2.1 Des modèles économiques qui se cherchent

Philippe Aigrain [33] dresse une typologie des modèles économiques des biens informationnels numériques:

Fig. 11 Les modèles économiques des biens informationnels numériques (P. Aigrain, 2008)

1. La location ou la vente de droits d'usage d'information (cf. système des DRM sur le Kindle d'Amazon)
2. L'abonnement à un service d'information (cf. plateforme de livres électroniques Safari d'O'Reilly³⁶)
3. La vente d'attention à des annonceurs publicitaires dans le cadre d'un service d'information (cf. le site d'information Rue89, qui propose également une boutique des produits de "la marque"³⁷)
4. La mutualisation du financement d'un ensemble d'activités par une redevance et une gestion collective (cf. le "média-citoyen" AgoraVox³⁸)
5. La synergie entre des échanges libres d'information et des ventes de supports ou des prestations de services (concerts par exemple) (cf. site du journal Libération: contenu numérique en libre accès, vente des numéros papier)
6. Le transfert économique de la fourniture de moyens (appareils, réseaux, services génériques d'accès à l'information) vers la production de contenus

La viabilité économique réside peut-être dans une combinaison de ces modalités de financement: "*Une combinaison d'abonnements, de produits d'une redevance (pour la partie publique des contenus), voire d'un financement publicitaire limité, non intrusif et thématique assurerait sans doute la soutenabilité*".

³⁶ <http://my.safaribooksonline.com/>

³⁷ <http://www.comboutique.com/shop/homeboutique-21307.html>

³⁸ <http://www.agoravox.fr/>

Pierre Mounier dresse un panorama affiné des modèles combinatoires tels qu'ils se présentent actuellement dans l'édition (livres, revues, journaux)³⁹.

Fig. 12 Les modèles économiques dans l'édition (livres, revues, journaux) (P. Mounier, 2009)

	Doc Type	Country	Sources de revenus / Income sources						Structure		Open access		
			Lecteur	Auteur	Pub.	Ventes papier	Prestations - Services	Dons et subventions	Revenus récurrents	Revenus à l'unité	Nouveautés	Fond - archives	Full
In Libro Veritas	Books	FR	X			X	X			X			X
Lulu.com	Books	INT	X			X	X			X			X
Plos	Journals	US		X				X	X				X
Reves.org	Journals	FR		X			X	X	X			X	X
Scielo	Journals	BR		X				X	X				X
Science direct (Elsevier)	Journals	NL	X	X					X	X			
Agoravox	Press	FR			X		X	X		X			X
Le Post.fr	Press	FR			X					X			X
Libération	Press	FR			X	X			X	X			X
Non Fiction	Press	FR			X			X		X			X
NyTimes	Press	US			X	X		X		X			X
Rue89	Press	FR			X		X			X			X
Le Monde	Press	FR	X		X	X			X	X	X		
Project Gutenberg	Books	US						X	X				X
Wikipedia	Books	INT						X		X			X
Amazon (Kindle)	Books	US	X			X	X			X			
Cairn (livres)	Books	BE	X					X	X				
Fictionwise	Books	US	X			X				X			
Lonely Planet	Books	US											
Publie.net	Books	FR	X						X				
Safari (O'Reilly)	Books	US	X			X			X			X	
Cairn (revues)	Journals	BE	X				X	X	X	X		X	
Jstor	Journals	US	X					X	X				
Mediapart	Press	FR	X			X			X	X			

Les modalités de financement sont multiples, innovantes (offres de services variés) et/ou calquées sur les schémas traditionnels (vente unitaire, vente papier). Elles peuvent être directes (abonnement, achat) et/ou indirectes (service, publicité), se situer en amont et/ou en aval du double marché de l'économie de l'attention.

4.2.2 Le rôle réaffirmé de l'intermédiation

Les plateformes agrégatrices de diffusion-distribution de contenu informationnel tentent ainsi, *via* servicialisation et/ou diversification des offres d'accès (fig. 11 et 12), de se positionner à la jonction de l'économie de la diffusion et de l'économie de l'accès. Le rôle de l'intermédiation, parce qu'elle apporte de la valeur ajoutée au contenu, se réaffirme sur Internet [43, LE CROSNIER].

Elles s'inscrivent dans le modèle économique des "marchés bifaces", théorisé en économie industrielle au début des années 2000⁴⁰, qui les définit comme "des marchés dans lesquels une ou plusieurs plateformes sont capables d'internaliser des interactions entre deux ou

³⁹ Merci à Pierre Mounier, qui a bien voulu que j'utilise ce document de travail destiné au prochain numéro de *Repères* sur l'édition électronique. < <http://blog.homo-numericus.net/article202.html>>

⁴⁰ Pour une présentation succincte: < http://fr.wikipedia.org/wiki/Marché_biface>.

plusieurs groupes d'agents et de conserver ces deux parties en fixant un prix adéquat sur les deux faces du marché"⁴¹. Ces nouveaux modèles, qui intègrent la théorie classique des externalités de réseaux et celle des tarifications multi-produits, se concentrent essentiellement sur le secteur de l'intermédiation.

4.2.3 Le "brouillage des questions d'accès"

Dans un article sur l'avenir du livre, Hubert Guillaud [27, p. 58-59] interroge les modèles économiques et modalités d'accès induites: *"Comment rendre les contenus des livres indexables par les moteurs tout en continuant à les vendre, et donc en limitant leur accès? Comment les vendre ou les prêter uniquement dans l'enceinte ou sur le site du libraire ou de la bibliothèque? Uniquement sur un terminal que l'on prête ou vend, limitant par là-même les accès personnels et multiples? (...) Aujourd'hui, on a accès aux livres de Deleuze sous forme numérique, mais uniquement sur les réseaux peer-to-peer. (...) Google Books donne des accès tronqués aux livres sous droits. Aurons-nous accès différemment aux livres selon que l'on sera abonné ou pas aux bonnes bases de données, comme c'est déjà le cas en bibliothèque (...)? Aurons-nous des accès différenciés selon nos niveaux de revenus, selon les abonnements que nous paierons ou non?"*

"La question de l'accès se brouille à l'ère du numérique parce qu'elle se complexifie" résume-t-il. Et cette complication peut être perçue comme un frein dans le contexte de l'économie de l'attention. Plus encore, les barrières d'accès, quelles qu'en soient les modalités, sont elles-mêmes entendues comme des freins: *"A l'âge de l'accès, on ne va plus avoir accès au produit, mais au contenu"* postule Hubert Guillaud.

4.3 Le libre accès, valeur ajoutée dans l'économie de l'attention

4.3.1 "Les barrières d'accès aux documents deviennent contre-productives"

C'est le constat que fait Pierre Mounier [29] à propos du secteur de l'édition de publications scientifiques et pour qui l'important devient d' *"imaginer des outils capables de retenir*

⁴¹ Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. Plateforme biface, le marché de la transmission des services de contenus audiovisuels. Régulation [en ligne]. 2007, n°32 [consulté le 13 novembre 2009], p.18.

l'attention des lecteurs". Alors que dans l'édition traditionnelle seules les publications les plus rentables existent, les publications en ligne se multiplient (revues, actes de colloques, preprints, etc.): " *Ce sont donc les lecteurs qui deviennent rares. C'est le fondement de ce qu'on appelle l'économie de l'attention, avec une conséquence importante : si ce sont les lecteurs qui sont rares et non les publications (relativement les unes aux autres), alors les barrières d'accès aux documents (l'accès sur abonnement par exemple) deviennent contre-productives*".

La mise en visibilité des produits documentaires, qui passe par des stratégies de dissémination, de communication et de référencement multicanaux, dépend également de la circulation et de l'accessibilité des contenus *via* leur indexation sur les grands canaux tels que Google: "*ne pas rendre son contenu accessible sur le web, c'est rendre ce contenu invisible de ses lecteurs potentiels*" [27, GUILLAUD, p. 61]. Les contenus doivent être cités, commentés, pointés, twittés et figurer ainsi, entre autre, en tête de liste du PageRank de Google pour être pris en attention.

Dans ce contexte où le libre accès au contenu est vecteur d'attention, la monétisation des biens informationnels et culturels pour eux-mêmes est mise en question. Chris Anderson, à l'origine de la théorie de la Longue Traîne, développe d'ailleurs en 2009 un modèle économique de la gratuité, qui pose cependant les questions de la qualité de l'information et de la propriété intellectuelle.

4.3.2 Gratuit?

La "Freeconomics"

"*Le libre a émergé comme une économie à part entière*" postule Chris Anderson [36], au double motif que les coûts de production et de distribution tendent vers zéro et que les biens informationnels numériques sont des biens économiquement:

- indivisibles (leur coût de production est indépendant du nombre d'utilisateurs);
- non rivaux (ils ne se détruisent pas dans l'usage et peuvent être consommés par plusieurs agents simultanément);
- non excluables (il est difficile d'exclure de l'usage un utilisateur même si ce dernier ne contribue pas au financement du bien).

S'appuyant sur les modèles émergents dans la presse, il explique: "*ce que le Web représente n'est que l'extension du modèle d'affaires des médias à toutes les industries. Non pas dans*

le sens où la pub pourrait tout financer, mais bien plutôt dans la manière dont les médias ont à leur disposition des dizaines de façons différentes de financer des contenus qu'ils mettent gratuitement à la disposition du public".

En question: Qualité de l'information et Propriété intellectuelle

Dans ce contexte de mutation des modèles économiques, non encore stables, viables, se pose la question de la qualité de l'information, alors que la vente d'attention aux annonceurs domine sans en être gage. Se pose également la question de la rémunération de l'activité créatrice, qui s'inscrit aujourd'hui dans la pratique du droit d'auteur ("copyright").

Les propriétés d'indivisibilité et de non rivalité de ces biens numériques ont fait émerger des propositions de refondation des modes de financements, qui viennent relancer le débat sur le statut de l'information et de l'activité créatrice. Consubstantielles de la démocratie et de la vitalité culturelle, elles sont abordées en termes de "biens publics": aux Etats-Unis, des études sont lancées sur le statut et la qualité de l'information [30, SCHERER, p. 109]; en France, l'ensemble législatif HADOPI, qui rejette le principe de non excluabilité des biens culturels, est fortement contesté, et l'idée d'une contribution générale est proposée en alternative [40, AIGRAIN].

Les biens informationnels sont ici envisagés comme des "biens publics", ce d'autant qu'ils sont, avec le développement du Web, de plus en plus le fait du "bien commun".

4.3.3 Biens publics et biens communs dans l'économie de l'attention

4.3.3.1 Entre économie du don et économie de marché

Les biens communs, bâtis sur "*des connaissances qui n'existent que par le partage d'acquis*", sont l'oeuvre d'une communauté participative; ils ont vocation à être accessibles à tous.

Ils se multiplient sur Internet, dont les pratiques peuvent s'échapper, selon Olivier Bollier [41, p. 1], des seules logiques de l'économie de marché: "*Le discours qui prévaut pour parler de l'Internet est celui du marché. Mais les catégories économiques relèvent d'une vision bien trop caricaturale pour comprendre nos besoins plus vastes en tant que citoyens et être humains dans la cyber-société émergente. Elles n'arrivent pas non plus à comprendre comment de nombreux sites web, serveurs de listes, logiciels libres et systèmes de partage de fichiers en peer-to-peer fonctionnent comme des biens communs — des systèmes ouverts, basés sur des communautés, pour partager et gérer des ressources*".

On peut citer à titre d'exemple l'Encyclopédie participative Wikipedia, qui s'inscrit dans l'économie du don. Les biens communs peuvent également s'articuler avec l'économie de marché. Dans le cas des logiciels libres - entendus comme des biens communs en ce qu'ils sont le produit de communautés de développeurs et que leur code source doit être librement accessible à tous et peut être étudié, copié, adapté à condition d'être publié en retour - l'Open Source Initiative⁴² précise et cadre les critères des logiciels libres dans le cadre d'une exploitation commerciale.

Parce qu'ils reposent sur une construction et une gestion collectives, interactives et ouvertes, les biens communs s'inscrivent dans l'économie de l'attention.

4.3.3.2 Le cas de l'Information scientifique et technique

Ce mode de production collective - ou "production par les pairs" (*peer-production*) [41, BOLLIER] -, caractéristique des biens communs, est également une pratique propre au processus de construction et de validation dans la recherche scientifique.

Les thématiques de recherche sont également souvent envisagées sous l'angle du bien commun, quand il s'agit de la santé, de l'agriculture, des ressources naturelles, de tout ce qui a une dimension universelle et permet d'améliorer le sort des hommes [39, AIGRAIN]. Cependant, la recherche est le plus souvent propriétérisée (brevets) à des fins commerciales, et l'accès aux publications scientifiques est coûteux.

Dans le cas d'un financement public, qui permet de "*sortir des situations de verrouillage technologique et (de) garantir le maintien et le développement de la diversité des connaissances scientifiques*" [42, DEMAZIERE, p. 50], la recherche s'inscrit en double comme bien commun et bien public.

C'est l'un des fondements du Mouvement de l'Open Access, qui défend un accès libre aux résultats de la recherche scientifique et conteste un double financement public, amont (financement de la recherche) et aval (financement de l'accès aux résultats *via* les abonnements souscrits par les bibliothèques auprès des éditeurs) : "*The public, through government funding of both research and universities, pays a significant part of the cost of producing the research that underlies scholarly articles. The people are then charged additional amounts, through support of libraries, for access to the published product that they have already subsidized.*"⁴³ [47, DROTT, p. 82].

⁴² <http://www.opensource.org/>

⁴³ [Le public, à travers les financements du gouvernement, à la fois de la recherche et des universités, paie une part importante des coûts de production des articles scientifiques. Les gens paient des charges supplémentaires à travers les bibliothèques, pour avoir un accès à des publications qu'ils ont déjà financé]

Parce qu'elles offrent un accès libre au contenu, les ressources Open Access s'ancrent dans l'économie de l'attention, sans pour autant s'inscrire dans une économie du gratuit (financements directs amont et non pas indirects via la publicité). Mais situées du côté de la diffusion, elles dépendent, pour une mise en visibilité optimale ou mise en attention auprès de leurs publics cibles, des intermédiaires situés du côté de l'accès.

5 L'Open Access dans l'économie de l'attention

Après une présentation non exhaustive mais à vocation contextuelle du Mouvement de l'Open Access, sont distingués les principaux enjeux dans leur articulation avec le concept d'économie de l'attention. L'accent est mis en particulier sur les acteurs du marché de l'Information scientifique et technique, et notamment les éditeurs et bibliothécaires, qui se situent respectivement en amont et en aval du "double marché de l'économie de l'attention" (économie de la diffusion et économie de l'accès).

5.1 Le Mouvement de l'Open Access

5.1.1 Définition: Gold et Green OA

"Le mouvement du libre accès désigne l'ensemble des initiatives prises pour une mise à disposition des résultats de la recherche au plus grand nombre, sans restriction d'accès, que ce soit par l'autoarchivage ou par des revues en libre accès".

Définition de l'INIST < <http://openaccess.inist.fr/spip.php?mot5>>

Sont distingués :

- le "**Green OA**", qui recouvre l'**autoarchivage** des articles, en pré-publications (*preprints*) et/ou post-publications (si autorisation de l'éditeur). Il peut se faire par les chercheurs eux-mêmes dans des dépôts thématiques et/ou institutionnels ou Archives Ouvertes, pris en charge par les institutions de référence des chercheurs. Des logiciels Open Source ont été développés pour permettre la création d'archives: on peut citer DSpace, EPrints, CDSWare et HAL.
Deux répertoires recensent les Archives Ouvertes à l'international: Registry of Open Access Repositories (ROAR) et Directory of Open Access Repositories (Open DOAR).
- le "**Gold OA**", qui recouvre **les revues** dont l'accès n'est pas facturé. Elles respectent l'organisation en collection et répondent aux critères de sélection et validation des articles par un comité scientifique de pairs suivant le principe de *peer reviews*. Elles requièrent un travail d'édition électronique qui peut être pris en charge par des éditeurs commerciaux (*for-profit publishers*) ou à but non lucratif (*non-profit*) [55, SUBER].
Des logiciels Open Source d'édition électronique sont développés: Open Journal System par Public Knowledge Project et Lodel par le Centre pour l'Edition électronique Ouverte.

Avec Open J-Gate, le DOAJ est le répertoire de revues en libre accès le plus important, il en recense à ce jour 4377⁴⁴.

Des moteurs de recherche spécialisés dits "moissonneurs" ou "OA harvesters" sont également apparus, comme par exemple OAIster, Scirus et Citeseer.

5.1.2 Historique et acteurs

Sont ici présentés les acteurs et évènements fondateurs du Mouvement de l'Open Access [48, GALLEZOT; 52, INIST ; 55, SUBER].

- **Les précurseurs**

Paul Ginsparg, physicien à Los Alamos, crée la première Archive Ouverte en 1991: ArXiv (*preprints*, Physique).

Il s'agit d'accéder aux résultats de recherche en temps réel contre le temps long induit par le processus éditorial.

Stevan Harnard, professeur en sciences cognitives à l'université de Southampton, publie en ligne la première revue en libre accès, *Psychology*, et l'Archive Ouverte Cogprint.

En juin 1994, il explique, dans ce qu'il nomme lui-même une "proposition subversive" ("*a subversive proposal*") qu' "un auteur n'a jamais souhaité vendre ses mots. Les auteurs universitaires veulent seulement les publier" [53, O'DONNELL p. 13-14], et ce afin d'améliorer le processus de construction collective de la science. L'autoarchivage doit permettre, au bénéfice de tous, un accès libre aux travaux de recherche.

- **Un support technique pour le Libre Accès**

En 1999, à l'issue de la Convention de Santa Fe où se réunissent les principaux responsables d'Archives Ouvertes, l'**Open Archive Initiative** se constitue pour élaborer et promouvoir des standards d'interopérabilité. Le protocole OAI-PMH est fonctionnel en juillet 2001; il définit les conditions du transfert de métadonnées d'une archive ouverte, produite par un fournisseur de données, vers le serveur d'un fournisseur de services.

- **Appel international et engagements institutionnels: les "*Fo(u)r B Free*"**

L'expression "*Fo(u)r B Free*"⁴⁵ renvoie à quatre rencontres internationales (Budapest, Bethesda, Berlin I et Berlin III), formalisées par des textes fondateurs:

⁴⁴ <http://www.doaj.org/> [consulté le 22 octobre 2009]

Budapest Open Access Initiative (février 2002): Green OA et Gold OA⁴⁶

En décembre 2001, à Budapest, les chercheurs les plus présents dans le développement des archives ouvertes décident de lancer un appel mondial destiné à encourager leurs confrères à participer au mouvement de mise à disposition gratuite de leurs travaux. Cet appel, connu sous le nom de Budapest Open Access Initiative (BOAI), est diffusé le 14 février 2002 et stipule:

"Par « accès libre » à cette littérature, nous entendons sa mise à disposition gratuite sur l'Internet public, permettant à tout un chacun de lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces articles, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale, sans barrière financière, légale ou technique autre que celles indissociables de l'accès et l'utilisation d'Internet. La seule contrainte sur la reproduction et la distribution, et le seul rôle du copyright dans ce domaine devrait être de garantir aux auteurs un contrôle sur l'intégrité de leurs travaux et le droit à être correctement reconnus et cités". (Initiative de Budapest pour l'Accès Ouvert)

Cet appel définit **deux stratégies complémentaires** qui, appliquées systématiquement par les chercheurs, doivent permettre un libre accès de tous aux résultats de la recherche:

- ⇒ La "voie verte" ou *Green OA*: Auto-archivage des articles comme pré ou post-print (BOAI 1)
- ⇒ La "voie or" ou *Gold OA*: Publication en revues à libre accès (BOAI 2)

Bethesda (avril 2003): les missions respectives des acteurs de l'IST⁴⁷

La déclaration de Bethesda définit les principes de l'édition en libre accès: conservation des droits par les auteurs, version complète des articles, droit de copie illimité, archivage pérenne, etc.

Elle rappelle les rôles respectifs des organismes de recherche, des chercheurs, des éditeurs et des bibliothécaires. Les éditeurs et bibliothécaires présents appellent à un engagement concret de ces professions dans le Mouvement de l'Open Access:

- **les bibliothécaires** doivent militer pour convaincre des bénéficiaires de l'Open Access, aider à la mise en place et à l'usage des logiciels d'Archive Ouverte, et recenser les revues en libre accès dans les catalogues;
- **les éditeurs** doivent proposer aux auteurs de publier en libre accès, réfléchir à de nouveaux modèles économiques intégrant l'Open Access, réfléchir à des outils qui facilitent la mise en ligne éditoriale et l'interopérabilité entre plateformes éditoriales, faire valoir les avantages sur la visibilité des recherches de ce modèle par rapport au modèle commercial.

⁴⁵ Suivant l'expression utilisée par Gabriel Gallezot lors de sa présentation sur le Mouvement de l'Open Access à l'Université d'été du Cléo (septembre 2009) [48, GALLEZOT, 2009]

⁴⁶ <http://www.soros.org/openaccess/fr/help.shtml>

Berlin I (octobre 2003): des engagements institutionnels⁴⁸

Depuis Berlin, un nouvel appel international est lancé en octobre 2003. Le mouvement de chercheurs prend une nouvelle dimension, institutionnelle: cet appel est cette fois signé par les représentants d'institutions telles que, pour la France, le **CNRS** (2003), l'**INSERM** (2003), l'Institut Pasteur (2004), l'**INRIA** (2004), l'**IRD** (2005), le **CEMAGREF** (2006), etc.

Berlin III (février 2005): pour un mandat impératif⁴⁹

Cette déclaration invite les institutions signataires de Berlin I à prendre des positions fortes:

- exiger de leurs chercheurs qu'ils déposent leurs travaux en archives ouvertes ;
- encourager ces mêmes chercheurs à publier de préférence dans des revues en libre accès.

Ces rencontres⁵⁰ impulsent et formalisent le Mouvement de l'Open Access, qui trouve aujourd'hui des porteurs et des applicatifs dans toutes les disciplines; le "mandat impératif" s'impose cependant difficilement.

- **Des initiatives nationales pour les STM et les SHS**

Les chercheurs, les bailleurs de fonds de recherche, les organismes de recherche public, les universités, les bibliothèques universitaires et de recherche sont porteurs à l'international de ce mouvement, qui gagne aujourd'hui la sphère des politiques publiques aux niveaux nationaux. Il se développe d'abord dans les sciences fondamentales, les sciences appliquées puis les Sciences humaines et sociales. Les étapes et acteurs cités ci-dessous permettent de situer la France dans un contexte international.

Aux **Etats-Unis**, l'éditeur BioMed Central se lance dans l'Open Access en 2001, suivi par la Public Library of Science (PLOS) soutenu par le Joint Information Systems Committee (JISC). Le PLOS lance en janvier 2001 une pétition dans laquelle les éditeurs de revues scientifiques sont sollicités par des chercheurs afin que les textes parus dans les revues soient offerts en libre accès, dans des dépôts OAI, six mois après leur publication. Les National Institutes of Health soumettent depuis mai 2005 l'octroi de financements au dépôt des publications dans PubMed Central⁵¹ (barrière mobile de 6 mois). Cela concerne les STM uniquement.

⁴⁷ <http://www.earlham.edu/~peters/fos/bethesda.htm>

⁴⁸ <http://oa.mpg.de/openaccess-berlin/berlindeclaration.html>

⁴⁹ <http://www.eprints.org/events/berlin3/index.html>

⁵⁰ La septième manifestation après la déclaration de Berlin sur le libre accès, Berlin7, aura lieu à la Sorbonne à Paris du 2 au 4 décembre 2009. Elle aura pour thème général : « *Archives ouvertes : atteindre les communautés scientifiques dans leur diversité* ». < <http://www.berlin7.org/spip.php?rubrique2> >

⁵¹ <http://publicaccess.nih.gov/>

Des avancées se profilent sur le plan législatif: le 25 juin 2009, un projet de loi est déposé par 2 sénateurs américains, c'est le Federal Research Public Access Act (FRPAA)⁵². Il vise à rendre obligatoire la mise à disposition en accès libre et gratuit de tout document (article, communication, etc.) rendant compte de recherches financées totalement ou majoritairement par des crédits publics fédéraux. Seraient concernées les recherches conduites ou financées par toute agence ou département fédéral dont le budget annuel de R&D dépasse les 100 millions de dollars.

Au **Royaume-Uni**, la fondation de recherche Wellcome Trust encourage l'Open Access et mène en 2003 une campagne de sensibilisation sur la recherche scientifique en tant qu'elle est un bien public. L'Engineering & Physical Sciences Research Council (EPSRC) adopte, en février 2009, une politique pour le Libre Accès; c'est le dernier des sept « Research Councils» britanniques à le faire. Le Conseil laisse le choix aux chercheurs soit de déposer leurs articles dans une archive ouverte soit de publier dans une revue en Libre Accès. Les "Research Councils" impliquent ici les Sciences dures et les SHS.

Au **Canada**, le Conseil de Recherche en Sciences Humaines adopte en 2004 une politique de Libre Accès et décide, après consultation (2006) " d'opter pour une approche axée sur la sensibilisation, l'éducation et la promotion afin de mettre en place cette politique plutôt que d'imposer des impératifs".

En **France**, le CNRS crée en juillet 2000 le Centre pour la Communication Scientifique Directe (CCSD), localisé à l'IN2P3 à Villeurbanne. Cet organisme développe les serveurs TEL (Thèses En Ligne), HAL (Hyper Articles en Ligne, STM) et HAL-SHS (Sciences de l'Homme et de la Société). Devant le foisonnement d'initiatives, le CNRS, l'INRA, l'INSERM, l'INRIA et la Conférence des Présidents d'Université lancent en septembre 2005 une phase préparatoire à un portail commun basé sur HAL et géré par le CCSD. Le 6 juillet 2006, un protocole d'accord est signé pour coordonner au niveau national les archives ouvertes.

En 2007, un Très Grand Equipement est créé par le CNRS pour fédérer les initiatives en SHS et favoriser un "accès unifié aux données et documents numériques des sciences humaines et sociales": le TGE-ADONIS. S'y inscrivent, entre autres, le portail de revues numérisées Persée et le Centre pour l'Édition électronique ouverte (CLEO).

⁵² <http://www.arl.org/sparc/advocacy/frpaa/index.shtml>

Les enjeux qui président à ces engagements sont multiples, ainsi que le résume Carl Drott [47, p. 81]: "*the issue of open access is as much about social-political issues as it is about scholarly communication, technology, or economics.*"⁵³.

5.2 Les enjeux de l'Open Access

5.2.1 La diffusion des savoirs

Le Mouvement de l'Open Access relève d'abord d'une volonté humaniste d'atteindre, grâce à une libre diffusion des savoirs, à davantage de justice sociale. Il s'agit notamment de permettre aux pays en difficulté, qui n'ont pas les moyens d'acquérir les publications scientifiques, d'accéder aux résultats de recherche. Plus encore, l'Open Access, doit permettre d'améliorer la coopération scientifique à l'international et favoriser les transferts de compétence. L'OCDE publie en ce sens, en 2004, un appel pour le Libre Accès⁵⁴.

5.2.2 La recomposition du paysage éditorial

Une alternative à l'édition commerciale?

Dans un contexte dit de crise de l'édition scientifique, le Mouvement de l'Open Access se présente à ses débuts comme une alternative aux circuits traditionnels de diffusion pour:

- réduire le temps entre les résultats de recherche et les délais de publication, et pallier aux restrictions sur ce qui peut être publié et comment cela peut être publié induites par le modèle papier [29, MOUNIER];
- rendre à l'auteur la propriété de son article, alors qu'il est souvent contraint d'en abandonner les droits à l'éditeur⁵⁵;
- parer au coût croissant des publications⁵⁶ (à l'unité, à l'abonnement) et à la position monopolistique des éditeurs spécialisés, induite par la concentration du marché (Elsevier, Springer, Wiley) [44, CHARTRON]. Marché souvent qualifié de captif,

⁵³ [les enjeux de l'Open Access sont autant socio-politiques, que de l'ordre de la communication scientifique, de la technologie ou de l'économie]

⁵⁴ http://www.oecd.org/document/0,2340,en_2649_34487_25998799_1_1_1_1,00.html

⁵⁵ Des licences Creative Commons spécifiques aux ressources scientifiques, ou Scientific Commons, se mettent actuellement en place suivant une proposition de Lawrence Lessing, pour rendre aux auteurs la propriété sur leur travail.

⁵⁶ L'augmentation du coût des publications scientifiques est supérieure au taux d'inflation, particulièrement dans le cas des publications en STM [47, DROTT, 2006, p. 82-83]

puisque les principaux clients - bibliothèques universitaires et de recherche - ont une obligation de service vis à vis de leurs usagers.

Il s'agit d'atteindre à une autonomisation par rapport aux intermédiaires exclusifs que sont, depuis le 19e siècle, les éditeurs commerciaux. On a pu parler un temps, à tort, d'une possible désintermédiation entre le producteur de l'information et son lectorat, d'une distribution directe pouvant mener à une disparition des éditeurs [43, LE CROSNIER; 49, GUHA].

De nouveaux intermédiaires

Ce postulat s'est avéré erroné, "*toute forme de communication (étant) marquée par la présence d'intermédiaires*" explique Pierre Mounier [29]. C'est d'autant plus vrai dans le cas des publications de revues scientifiques, qui répondent à de strictes exigences: "*les missions permettant de changer le statut de la connaissance (passer de la prépublication à l'article, donc à la possibilité de citation) gardent toute leur acuité: les nouvelles revues en libre accès conservent le système de contrôle par les pairs pour garantir leur crédibilité. Loin de disparaître, les «intermédiaires» se renouvellent.*" conclut Hervé Le Crosnier [43, p. 5].

Le Mouvement de l'Open Access a en effet fait émerger de nouveaux intermédiaires, tels que les plateformes d'Archives Ouvertes et les agrégateurs de revues Open Access. En France, le portail de revues en libre accès Revues.org, du Centre pour l'Édition électronique Ouverte (CLEO), assure cette fonction d'intermédiation entre revues scientifiques (SHS) et lectorat.

La mise en facteur des moyens de production au service d'une large communauté permet, dans ce cas, d'en réduire les coûts. Mais l'argument selon lequel l'édition électronique peut s'opérer à des coûts quasiment nuls ne se vérifie cependant pas, et la question de la viabilité économique de l'Open Access demeure. La question se pose aussi bien dans le cas d'un financement public que dans le cadre des circuits commerciaux traditionnels: "*De « nouveaux entrepreneurs » (font) de l'accès libre un critère distinctif dans le cadre d'un renouvellement de la concurrence interne au secteur de l'édition scientifique... et (cherchent) des modes de financement adaptés à ce repositionnement*" [43, LE CROSNIER]. Il s'agit aujourd'hui, dans le cas du Gold Open Access, de prendre en considération le coût de cette médiation.

Un nouveau modèle économique

Le modèle économique le plus discuté et le plus connu, mais qui ne concernerait que la moitié des périodiques en Open Access, repose sur le paiement d'un droit de publication par

l'auteur ou son organisme financeur ("*author pays*"); c'est un modèle de financement en amont des publications, qui autorise un accès gratuit aux lecteurs [44, CHARTRON 2008, p. 33; 47, DROTT, p. 81].

C'est le modèle le plus souvent adopté dans l'édition commerciale, qui, bousculée par les nouveaux venus concurrentiels, intègre de plus en plus d'offres Open Access.

La position des éditeurs commerciaux traditionnels

Les éditeurs commerciaux sont le plus souvent présentés comme réfractaires à l'Open Access, en ce qu'il vient remettre en cause leur pré carré [49, GUHA]. Il faut cependant nuancer cette approche, qui ne distingue pas le cas des grands éditeurs à position monopolistique de celle des petits et moyens éditeurs qui ont peut de marge de manoeuvre financière.

Ce d'autant plus que face à l'ampleur du Mouvement de l'Open Access, à l'attention qu'il génère tant auprès des chercheurs que des bibliothèques et des pouvoirs publics, les éditeurs commerciaux sont de plus en plus enclins à prendre en compte l'Open Access dans leur politique éditoriale. C'est par exemple, aujourd'hui, le cas de Cairn, qui, malgré sa taille médiane sur le marché de l'édition scientifique, propose de nombreux articles en Libre Accès.

La liste ROMEO-SHERPA⁵⁷ recense ainsi la politique éditoriale (copyright) de 686 éditeurs britanniques, relativement à l'auto-archivage des articles sur le web:

- Les revues blanches : celles dont les éditeurs n'ont pas de politique formelle autorisant l'auto-archivage
- les revues jaunes : autorisent l'auto-archivage des pré-publications (avant les révisions par le comité de lecture)
- les revues bleues : autorisent l'auto-archivage des post-publications (version finale après révision)
- les revues vertes : autorisent l'auto-archivage des pré- et des postpublications

Les offres commerciales Open Access, un enjeu dans l'économie de l'attention

Les grands éditeurs intègrent également des offres Open Access dans leur offre commerciale, en s'appuyant sur un modèle auteur-payeur à des tarifs élevés.

Springer a par exemple lancé *l'Open Choice*. Derk Hank, responsable du groupe déclarait en 2004 qu'il s'agissait du "*premier test commercial de l'attrait pour l'Open Access (destiné à savoir une bonne fois pour toutes) si les chercheurs veulent vraiment de l'Open Access*".

⁵⁷ <http://www.sherpa.ac.uk/romeo.php>

Un chantier a été initié cette année en France afin d'amener les éditeurs français à clarifier de même leur position.

Avant d'être intégré à Wiley, Blackwell propose *Online Open*, malgré une position très réfractaire à l'Open Access. [49, GUHA]

L'opérateur Ebsco, gestionnaire d'abonnement (EbscoNet), de bases de données (EbscoHost) et de revues (AtoZ), intègre également des bouquets Open Access.

Il s'agit pour les éditeurs et autres opérateurs commerciaux de conserver leur position auprès des chercheurs et des bibliothèques. Les offres Open Access fonctionnent, dans ce cas, comme des produits d'appel. Ils misent par ailleurs sur la valeur ajoutée que leur apportent les moteurs de recherche et les services connexes qu'ils commercialisent de pair avec leurs abonnements.

5.2.3 Etre lu et cité ... ou périr

"je veux de l'attention, pas de l'argent!"

Le diktat du "*publish or perish*" devient, avec Internet, "être cité ou périr". Les chercheurs fondent leur carrière sur la reconnaissance des pairs, qui se manifeste par la citation de leurs travaux. "*The enterprise of academic journal publishing has been characterized as a "gift economy". Authors write articles and submit them for publication with no expectation of direct payment. (...) The benefits derive from acknowledgment of the work by other. (It is) the intangible benefit of the recognition and respect of their colleagues. (And) the very real reward structure of tenure, promotion, salary raises, and better employment and research opportunities is strongly dependent on the researcher's publication record.*"⁵⁸, explique Carl Drott [47, p. 85].

On retrouve les mêmes préoccupations que celles de Michaël Goldhaber [26, p.1] qui s'exclamait "Je veux de l'attention, pas de l'argent!" pour justifier, auprès de *First Monday*, la nécessité de ne pas monétiser l'accès à son article; d'ailleurs explicitement intitulé "*The Value of Openness in an Attention Economy*", et dans lequel il consacre un long développement aux revues Open Access [26, p. 17-18].

Les revues en Open Access, porteuses d'attention

Bien que contesté, le "facteur d'impact" (*Impact Factor*), calculé chaque année par l'Institute for Scientific Information (ISI) et publié dans le *Journal Citation Reports*, est l'indicateur le plus largement accepté pour mesurer, de manière quantitative, la qualité d'une revue [47,

⁵⁸ [L'édition de publications électroniques s'inscrit dans l' "économie du gratuit". Les auteurs écrivent des articles et les soumettent à publication sans attente de rémunération directe en retour. Le bénéfice vient de ce que leurs travaux soient connus des autres. (C'est un) bénéfice intangible de reconnaissance et de respect de la part de leurs collègues. (Et) l'obtention de postes, promotions, augmentations de salaire, opportunités d'embauche et de recherche dépendent fortement de leurs enregistrements dans des publications.]

DROTT, p. 85]. Il repose notamment sur le taux de citation des articles publiés dans la revue⁵⁹. Des études de l'ISI sur le facteur d'impact des journaux Open Access retenus par leur base montrent que ces journaux ont un facteur d'impact généralement similaire voire supérieur aux autres revues [51, HARNAD; 56, TURK]. *PloS Biology*, revue Open Access évaluée pour la première fois en 2005, a par exemple obtenu le facteur d'impact le plus élevé de sa discipline. A "qualité" égale, les revues en Open Access sont davantage utilisées.

Les chercheurs restent cependant réticents à publier dans des revues en Open Access. De même, ils adhèrent lentement à l'autoarchivage. Ils sont parfois qualifiés d' "observateurs" du Mouvement de l'Open Access [61, SHA LI ZAN]. Les aider et les encourager dans ce processus est l'une des missions des bibliothèques, telles qu'elles l'ont elles-mêmes définie à Bethesda.

5.3 Bibliothèques, Open Access et Economie de l'attention

5.3.1 L'engagement des bibliothèques dans le Mouvement de l'Open Access

5.3.1.1 Un engagement précoce motivé par des impératifs financiers

Les bibliothèques s'engagent très tôt dans le Mouvement de l'Open Access, pour lutter contre l'augmentation des coûts d'accès aux périodiques, supérieure au taux de l'inflation: *"the rising journal prices and relatively static budgets have galvanized librarians, individually, in collective groups, and through their professional organizations, to assume a significant leadership role in the open access movement"* [47, DROTT, p. 84]⁶⁰.

Ce d'autant que les éditions électroniques viennent en surcoût par rapport à la publication papier mais ne la remplacent pas: les abonnements aux publications électroniques sont entendus comme un droit d'accès limité dans le temps, pour un public donné, et n'induisent pas acquisition. Ils sont en plus l'occasion de package, selon une logique de "big deal", qui contraint les bibliothèques à des abonnements globaux dont les titres débordent les besoins de leur public, ou ne les couvrent pas entièrement.

⁵⁹ Le facteur d'impact est calculé sur une période de trois ans. Par exemple, le facteur d'impact de 2003 pour une revue X est calculé ainsi :

A = le nombre de fois que des articles publiés dans X durant la période 2001-2002 sont cités dans l'ensemble des revues indexées durant l'année 2003.

B = le nombre d'articles, résumés étendus ou notes publiés dans X dans la période 2001-2002.

Le facteur d'impact de la revue X pour 2003 sera A/B

Article "Facteur d'impact" de Wikipedia <http://fr.wikipedia.org/wiki/Facteur_d%27impact>

⁶⁰ [L'augmentation des prix des revues alors que leurs budgets restaient constants a galvanisé les bibliothécaires, individuellement, collectivement, à travers les organisations professionnelles, pour jouer un rôle moteur dans le mouvement de l'open access]

L'Association Research Library (ARL; Canada et USA) constitue ainsi dès 1998 la Scholarly Publishing and Academic Resources Coalition (SPARC)⁶¹, qui encourage à la fois la création de revues en libre accès et d'archives ouvertes.

5.3.1.2 Green et/ou Gold Open Access?

En France, le Consortium d'achat Couperin, constitué en 1999 pour négocier des tarifs préférentiels auprès des éditeurs en faveur des Services communs de documentation (SCD) des bibliothèques universitaires, met en place, en 2006, un Groupe de Travail sur les Archives Ouvertes (GTAO). Les actions portent principalement sur les Archives Ouvertes (Green OA), même si le site dédié⁶² assure une veille sur l'ensemble des initiatives Open Access et présente les textes fondateurs du Mouvement.

Les dépôts institutionnels sont l'occasion pour les bibliothèques, en France comme à l'international, d'élargir leur champ d'intervention dans le domaine de l'Information scientifique et technique: *"There is no doubt that librarians can play an important role to help achieve faster and wider dissemination of research discoveries and new knowledge of which they have been disseminators and keepers for centuries."*[61, SHA LI ZAN]⁶³

L'engagement dans des projets Gold OA semble cependant moins évident, et ce pour deux raisons:

1. La double mission des Services communs de documentation: acquisition et diffusion

La notion de "libre accès" renvoie avant tout à la mission traditionnelle et fondamentale des bibliothèques de proposer à leurs lecteurs des documents librement accessibles, et d'assurer à ce titre, à leur service, une fonction d'achat. Cette mission séculaire d'acquisition a constitué l'armature du paradigme relationnel entre bibliothèque et édition.

Les bibliothèques ont pu craindre que le Gold OA remette en cause leur rôle d'intermédiation: *"à partir du moment où l'on peut potentiellement accéder de partout à tout document, l'articulation édition-bibliothèque est brutalement rendue obsolète. (...) Dans cette perspective, la mission des bibliothèques d'accès ouvert à la littérature scientifique n'aurait plus vraiment de pertinence, sinon dans une orientation archivistique et monumentale, puisqu'elle serait déjà remplie par le réseau"*, écrit Jean-Michel Salaün [60, p. 1-2].

⁶¹ <http://www.arl.org/sparc/about/index.shtml>

⁶² <http://www.couperin.org/archivesouvertes/>

⁶³ [Il n'y a aucun doute sur le rôle que peuvent jouer les bibliothécaires pour aider à l'archivage des publications, afin de permettre une dissémination large et rapide des nouvelles découvertes et des savoirs émergents, qu'ils ont contribué à diffuser depuis la nuit des temps]

Du fait de l'explosion de l'offre documentaire, du positionnement renforcé des grands éditeurs sur le marché de l'Information scientifique et technique, et d'une nécessaire intermédiation dans le processus communicationnel, cette crainte s'est avérée infondée.

La fonction d'intermédiation des bibliothèques s'est au contraire renforcée, et s'appuie, en France, depuis leur création par décret en 1985⁶⁴, sur les Services communs de documentation (SCD). Ils assurent autant les missions d'acquisition que de diffusion de l'Information scientifique et technique; chaque SCD anime un portail documentaire permettant l'organisation et la diffusion des ressources acquises et/ou collectées. Leurs budgets d'acquisition sont constants et basculent de plus en plus vers l'achat de ressources électroniques [44, CHARTRON].

2. Vers un transfert des fonds?

La seconde raison réside dans les nouvelles modalités de financement des publications scientifiques qui se dessinent dans le contexte du Mouvement de l'Open Access, à savoir le modèle économique "auteur-payeur".

Il peut faire craindre un transfert des fonds budgétaires des SCD vers les organes de financement amont des publications des chercheurs: *"(One) observes that a shift to open access could result in a shift in university budget - moving money from libraries to support membership fees for OA publishing groups"* écrit Carl Drott [47, p. 95].

Et de fait, induire une dégradation du positionnement et des prérogatives des bibliothèques universitaires.

L'engagement des bibliothèques, très marqué dans les Archives Ouvertes, peut ainsi apparaître comme moins évident dans le cas des revues en libre accès. Ce d'autant que leurs missions d'acquisition, collecte, organisation et diffusion des contenus sollicitent déjà leur attention.

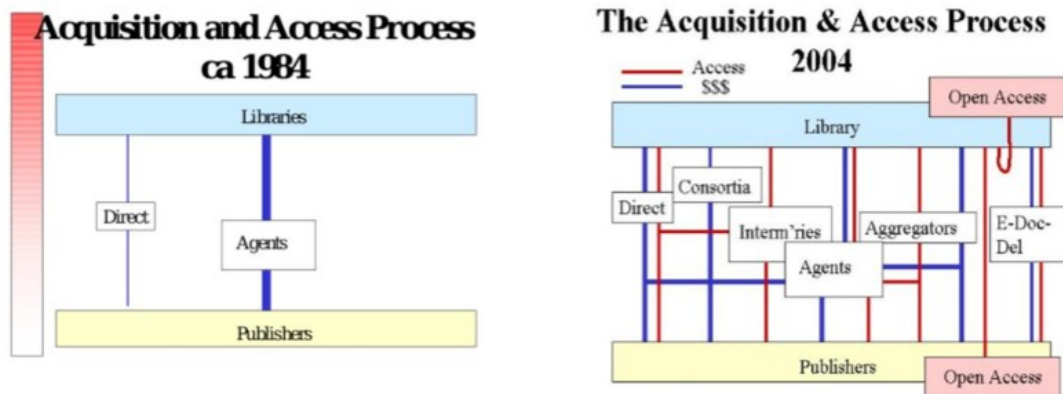
5.3.2 L'Open Access dans la carte de l'attention des bibliothèques

Un marché de l'IST complexifié

Les conservateurs de bibliothèque sont eux-mêmes confrontés à une surcharge informationnelle, induite notamment par la complexification du marché de l'information:

⁶⁴<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006065073&dateTexte=20090223>

Fig. 13 Les changements du marché de l'information à l'heure du numérique (Turner, 2004)



Source : Rollo Turner, Association of Subscription Agents and Intermediaries

Même si une partie de leur travail traditionnel de sélection de l'information est désormais pris en charge par les consortia et les agrégateurs, les objets documentaires susceptibles de solliciter leur attention se sont démultipliés, ainsi qu'il apparaît dans le panorama des offres documentaires dressé par Ghislaine Chartron [44, p. 34]

Fig. 14 L'offre numérique, typologie de ressources (G. Chartron, 2008)

Type	Spécificités, tendances	Exemples de services gratuits	Exemples de services payants
Bibliographies	<ul style="list-style-type: none"> • Tendance au libre accès pour certaines (financement public) • Multiplication de bibliographies spécialisées, émergence de bibliographies collaboratives (wiki) 	Eric Medline BOSP bibliographies collaboratives de l'INRP	Inspec Francis CAS Psycinfo
Revue	<ul style="list-style-type: none"> • Plateformes d'éditeurs (STM et un peu en SHS anglophone) • Plateformes d'agrégateurs (SHS en général) • Plateformes en accès libre (État-opérateur) • Nouvelles revues • Archives : payantes ou en accès libre 	Scielo revues.org Biomed-central journals PLOS D-lib magazine Persée	ScienceDirect Blackwell Synergy Sage Muse Cairn EbscoHost <i>backfiles</i> d'éditeurs
Corpus de textes (sources)	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance de corpus publics (numérisation des fonds) • Sources officielles • Offre commerciale développant certaines valeurs ajoutées 	Gallica Légifrance	Montaigne/Champion Early English books online/ Chadwyck
Presse	<ul style="list-style-type: none"> • Offre directe des acteurs de presse avec des modèles économiques variés entre contenus gratuits et payants • Offre d'agrégateurs très répandue : masse critique 	Google News <i>New York Times</i>	<i>Washington Post</i> <i>Les Échos</i> Factiva Europresse
Monographies de recherche et d'enseignement	<ul style="list-style-type: none"> • Services d'agrégation automatique des moteurs de recherche • Offre intégrée aux revues sur les plateformes d'éditeurs scientifiques (STM) • Services d'agrégateurs diversifiés (entrants technologiques, agence d'abonnement) • Nouvelles plateformes pour le libre accès 	Scholarship-Californie Projet Open	Elsevier Springer Wiley Netlibrary Mylibrary Numilog CyberLibris
Usuels (dictionnaires, encyclopédies, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Offre en libre accès de plus en plus reconnue • Version en ligne des produits papier augmentée d'autres contenus • Offre spécialisée payante 	Wikipédia	Universalis Techniques de l'ingénieur Vidal
Études sectorielles, de marché	<ul style="list-style-type: none"> • Offre payante. Secteur de niches 		Xerfi Forrester
Information sur les entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Offre payante • Émergence de services gratuits 	Bilansgratuits.fr <i>Les Échos</i>	Kompass Diane
Données statistiques	<ul style="list-style-type: none"> • Couplage données + outils • Émergence d'un accès libre aux données publiques 	INSEE	OCDE Ecwin
Littérature « grise »	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance de la publication directe par les institutions 	Thèses Rapports Actes de colloques	
Brevets (Innovation)	<ul style="list-style-type: none"> • Émergence de services en libre accès par les offices conformément à l'accès public réglementaire • Services payants 	Esp@cenet	Questel Derwent
Nouveaux contenus	<ul style="list-style-type: none"> • En accès libre principalement 	Blogs Sites de référence Cours en ligne Archives ouvertes	

Quelles missions à l'heure de l'économie de l'attention?

Revenant sur la métaphore utilisée par Michael Goldhaber pour expliciter le concept d'économie de l'attention - suivant laquelle la toile serait un arbre, les noeuds du réseau des embranchements et les contenus des "feuilles d'attention" - Karl Bridges [32, p. 6] propose d'ailleurs un renouvellement du paradigme dans lequel s'ancrent traditionnellement les missions des bibliothèques: "*Libraries, as a practical matter, cannot pay attention to everything, to every node, to every leaf on the tree of knowledge. In the past we could, as a group, make at least the pretence of doing so - if even, in practice, only the largest libraries attempted to put it into being. Now, even that polite fiction is denied us in the overall flood of information. For no other reason than we operate in conditions of scarcity money, staff, and, most important, attention. There must be a new paradigm that deals with this reality.*"⁶⁵ Le principe de collection doit *a contrario* s'affirmer, s'exercer sur des pans raisonnés du réseau pour se spécialiser dans certaines branches de "l'arbre de l'attention".

Dans le même temps, explique encore Karl Bridges, la nécessité de s'adapter aux nouvelles pratiques des usagers implique une évolution des savoir faire des bibliothécaires. Il est rejoint par Mikel Breteinstein [31] qui préconise une utilisation des outils web 2.0 pour une gestion collaborative des ressources documentaires avec les usagers.

Dans ce contexte, on peut se demander quelle est la place réservée concrètement, au quotidien, aux ressources Open Access en général, et au Gold OA en particulier. C'est l'enjeu de la troisième partie de ce mémoire, qui s'appuie sur une étude de terrain.

⁶⁵ [Les bibliothèques, d'un point de vue pratique, ne peuvent plus porter attention à tout, à chaque noeud, à chaque feuille, à chaque arbre de la connaissance. Dans le passé, en tant que groupe, nous pouvions avoir l'impression de pouvoir le faire, même si en fait seules les plus grandes bibliothèques pouvaient y prétendre. A présent, même cette fiction polie est balayée par le flot informationnel. Nous opérons dans des conditions de rareté d'argent, de personnel, et plus que tout, d'attention. Il faut atteindre un nouveau paradigme, qui s'ancrerait dans cette réalité]

Conclusion

L'économie de l'attention, qui repose sur le service aux usagers, profite essentiellement aux acteurs positionnés du côté de l'accès. Aide à l'accès (moteurs de recherche), organisation des informations (mapping, etc.), service de flux contrôlé, deviennent aussi important, sinon plus, que l'offre de contenus informationnels et culturels en tant que telle. On parle alors d'une servicialisation du bien informationnel.

Dans une économie de l'abondance rendue possible par des coûts marginaux faibles de (re)production, de diffusion et de stockage, le brouillage des modalités d'accès - démultipliées en autant de modèles économiques qui se cherchent - complique la mise en visibilité, l'accès et/ou achat. La mise en visibilité dépendant par ailleurs fortement de l'indexation et de la citabilité des ressources par/sur les places d'attention, les barrières d'accès, quelqu'elles soient, deviennent contre-productives.

Les publications scientifiques en libre accès, ou Gold OA, s'inscrivent à ce titre dans l'économie de l'attention. Mais situées du côté de la diffusion, elles dépendent, pour une mise en visibilité optimale ou mise en attention auprès de leurs publics cibles, des intermédiaires situés du côté de l'accès que sont les bibliothèques universitaires.

Troisième partie
Le cas de Revues.org dans les
bibliothèques universitaires

6 Quelle attention pour le Gold OA? Une enquête de terrain

6.1 Revues.org, plateforme de revues en libre accès

Le Centre pour l'Édition électronique Ouverte (Cléo)⁶⁶

Le Centre pour l'édition électronique ouverte (Cléo) est un laboratoire associant le CNRS, l'EHESS, l'Université de Provence et l'Université d'Avignon. Cette unité mixte de services (UMS 3287) est installée à Marseille et inscrit son action dans le cadre du Très grand équipement ADONIS, qui lui a confié la charge de coordination de son pôle de valorisation éditoriale.

Le Cléo développe Revues.org, plus ancien portail de revues en Sciences humaines et sociales en France (Gold OA). Il publie également Calenda, le calendrier des sciences sociales et Hypothèses, plateforme de carnets de recherche.

Revue.org, plateforme de revues en libre accès (Gold OA)⁶⁷

Créé en 1999 par l'actuel directeur du Cléo, Marin Dacos, le portail compte aujourd'hui plus de 180 revues adhérentes et plus de 120 revues en ligne. Il repose sur un outil développé en interne, Lodel, à la fois base de données du portail et logiciel Open source de mise en ligne éditoriale.

- **La politique éditoriale**

Les revues voulant adhérer au portail de Revues.org se présentent au **Comité Scientifique** du Cléo⁶⁸; elles répondent aux critères de qualité et de fiabilité scientifique (*peer-reviews*). Après formation aux outils, et grâce au suivi des chargés d'édition, chaque revue adhérente se voit confier l'alimentation de son propre site selon le **principe d' "appropriation"** des outils et des savoir faire de l'édition électronique et de l'Information scientifique et technique.

Dans cette même optique de **diffusion des savoirs**, les revues sont mises en ligne en **libre accès au texte intégral (Gold OA)**; un délai de restriction est cependant possible, selon le principe de la **barrière mobile**. La politique de commercialisation des numéros sous barrière mobile est du ressort des revues; elle ne doit pas contrevenir aux "conditions

⁶⁶ <http://cleo.cnrs.fr/>

⁶⁷ <http://www.revues.org/>

⁶⁸ <http://cleo.cnrs.fr/index103.html>

générales d'utilisation du portail Revues.org"⁶⁹.

- **Bonnes pratiques et référencement**

Du respect de bonnes pratiques (**métadonnées, structuration des contenus**) dépend sa visibilité à l'international (**citabilité**), rendue possible par le travail technique (formats et interopérabilité) et une politique de **référencement**: indexation dans les moteurs généraux (Google), les moteurs de recherche scientifiques (Google Scholar, Base, Ojose, OAIster, Scirus), des annuaires de liens spécialisés (Intute, DOAJ...), ainsi que les bases de données scientifiques nationales et internationales (Sudoc, WorldCat, EZB...). Un dépôt **OAI** de toutes les revues permet le moissonnage des données; une *coverage list*⁷⁰ de **l'état des collections** est disponible.

- **Partenariat et continuité des collections**

La continuité des collections est permise grâce à un partenariat contracté avec **Cairn**⁷¹ (**numéros récents commercialisés**) et **Persée**⁷² (**numéros papier anciens numérisés**). Revues.org, Cairn et Persée sont les trois portails de revues francophones en Sciences humaines et sociales développés en France.

6.2 La mission: contexte, objectifs et méthodologie

6.2.1 Contexte et objectifs

Un stage de fin d'étude pour ...

Dans le cadre de cette année 2008-2009 de formation à l'INTD, j'ai pu réaliser un stage et une mission de fin d'étude au sein du Centre pour l'Édition électronique Ouverte (Cléo).

... comprendre comment les ressources en libre accès sont prises en attention dans les bibliothèques universitaires

Cette mission a été l'occasion d'évaluer la visibilité, les usages et le traitement, dans les bibliothèques universitaires, des ressources en libre accès, et plus particulièrement du Gold OA, à partir du cas de Revues.org.

⁶⁹ <http://cleo.cnrs.fr/index793.html>

⁷⁰ <http://www.revues.org/?page=coverage&format=html>

⁷¹ <http://www.cairn.info/>

⁷² <http://www.persee.fr/web/guest/home/>

Il s'est agi de répondre à deux questions, relatives à l'économie de l'attention:

→ Comment les ressources électroniques en libre accès sont-elles portées à l'attention des usagers par ces médiateurs ?

→ Dans quelle mesure les ressources électroniques en libre accès sont-elles prises en compte dans l'attention de ces médiateurs ?

Alors que l'intermédiation *via* des canaux centraux de diffusion joue un rôle capital dans le contexte d'économie de l'attention, se pose ici la question du positionnement des bibliothèques universitaires vis à vis de ressources pouvant être accédées en dehors de l'intermédiation bibliothécaire. On s'attachera plus particulièrement aux ressources dites Gold OA.

En effet, si les bibliothèques universitaires ont fortement participé au Mouvement de l'Open Access, en soutenant la mise en place d'Archives Ouvertes par exemple, et en accompagnant les chercheurs dans les pratiques d'auto-archivage de leur production scientifique (Green OA), leur implication au niveau de l'autre voie du libre accès - la production de ressources éditées comme des revues électroniques (Gold OA) - est moins évidente. L'activité de référencement et de valorisation de ces ressources d'accès libre peut en effet être a priori appréhendée comme étant en décalage par rapport à l'activité souveraine des bibliothèques qui consiste à acquérir (l'accès à) des ressources documentaires pour les mettre à disposition de leur public.

Une observation concrète des pratiques documentaires dans les bibliothèques universitaires a permis à la fois d'infirmer et de confirmer en partie cette contradiction théorique, mettant en perspective les perceptions et volontés individuelles avec les réalités organisationnelles.

Cette observation concrète s'est appuyée pour partie sur une enquête de terrain, menée dans 16 bibliothèques universitaires et SCD de la région Ile-de-France. Je tiens à remercier ici sincèrement tous les professionnels qui ont accepté de me rencontrer pour m'expliquer généreusement leurs pratiques quotidiennes, et sans qui cette étude n'aurait pas été possible.

L'objectif n'étant pas de "pointer du doigt" mais de "taper sur l'épaule"⁷³, c'est à dire ici de dresser un panorama général pour amener à des réflexions d'ensemble, les verbatim issus des entretiens ont été anonymisés.

Livrable: un cahier des charges fonctionnel

Cette mission a par ailleurs donné lieu à la rédaction d'un cahier des charges fonctionnel à destination des équipes du Cléo visant à améliorer la visibilité du portail Revues.org dans l'offre documentaire des bibliothèques universitaires.

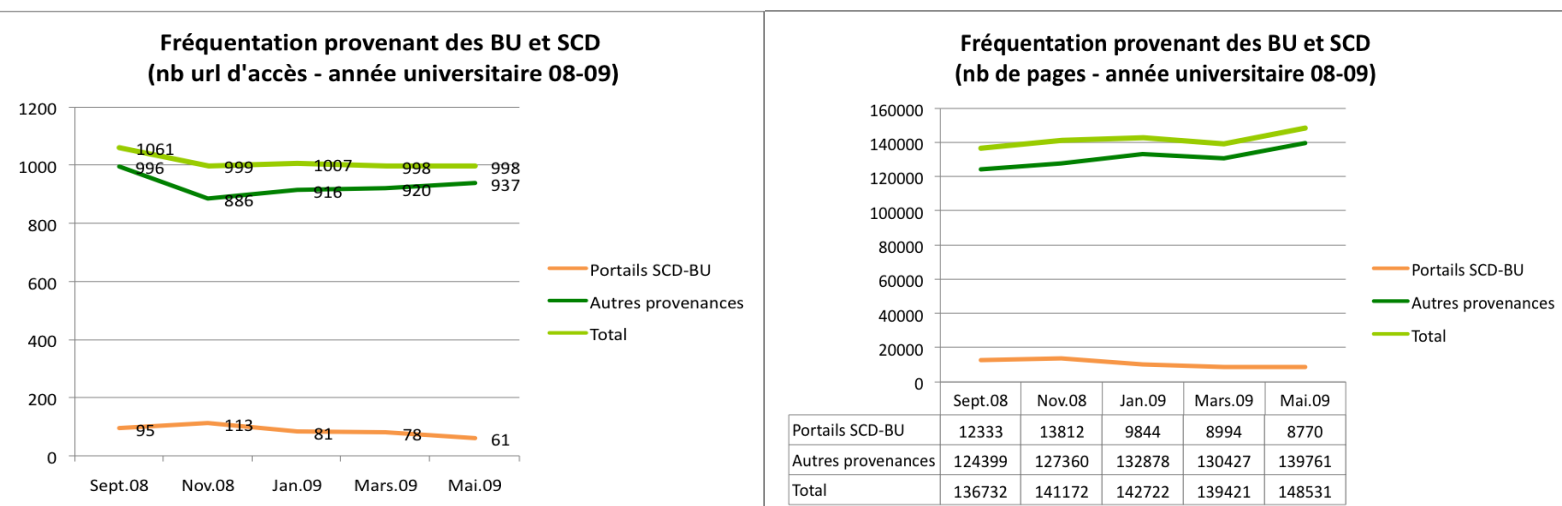
Nombre des informations présentées dans cette troisième partie en sont issues; je tiens à remercier particulièrement le Cléo pour m'avoir permis de réutiliser ainsi une partie du travail qui leur était destiné.

6.2.2 Un ancrage quantitatif pour une enquête de terrain

- Un constat

Une étude des statistiques de fréquentation du portail de revues Revues.org⁷⁴ a permis de déterminer la part de fréquentation en provenance des portails des SCD et des offres documentaires accessibles via ces portails (année universitaire 2008-2009; Indicateur: nombre d'url d'accès et nombre de pages accédées; méthodologie détaillée présentée en annexe 2 p. 119).

Fig. 15 La fréquentation du portail de Revues.org en provenance des SCD et BU (2008-2009)



→ La part des bibliothèques universitaires et SCD dans la fréquentation du portail Revues.org est inférieure à 10% et en chute constante au long de l'année.

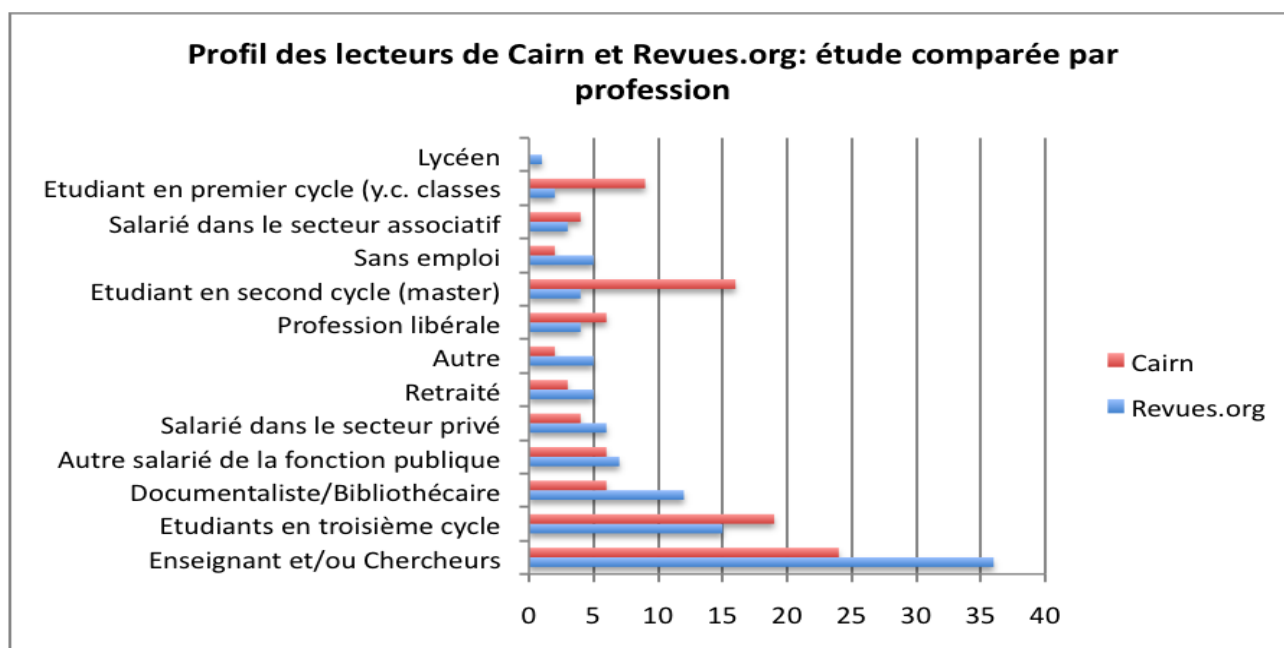
⁷³ En référence à l'expression employée par J.M. Salaün [12]

⁷⁴ Cette étude a été réalisée à partir de la page publique <<http://statistiques.cleo.cnrs.fr>>. La méthode utilisée pour étudier ces statistiques de fréquentation est détaillée en Annexe 2 p. 119.

Elle apparaît faible aux regards des autres vecteurs de fréquentation du portail Revues.org et du potentiel de lecteurs pouvant accéder aux ressources via les bibliothèques universitaires et les SCD (étudiants, enseignants, chercheurs, documentalistes, bibliothécaires, autres).

Une étude comparée des lectorats de Revues.org et de Cairn⁷⁵, deux ressources susceptibles d'intéresser un même type de lecteurs, montre par ailleurs que Revues.org est accédé principalement par des enseignants et des chercheurs. La fréquentation du portail et de ses revues par les étudiants de premier et second cycle est par contre très faible, contrairement à l'usage qu'ils ont de Cairn. C'est ce que montre le graphique ci-dessous, extrait de cette étude et réalisé à partir des données de deux enquêtes sur les profils et les usages des publics mises en ligne respectivement en 2007-2008 et 2008-2009 sur les portails de Cairn et Revues.org.

Fig. 16 Profil des lecteurs de Cairn et de Revues.org: étude comparée par profession (M. Dacos, 2009)



→ Alors que les enseignants et chercheurs ont, outre les ressources des SCD, leurs réseaux propres d'information et de documentation, les étudiants de premier et second cycle ainsi que les jeunes doctorants passent principalement par leur bibliothèque universitaire et le portail documentaire du SCD référant. Leur faible proportion dans l'ensemble du public de

Reves.org, en comparaison notamment avec les données disponibles pour Cairn, fait penser que Reves.org bénéficie d'un moindre usage en bibliothèque universitaire que la ressource comparée.

Reves.org étant une ressource en libre accès, son accès ne nécessite pas l'intermédiation des bibliothèques universitaires, contrairement à Cairn dont l'accès requiert achat et/ou abonnement.

- **Trois hypothèses**

Trois hypothèses découlent de ces premiers constats:

1. Sachant Reves.org en libre accès, les usagers des bibliothèques universitaires préfèrent la consulter en dehors des bibliothèques et des accès qu'elles proposent. Des enquêtes sur la pratique des ressources en libre accès auprès des usagers des bibliothèques universitaires permettraient d'approfondir ce point.
2. Les revues proposées par Reves.org s'adressent à un public spécifique de chercheurs avancés, alors que l'offre de contenu proposée par Cairn est plus accessible par des étudiants. On peut ici s'interroger sur la prescription qui est faite par les enseignants. Cela peut donner lieu à deux travaux complémentaires: l'un d'évaluation comparative des thématiques et degrés de spécificité des revues dans les deux portails, l'autre d'enquête auprès des enseignants. N'étant pas la commande du stage, cette approche n'a pas été retenue, et n'a pu être menée en parallèle faute de temps.
3. La mise en visibilité et les modalités de consultation de Reves.org ne sont pas optimales en bibliothèque; se poserait alors la question de savoir si le fait que ce soit une ressource de type Gold OA en soit une des raisons, sur un plan politique, organisationnel et/ou technique.

C'est cette troisième hypothèse qui est à l'étude dans ce travail.

- **Une approche qualitative**

Une enquête de terrain⁷⁶ menée aux mois de juin et juillet 2009 auprès de responsables des ressources électroniques de 16 bibliothèques universitaires de la région Ile de France,

⁷⁵ DACOS Marin. Que savons-nous de l'identité, des comportements et des attentes des lecteurs de Reves.org en 2008 et 2009? in Diversité des pratiques documentaires numériques dans les champs scientifiques. Journée d'études INTD-ENSSIB-URFIST. 2 juillet 2009. < <http://pratiquesnum.enssib.fr/>>

⁷⁶ Le guide d'entretien est présenté en annexe 5 p. 125 ; un entretien est retranscrit en annexe 6 p. 127 dans son intégralité à titre d'exemple.

complétée par l'étude de leurs portails documentaires respectifs⁷⁷, a permis d'identifier les pratiques, les besoins et le positionnement des bibliothèques par rapport aux ressources en libre accès, et notamment le Gold OA.

[Etablissements à dominante disciplinaire SHS : 9 SCD de la région Ile de France, 3 bibliothèques Grandes écoles, 2 BIU (bibliothèques interuniversitaires), 2 bibliothèques de recherche et un Centre de recherche et de documentation; 16 entretiens]

Ici encore, merci à tous ceux, et ils ont été nombreux et accueillants, qui ont bien voulu me recevoir.

⁷⁷ La grille d'analyse est présentée en annexe 3 p. 121 ; la grille d'analyse du portail du SCD de Paris 1 est présentée en annexe 4 p. 122 à titre d'exemple.

7 Quels outils pour la mise en visibilité des ressources Open Access?

7.1 Des portails documentaires révélateurs de la politique documentaire

Des grilles d'analyse des portails documentaires des bibliothèques retenues dans l'enquête ont été réalisées⁷⁸. Elles ont permis un relevé des offres documentaires spécifiques au libre accès (pages web, communication sur le sujet, etc) ainsi qu'un relevé des points d'accès aux ressources documentaires, en précisant pour chacun d'entre eux l'intégration ou la non intégration des ressources en libre accès. Elles ont été complétées par un résumé des entretiens effectués à l'occasion de l'enquête de terrain, portant sur l'appréhension qui est faite des ressources en libre accès dans la politique documentaire de ces bibliothèques.

Ci-après, un tableau de synthèse montre que les ressources en libre accès sont très majoritairement prises en compte dans l'offre documentaire des portails (violet: intégration; rose: non intégration): le violet domine largement sur le rose. Quand elles ne le sont pas, cela s'explique par des choix en terme de politique documentaire.

→ Seuls deux bibliothèques affirment distinctement ne pas vouloir les prendre en compte au même titre que les ressources acquises financièrement, afin de valoriser ces dernières et de ne pas "noyer" l'utilisateur; une troisième pense à dissocier l'offre payante de l'offre en libre accès suivant les mêmes motivations.

→ *A contrario*, deux bibliothèques s'impliquent spécifiquement dans la démarche du libre accès par une communication active et des partenariats avec ces ressources (Paris 5 et la MSH). Deux bibliothèques sont par ailleurs très actives pour développer leurs propres Archives ouvertes et mènent à ce titre un travail pédagogique auprès des chercheurs (Science Po, ENS).

⁷⁸ Voir annexes 3 et 4 p. 121-122

Fig. 17 Etude des portails documentaires: offre de services, intégration ou non intégration des ressources en libre accès

Offres documentaires et intégration des ressources électroniques en libre accès (-- : service non proposé)										
	P1	P3	P4	P5	P7	P10	Science Po	MSH	ENS	BIU Sorbonne
Pages et/ou rubriques pour le libre accès: signets	Non	Oui	Oui [un compte Delicious réservé aux ressources en libre accès]	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Rarement
Pages et/ou rubriques pour le libre accès: Archives Ouverte	Non	Oui	Oui	Oui [+ Blog: communication sur le libre accès]	Non	Non	Oui (Spire)	Oui	Non	Non
Catalogues collectifs	Oui	Oui	Oui	Oui (Sudoc)	Oui	Oui (Sudoc)	Oui (Sudoc)	Oui [titre à titre pour Persée et Cairn]	Oui (liste)	Oui (liste)
Catalogue de la bibliothèque	Oui [+ reslover de lien]	Oui - Au titre par titre	Non Catalogage uniquement des ressources payantes	-- Non [Pas de lien vers les RE]	-- Non [Pas de lien vers les RE]	Oui [si en lien avec la ressource papier]	Oui [si en lien avec la ressource papier; dépouillement de revues à l'article: projet de resolver de lien]	Oui [via le Sudoc]	Oui [projet de resolver de lien]	-- Non [Pas de lien vers les RE]
Répertoire de revues AtoZ	Oui	Oui (SFX)	Oui (Ebsco)	Oui (Ebsco)	--	Oui (Ebsco)	Oui (Ebsco)	Oui (Ebsco)	--	Oui (Ebsco)
Pages web (gestion interne et/ou via prestataire) listant les ressources par type (bases de données bibliographiques, Portails de revues)	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	--	Oui	--	Rarement (Persée)
Pages web (gestion interne et/ou via prestataire) listant les ressources par disciplines	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	--	Rarement (Persée)
Moteur de recherche fédérée	Oui [MétaLib]	Oui [MétaLib]	--	--	--	Oui (le seul à être développé en interne)	?	Oui	--	--
Prise en compte du libre accès dans la politique documentaire (dans la constitution des collections)	Oui Considérées comme partie intégrante des collections du SCD; leur visibilité dépend ici	Oui Mais la question se pose de les dissocier de l'offre payante pour valoriser davantage cette	Non Les ressources en libre accès sont recensées et présentées à part, dans un compte	Oui Aux offres documentaires communes aux bibliothèques s'ajoute une communication active sur le libre accès et une réflexion	Oui Recensement des ressources en libre accès et mise en visibilité par un travail individuel	Oui Un travail de recherche de signets a été fait à la création du portail - Cependant les ressources	Oui, quand elles sont réclamées par les usagers ou que ce sont des ressources partenariales. Cependant la sélection	Oui Veille active sur le libre accès; Intégration à l'offre documentaire après réflexion collégiale;	Oui Les ressources en libre accès sont considérées de même valeur que les ressources payantes;	Très peu, beaucoup de questions sur les limites du libre accès - Il s'agit de ne pas "noyer"

	essentielle ment de leur bonne intégration aux offres de services proposées aux bibliothèques par des prestataires externes.	dernière	Delicious; il s'agit de valoriser l'offre payante	au niveau de la direction du SCD		en libre accès "institutionnelles" telles Légifrance, Persée ou Revues.org sont "présentées dans l'offre payante afin de les valoriser"	est limitée: il s'agit de ne pas "noyer" l'utilisateur et de valoriser l'offre payante - Thématique abordée surtout avec les chercheurs (Alimentation de l'AO Spire)	Pédagogie du libre accès dans les formations	elles peuvent être cataloguées dans le Sigb et dans le Sudoc. Elles sont intégrées sur remonté des usagers	l'utilisateur et de valoriser l'offre payante
--	--	----------	---	----------------------------------	--	---	--	--	--	---

7.2 Une intégration volontaire des revues en libre accès dans les outils traditionnels de gestion documentaire

Dans le cas des portails de revues, les ressources en libre accès peuvent être présentées au niveau de la ressource intégratrice, des revues et - plus rarement - des articles. Elles sont intégrées manuellement dans les outils de gestion et de diffusion documentaire type SIGB et site web.

Présentation typologique et/ou disciplinaire des ressources

Les ressources peuvent être présentées par type ou par discipline. Dans le cas d'une présentation typologique, la ressource intégratrice est décrite et le lien d'accès est notifié (lien url). La description de la ressource est faite en interne, de même que son actualisation, dont la périodicité est très variable. Peut être adjoint un mode d'emploi pour l'utilisation de la base, fait en interne ou directement par le producteur de la ressource.

Des accès par discipline sont fréquents, soit au niveau de la ressource intégratrice soit au niveau des revues. Leur inscription dans ces accès disciplinaires dépend de la connaissance qu'ont les conservateurs de la couverture disciplinaire du portail de revues, mais également de l'indexation des revues au titre, ou de leur présentation fine par bouquets disciplinaires.

Catalogues des bibliothèques de SCD et catalogue collectif du SUDOC

Les ressources peuvent être cataloguées dans les catalogues de bibliothèque (6/10 dans les portails étudiés) au niveau du portail et/ou de la revue, et ainsi considérées comme constitutives des collections de la bibliothèque.

Fig. 18 Catalogage de la ressource intégratrice: recherche Persée et Revues.org dans le catalogue de l'ENS

The screenshot displays the 'Bibliothèque électronique' interface. At the top, there are navigation buttons: 'Nouvelle recherche', 'Exporter', 'Notice UNIMARC', 'Retour à la liste des réponses', 'Limiter/Trier', 'Recherche dans Universalis', and 'Autre recherche'. A search bar contains the text 'persée' and a 'Chercher' button. Below the search bar, there is a 'Notice: Précédente Suivante' link.

The main content area shows the following details for the search result:

- Titre:** [Persée \[\[ressource électronique\]\] : portail de revues scientifiques en sciences humaines et sociales / créé par le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; réalisé par Aliacom et l'université Lumière Lyon 2](#)
- Publication:** Paris : Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2004
- Accès électronique:** [Accès à Persée](#)
- Localisation générale:** Internet
- Etat principal:** Accès gratuit sur Internet sans identification. On peut créer son compte personnel
- Caractéristiques:** Accès internet
- Note:** Collections rétrospectives numérisées d'une sélection de revues scientifiques en sciences humaines et sociales de langue française : Annales (hes, hs, esc, hss), Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, L'Homme, Matériaux pour l'histoire de notre temps, Revue de l'art, Revue économique, Revue française de sciences politiques
- Note(s):** Base de données textuelles sur Internet à l'adresse <http://www.persee.fr/>
- Autre(s) auteur(s):** [France. Ministère de l'éducation Editeur scientifique.](#)

At the bottom, there is a 'Page résultat : [Anter.](#) [Suivante](#)' and a 'Sauvegarder les notices sélectionnées' button.

Below the main content, there is a table with a 'Sélectionner' column and a list of journal titles:

Sélectionner	
<input type="checkbox"/>	Revue française de science politique (En ligne)
<input type="checkbox"/>	Revue française de sociologie
<input type="checkbox"/>	Revue française de sociologie (En ligne)
<input type="checkbox"/>	Revue informatique et statistique dans les sciences humaines / C.I.P.L.

At the very bottom, it says: 'Votre entrée [revues.org](#) serait ici -- [Recherche Mots Clés](#)

Éditeur	Lyon : ENS éditions, 1980-
Suite de	Travaux de lexicométrie et de lexicologie politique (0294-796X)
Notes	de 1980 à 1999 édité par les Presses de Sciences-po 3 n°s par an 2000- Trimestriel 1980-1999
Autres titres	MOTS. Mots, ordinateurs, textes, sociétés.
Sujets	Langage politique--Périodiques (6)
Class. Dewey	320
ISSN	0243-6450
Etat de coll.	Les 6 dernières années ; Paris, Salle des périodiques : DEW 320 no. 1 (oct-1980) - ; Paris, Magasins/Annexe : P 8° 4325 no. 3 (1980) - ; Paris, Bibliothèque de recherche : P 8° 4325
Adr. URL	http://www.persee.fr/listIssues.do?key=mots Accès libre au texte intégral des articles à partir de 1980 à l'exception des années les plus récentes http://www.cairn.info/revue-mots.htm Accès au texte intégral réservé aux lecteurs inscrits à la Bibliothèque depuis le n° 80, 2006
Source	DOBI (OCLC)

Fig. 19 Catalogage au niveau de la revue: Revues.org n'est notifié que dans une des deux notices

Titre	Clio (Toulouse) (1)
Éditeur	Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 1995-
Notes	Semestriel
Autres titres	Clio Clio, histoire, femmes et sociétés
Sujets	Femmes--Histoire--Périodiques (2) Femmes--Périodiques (13)
Class. Dewey	305.4
ISSN	1252-7017
Etat de coll.	Les 6 dernières années ; Paris, Salle des périodiques : DEW 305.4 no. 1 (1995) - ; Paris, Magasins/Annexe : P 8° 6187
Adr. URL	http://clio.revues.org/ Contenu : sommaires et résumés depuis le n°1, 1995 et sélection d'articles en texte intégral, index auteurs http://www.cairn.info/revue-clio.htm Accès au texte intégral réservé aux lecteurs inscrits à la Bibliothèque depuis le n°23, 2006
Source	DOBI (OCLC)

Dans le cas des revues, il s'agit le plus souvent de créer un champ lien dans la notice et de l'alimenter manuellement avec l'url de la revue; cela est fait au titre par titre et en lien avec la ressource papier cataloguée (fig. 19), au gré des catalogueurs.

```

Bib#: 124076
LDR: 00387cas 22001691i 450
001: MS400030014001
011: #a 1252-7017
100: #a 19991217a19959999 undy0103 ba
101: 0 #a fre #d eng
102: #a FR
106: #a r
110: #a aja Ou0
200: #a Clio #e histoire, femmes et sociétés
207: 1 #a No 1, 1995-
210: #a Toulouse #c Presses universitaires du Mirail #d 1995-
300: #a Chaque livraison porte aussi sur un thème
300: #a Résumés en français et en anglais
326: #a Semest.
606: 0 #a Femmes #x Histoire #x Périodiques
606: 0 #a Femmes #x Conditions sociales #x Périodiques
699: #a PFZ
966: #a PB 3467 #c No 1, 1995- #p HP
993: #a /XAB-DI/

```

Les notices peuvent être aux formats MARC, MARC 21 ou en UNIMARC, propres aux SIGB (Systèmes intégrés de gestion de bibliothèque)

Fig. 20 Notice MARC du catalogue de la MSH

Ce travail de catalogage en lien avec les ressources électroniques n'est pas systématique. Les catalogueurs ont des difficultés pour déterminer les formats documentaires, et ne savent pas toujours dans quel champ et sous quelle terminologie inscrire les agrégateurs tels Revues.org.

Certaines bibliothèques se sont cependant engagées dans ce travail de catalogage systématique, et travaillent alors en lien avec le SUDOC: c'est le cas de l'ENS qui catalogue toutes les revues des portails Cairn et Persée dans le SUDOC, se localise dessus et récupère ensuite les notices dans son SIGB.

Mais une part des conservateurs de bibliothèque considère que ce travail pourrait être centralisé et pris en charge par l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES):

"C'est l'ABES qui devrait le faire, récupérer les données en UNIMARC ou en MARC21 auprès des éditeurs, en format utilisables par les SIGB, il faudrait absolument que l'ABES les achète pour l'ensemble des universités françaises, que nous on aille sur l'ABES et qu'on dise j'ai ça, j'ai ça, j'ai ça et qu'ils nous l'envoient. Ils doivent le faire. Il faudrait que je puisse aller sur le site de l'ABES, sur une interface dédiée, que je coche les ressources qui me concernent et qu' ils m'envoient la notice avec ma localisation, puisque si il sait que c'est moi qui l'ai demandé il peut m'ajouter ma localisation".

Enfin, un resolver de lien peut faire le lien entre la notice et la ressource. Cet outil est proposé par des prestataires externes de gestion documentaire, qui semblent s'imposer aujourd'hui comme des interlocuteurs incontournables.

7.3 Une externalisation croissante des prestations de gestion documentaire

- **Comment les prestataires de services sont devenus des interlocuteurs incontournables ...**

Répertoire de revues électronique (AtoZ), recherche multibases et resolver de liens: des offres de service appréciées

Sur l'ensemble des bibliothèques universitaires enquêtées, une seule ne dispose pas de services externalisés et gère l'ensemble de ses ressources électroniques via une base de données interne (PHP-MySQL) en lien avec une interface web, une autre a développé son propre moteur de recherche fédérée mais a pour projet d'adopter le service EbscoHost Integrated Search. Les autres SCD ont opté pour des services externalisés de gestion des ressources électroniques.

S'il est difficile d'en tirer des conclusions pour l'ensemble du paysage universitaire français, les enquêtes réalisées par Tosca Consultant⁷⁹ chaque année ou encore l'étude spécifique réalisée en 2008 sur les resolver de lien par Sylvain Machefert⁸⁰ semblent confirmer la tendance portée par cet échantillon.

Si plusieurs prestataires existent, Ex Libris et Ebsco dominent aujourd'hui le marché. Diversifiant leur offre, ces prestataires recouvrent les mêmes services: une base de connaissance unique permet d'alimenter un répertoire de revues, un répertoire de bases de données et est interrogeable par un moteur de recherche fédérée.

Des marges de manoeuvre limitées

Les bibliothécaires peuvent sélectionner dans la base de connaissance les offres documentaires pour lesquelles ils ont pris un abonnement, et demander au prestataire de la rajouter si la ressource ne figure pas dans la base de connaissance. Dans le cas des offres de revues, sélection et ajout peuvent se faire au niveau de la ressource intégratrice, du bouquet ou au titre par titre.

L'alimentation de la base de connaissance et l'actualisation des ressources est gérée par les prestataires directement en lien avec les éditeurs et les agrégateurs. Certaines ressources en libre accès, telles Persée ou Revues.org, figurent déjà dans ces bases de connaissance. Cependant, dans le cas où la ressource a été rajoutée sur demande de la bibliothèque, son actualisation et sa prise en compte dans le cas d'une recherche fédérée ne sont pas garanties par le prestataire de service; c'est en cela que les bibliothèques préfèrent une mise en relation directe entre le prestataire et le responsable de la ressource:

"On a le AtoZ d'Ebsco. Il faut que je m'en occupe. Il y a des ressources qui sont entièrement gérées par eux, par exemple Persée, c'est une ressource qui est bien identifiée, elle est gérée entièrement par eux, là j'ai rien à faire. En revanche il y a des choses qu'on peut ajouter au titre par titre, et il y a des ressources – et c'est typiquement ce que je dois faire depuis plusieurs mois, reprendre la liste du DOAJ et les rentrer, sélectionner dans les 4000 celles qui nous intéressent. Je la choisis puis je la filtre. C'est un travail lourd, je fais un export, je tri le fichier, puis je l'intègre à notre base de connaissance AtoZ."

"C'est un dilemme, est-ce qu'on attend, en continuant de les harceler, qu'ils ajoutent les nouvelles ressources (actualisation), et en attendant c'est tintin pour le lecteur, ou est-ce qu'on le fait nous-mêmes et là on prend le risque qu'ils se déchargent. C'est important pour

⁷⁹ <http://www.toscaconsultants.fr/logiciel.htm>

⁸⁰ MACHEFERT Sylvain. L'Open Url dans les institutions françaises, une chance pour la valorisation des ressources électroniques ? [en ligne]. Mémoire pour l'obtention du titre I, Sciences et techniques de l'information et de la documentation, INTD, 2008 [consulté le 30 octobre 2009], 69 p. <http://memsic.ccsd.cnrs.fr/mem_00000613.html>

nous de savoir qu'il y a des nouvelles revues pour le faire remonter à Ex-Libris, mais ce ne doit plus être à nous de le faire. Et même, franchement, ce ne devrait même pas être à nous de leur dire, il devrait y avoir une passerelle directe vers eux, de l'éditeur vers Ex-Libris."

Dans le cas de la recherche fédérée et des bases de données bibliographiques, un resolver de lien développé par ces prestataires permet de faire le lien entre les résultats de recherche ou la notice bibliographique vers la ressource en texte intégrale, à condition que le portail de la ressource primaire soit attaquant par des connecteurs développés par le prestataire et que les données soient compatibles avec la norme OpenUrl. Plus la compatibilité avec l'OpenUrl est fine, plus le resolver de lien peut accéder à une granularité documentaire fine (article). Ici encore, les conservateurs demandent aux éditeurs et agrégateurs de se mettre en lien avec les prestataires de service:

"Si je tape Darwin par exemple, je tombe sur une notice de Francis qui a l'air intéressante et comme ils sont très compatibles avec l'Open Url, le resolver de lien va voir si on a l'article dans notre base de connaissance. Mais le plus souvent on reste au niveau de la revue, le pire c'est quand on accède que au niveau du portail, c'est un peu le degré zéro de l'OpenUrl"

"Pour le package de recherche fédérée Revues francophone en SHS, j'ai du bricolé un connecteur, mais c'est du bricolage, et c'est du temps, or c'est pour éviter ça qu'on paie Ex Libris"

"Le mieux c'est d'envoyer un tableau Excel au fournisseur de resolver de lien avec les info par revue (barrière mobile, etc). L'idéal c'est de prendre contact avec eux."

- **... et comptent bien le rester**

Les prestataires de service développent actuellement un logiciel de gestion documentaire capable d'intégrer les SIGB traditionnels et de gérer l'ensemble des ressources documentaires des bibliothèques, papier et électroniques, d'en assurer le suivi d'un bout à l'autre de la chaîne de traitement documentaire: ce sont les ERM ou Electronic Ressources Management:

"Les gens d'Ex Libris ont un grand projet qui s'appelle le gestionnaire universel de ressources qui va intégrer tous ces modules, avec une seule base de connaissances, le catalogue se mettra à jour grâce au resolver de lien. L'ERM ça gère tout le cycle des ressources électronique depuis le test jusqu'au contrat, dates de réabonnements, statistiques (Counter : norme - Sushi : récupération automatique), proxy. Il sera intégré."

Trois grosses bibliothèques ont été choisies pour tester ce projet (Princeton). Ex Libris a déjà toutes les briques. Y compris l'application Digitools (indexation, repérage, modalités d'accès des documents numériques) ; ils savent gérer des bibliothèques numériques locales, des catalogues de bibliothèque, des logiciels d'exploration documentaire, des recherches fédérées, des ERM, ils ont toute la gamme. De toute façon on n'aura pas tellement le choix parce qu'ils vont mettre Aleph en fin de maintenance."

8 L'Open Access, un objet d'attention mineur des responsables des ressources électroniques au regard de leurs charges principales

8.1 Mission première: acquisition et gestion des abonnements

Le poids de la gestion des abonnements et des budgets

Les conservateurs de bibliothèque en charge des ressources électroniques relèvent tous, au cours de l'enquête, le poids de la gestion des abonnements, qui mobilise la plus grande part de leur temps de travail en termes de veille, négociation, contractualisation, gestion des accès, vérification des prestations de service, gestion comptable et mesures statistiques. Cela peut expliquer, selon eux, une moindre attention portée aux ressources en libre accès:

« Je m'occupe surtout de la gestion du budget, moi mon travail c'est voilà j'ai 300 000 euros, j'en suis à 299 000, j'arrête, j'ai une vue pas uniquement comptable, mais c'est le plus gros, je m'occupe justement des abonnements. Les ressources en libre accès, une fois qu'elles sont sur le portail, on s'en occupe plus, alors que les abonnements payants, tous les ans il faut s'en occuper, il y a du travail dessus. Les choses comme Persée, Revues.org, il suffit de les mettre à jour de temps en temps mais ça ne représente pas un travail particulier. On les signale mais ce n'est pas le centre de nos préoccupations dans notre travail quotidien, c'est différent au niveau de la formation. Mais moi j'ai un point de vue très utilitaire, en me disant c'est gratuit tant mieux c'est moins d'argent et moins de temps de travail. »

"C'est vrai qu'on a un discours de plus en plus gestionnaire et comme on se retrouve avec des budgets de plus en plus restreints et des offres payantes qui augmentent de plus en plus, nous on doit justifier l'argent qu'on dépense, on est amené à parler de plus en plus de ce qu'on paie."

"Pour les revues, on doit souvent vérifier qu'elles sont à jour dans notre base de connaissance. Le problème c'est qu'avec les éditeurs français c'est moins le cas et avec les éditeurs gratuits c'est encore moins le cas et nous c'est notre problème, c'est que le gratuit à l'heure actuelle, dans notre outil il était un peu moins à jour, et nous on a mis nos forces de travail sur le payant vu qu'il faut justifier l'argent."

Des missions qui ont renforcé la position des SCD

Perçu comme une contrainte, ce rôle de gestionnaire semble cependant avoir renforcé la position des SCD et le Mouvement du Libre Accès, en ce qu'il vient bousculer les schémas économiques et commerciaux actuels, est surveillé avec attention :

« La particularité du modèle économique de l'Open Access c'est qu'elle déplace la problématique, ce n'est plus un abonnement, une acquisition. Tout dépend de si l'établissement est ou pas partie prenante de ce mouvement, a souscrit une affiliation pour ses chercheurs, pour que les chercheurs puissent publier dans ces revues là (Biomed Central). La notion d'abonnement, elle remonte à un autre service, elle est du ressort budgétaire des bibliothèques. Alors que l'affiliation est financée par un autre service, la direction Recherche. Là il faut être vigilant. Quelqu'un qui raisonnerait brutalement pourrait dire il faut de l'argent pour payer cette affiliation, où je vais le chercher, au SCD puisqu'il n'a plus à payer ces abonnements, donc transfert de budget. Je n'ai pas eu de connaissance d'exemples aussi brutaux que ça, mais ça peut être en filigrane. Bon, c'est quand même plus compliqué que ça. Les grands éditeurs comme Springer ont des attitudes nuancées, pour protéger leurs intérêts commerciaux, ils s'ouvrent à l'Open Access mais gardent une grande proportion de payant. C'est le risque, qu'il y ai un transfert d'argent parce que les frais ne sont plus au même endroit. Attention, il ne faut pas le prendre comme « les bibliothèques doivent énormément se méfier et freiner le mouvement », mais c'est vrai que l'argent ça fait parti du pouvoir et que si on a un budget en diminution, ce sera ressenti comme une perte de pouvoir. Moi j'ai plutôt tendance à considérer que notre rôle c'est un rôle de médiation, on est là pour constituer des collections et apprendre au public à y accéder en utilisant nos services, mais en terme de pouvoir, c'est pas la même chose. C'est vrai que pour l'instant on a des budgets très importants parce que les ressources coûtent chères à acquérir. C'est sûr que notre rôle changera s'il y a un transfert de modèle économique. »

Un positionnement équidistant entre les ressources en libre accès et les ressources payantes

L'enquête de terrain a été l'occasion de dresser un schéma de positionnement des professionnels interviewés. Huit d'entre eux ont été invités à positionner les ressources Cairn, Persée, Revues.org, Jstor et ScienceDirect selon deux axes et quatre points cardinaux acteur privé/acteur public et ressources électroniques en libre accès/ressources électroniques payantes. Les résultats ont été reportés sur le schéma de synthèse présenté ci-dessous. Il révèle un positionnement équidistant entre les ressources en libre accès et les ressources payantes, raccord avec l'idée qu'ils ont de leur mission de service public.

QuickTime™ and a
decompressor
are needed to see this picture.

Fig. 21 Schéma de positionnement des bibliothèques universitaires : des acteurs publics médiateurs de l'offre documentaire payante et de l'offre Open Access (enquête 2009)

Il est intéressant de noter ici la proximité avec Cairn, acteur mixte privé/public.

8.2 Un constat qui se vérifie particulièrement dans le cas de la question des statistiques d'usage

Des enquêtes nationales pour justifier les dépenses

Les statistiques d'usage sont réalisées quasi exclusivement pour les ressources payantes. Elles servent essentiellement à justifier les dépenses en interne (auprès du Conseil Scientifique de l'université, des enseignants-chercheurs et des acquéreurs par discipline), envisager des réabonnements ou des désabonnements (négociations), et répondre aux demandes d'enquêtes du ministère (RAP, ERE, ESGB). Ces dernières demandent : nombre de sessions, nombre de requêtes, nombre de téléchargements.

« On propose des archives ouvertes dans le portail, il y a HAL, DOAJ, AOIster ... c'est signalé comme Archives Ouvertes, c'est une rubrique. On a des statistiques là-dessus mais on ne s'en sert pas. On s'occupe déjà des bases payantes ... Il y a déjà un travail énorme, on passe déjà un temps fou pour les bases payantes, pour correspondre aux enquêtes ERE, RAP, ESGB. On est dans une logique de retour sur investissement parce que ce sont des ressources extrêmement chères il faut justifier des abonnements vis à vis de l'université, du conseil scientifique et du ministère. »

Le projet COUNTER

Les statistiques sont principalement fournies par les éditeurs, mais leur utilisation reste compliquée, les indicateurs variés empêchant de réelles comparaisons. Les comparaisons sont possibles pour une même base d'une année sur l'autre, mais impensables d'une base à une autre. En ce sens, le projet COUNTER⁸¹ connaît un vif succès, engage de réelles attentes. Les éditeurs et prestataires de service respectant la norme Counter, tel Ebsco, sont très appréciés.

Des statistiques peuvent être faites en interne mais c'est rarement le cas, faute de temps, de personnel, de compétences techniques; bien que certaines bibliothèques pensent à développer des logiciels de mesure statistique, en collaboration avec le service informatique. Elles sont possibles à partir des sessions de logs (connexions) des utilisateurs mais ne permettent aucune indication sur l'usage qui est fait de la ressource (pas de connaissance du nombre de téléchargement, du temps de connexion, de la consultation des pages profondes, etc.); elles sont davantage une mesure des outils que de l'usage des ressources.

Pour des statistiques d'usage des ressources en libre accès

Si les BU envisagent très rarement l'offre gratuite en termes de substitution à l'offre commerciale, elles sont néanmoins très demandeuses de statistiques d'usage les concernant; d'autant plus que se profilent des grilles de tarification à l'usage, et que les ressources en libre accès aujourd'hui ne sont pas assurées de le rester toujours (cas de Erudit qui a diversifié son offre et propose une partie de ses ressources en accès payant en 2008).

L'accès à ces ressources ne nécessitant pas authentification des usagers, seuls les accès via les postes en bibliothèque peuvent fournir un retour réel de l'usage de ces ressources en bibliothèque (Analyse des plages d'IP des bibliothèques universitaires); ne peuvent être pris en compte les connexion en accès distant à moins d'une authentification.

« Il y a un problème que pose les ressources gratuites, sur lequel Couperin se penchait, c'est celui des statistiques d'usage. Parce qu'on s'oriente de plus en plus vers un modèle économique où les fournisseurs fonderaient leurs grilles de tarification sur l'usage, sur la consommation. Or pour les ressources gratuites on n'a pas les moyens de connaître les téléchargements; autant pour les ressources payantes on scrute parce que c'est une fortune, autant pour les gratuites on s'en inquiète pas. Là, ça va devenir un vrai problème

⁸¹ COUNTER (Counting Electronic Usage of NeTworked Electronic Resources <<http://www.projectcounter.org/>>

Voir notamment le Le projet EPEF (Évaluation des périodiques électroniques dans le réseau universitaire français : approche comparative par les usages) porté par Chérifa BOUKACEM

parce qu'on pourra pas faire de comparaison, ça va marginaliser ces ressources. Nous on n'a pas réussi à trouver une façon pour que les bibliothèques puissent le faire (laborieux, coûteux, technique), c'est aux éditeurs de proposer. Et c'est pas parce que c'est gratuit qu'il ne faut pas mesurer l'usage, au contraire, et il faut pouvoir le faire par établissement. Ce qu'on a besoin de savoir c'est de mon établissement, de ma communauté universitaire combien d'articles ont été téléchargés. »

8.3 Un partenaire privilégié dans ce contexte: Couperin

Un consortium d'achat

Le consortium d'achat Couperin⁸², créé en 1999 et aujourd'hui membre de l'International Coalition of Library Consortia (ICOLC), compte 200 institutions membres, dont 90 universités. Dans chacune d'entre elles des correspondants Couperin assurent le relais entre Couperin et leur institution: ils sont inscrits à la liste de veille et diffusion Couperin (accessible uniquement sur mot de passe pour protéger les négociations internes du regard des éditeurs commerciaux) et réalisent les enquêtes internes et les tests sur les ressources électroniques. Les négociateurs Couperin, au nombre de 100, conduisent quant à eux les négociations auprès des éditeurs commerciaux pour l'ensemble de la communauté universitaire.

Reconnu pour son engagement dans le Mouvement de l'Open Access

Cependant, si ce consortium a pour vocation première de négocier et d'organiser l'achat des ressources documentaires numériques, il s'engage également, en parallèle, dans une réflexion et un accompagnement à la mise en place d'Archives Ouvertes (GTAO - Groupement de Travail sur les Archives Ouvertes du Département Etudes et Prospectives de Couperin). Il est perçu, à ce titre, comme un interlocuteur de l'Open Access par l'ensemble des conservateurs interviewés au cours de l'enquête.

Dans un communiqué commun avec l'ADBU et l'AURA en date du 28 mai 2009⁸³, appelant à une "politique nationale de l'IST", Couperin appelle par ailleurs, aux côtés de ses partenaires, à un engagement "au-delà de la politique d'acquisition" expliquant qu'une "politique nationale de l'IST implique un soutien actif aux tentatives actuelles pour faire émerger de nouveaux modèles de publication scientifique": il s'agit, entre autre, "d'encourager l'assomption de revues en *open access* (modèle auteur-payeur) et, au-delà, de revues non commerciales payantes comme celles promues par SPARC".

ZEGHMOURI, MCF à Lille 3 et chercheur à Geriico (Lille 3). Colloque sur les mesures et les usages des ressources électroniques les 26 et 27 novembre 2009 (Lille) < <http://epef.anr.free.fr/>>

⁸² <http://www.couperin.org>

⁸³ <http://www.couperin.org/spip.php?article587>

9 S'inscrire dans l'économie de l'attention des BU et SCD

9.1 Identification des pratiques et des attentes

9.1.1 Sur les ressources électroniques en général

Les entretiens menés auprès des responsables des ressources électroniques (RE) ont permis d'identifier leurs pratiques quotidiennes, les difficultés qu'ils pouvaient rencontrer dans la gestion des ressources électroniques et les attentes qu'ils avaient vis à vis des éditeurs de ressources électroniques.

Le tableau présenté en annexe 7 (p. 150) offre une synthèse des pratiques et problèmes identifiés ainsi que des critères et fonctions attendues relativement à:

- l'acquisition des RE
- la politique documentaire (critères politiques, organisationnels, qualitatifs et quantitatifs d'intégration ou de non intégration des RE)
- l'alimentation et la gestion d'outils internes (SIGB, site web)
- l'alimentation et la gestion d'outils externes (prestations externalisées)
- la communication sur les RE
- les formations sur les RE (à destination des professionnels et des usagers)
- le suivi de l'actualité des RE

9.1.2 Sur les ressources Open Access en particulier

Les relances, au cours des entretiens, ont porté plus particulièrement sur les ressources électroniques en libre accès.

Il en ressort que le libre accès au contenu n'est pas un critère déterminant dans l'économie de l'attention des responsables des ressources électroniques, dont l'une des missions essentielle est justement l'acquisition dans un but de mise en libre accès au service des usagers. Le décalage entre mission première des bibliothèques et Gold Open Access se vérifie sur le terrain. De même, la crainte de perte de position, induite par un transfert de budgets de l'aval (bibliothèques) vers l'amont (organismes de financement de la recherche) envisagée dans le cadre d'une évolution vers le modèle économique auteur-payeur, est perceptible.

La grande majorité des professionnels interviewés travaille cependant, au quotidien, dans le sens d'une meilleure mise en visibilité des ressources Open Access. Le Mouvement de l'Open Access jouit d'une image positive. La démarche de diffusion des savoirs et de libre accès à la connaissance s'accorde avec la dimension de service public. Certains professionnels rencontrés s'engagent personnellement dans le Mouvement de l'Open Access. D'autres regrettent que leurs tâches ne leur permettent pas d'y consacrer plus de temps.

Tous constatent que le manque de statistiques, l'intégration imparfaite dans les offres de services externalisées de gestion documentaire et la non intermédiation de ces ressources par les mêmes réseaux communicationnels que les ressources payantes nuisent à la visibilité des ressources Gold OA. La mise en visibilité des revues Open Access n'échappe ainsi pas aux principes directeurs de l'économie de l'attention.

9.2 Le coût de l'économie de l'attention

L'amélioration de la visibilité des ressources Gold OA passe ainsi par:

⇒ L'offre de services associés aux contenus

Permettre la mesure d'audience

Par la mise en place de statistiques de consultation par établissement conformes aux exigences ministérielles (nombres de sessions, de requêtes et de téléchargement) et, à terme, à la norme COUNTER.

Eviter le brouillage des questions de l'accès

Par la distinction en bouquets des revues en libre accès en texte intégral de celles sous barrière mobile, voire une gestion des abonnements le cas échéant.

⇒ L'intégration des places d'attention

Les outils de gestion externalisés

L'interopérabilité avec le protocole Open Url, utilisé par les prestataires de service de gestion documentaire (Ex Libris et Ebsco), est indispensable pour une intégration optimale de leurs offres de services.

Un canal de communication incontournable: Couperin

Veille, documentation, réflexion, réunions, négociation ... Couperin est devenu un organe référent pour les conservateurs, qui n'ont pas toujours le temps de suivre d'autres sources d'information.

- **L'instauration de relations directes et privilégiées**

Par le biais de formations

Les professionnels découvrent ou approfondissent leur connaissance des produits documentaires lors des présentations commerciales; ils les apprécient quand elles ont une dimension pédagogique, qui se prête particulièrement aux ressources Open Access. Le Mouvement de l'Open Access peut être, en lui même, un enjeu pédagogique.

Grâce à des interlocuteurs identifiés

La "jungle" du marché de l'information rend vitale l'identification d'un interlocuteur unique.

Par la mise en place de partenariats

La mise en visibilité des ressources s'intensifie lors d'un partenariat ou d'un travail collaboratif.

Certaines de ces mesures impliquent des développements coûteux. C'est le cas pour la mise en place de statistiques d'usage, notamment s'il y a adhésion à COUNTER, et le développement de l'Open Url. Ces développements ne concernent pas uniquement les ressources Gold OA, mais tous les éditeurs de ressources électroniques qui veulent intégrer les "places d'attention" et présenter des "mesures d'audience" comparables aux autres éditeurs.

Conclusion

Parce qu'elles offrent un accès libre au contenu, les ressources Open Access s'ancrent dans l'économie de l'attention. Mais situées du côté de la diffusion, elles dépendent, pour une mise en visibilité optimale ou mise en attention auprès de leurs publics cibles, des intermédiaires situés du côté de l'accès.

Les bibliothèques universitaires ont un rôle clé à jouer dans la mise en visibilité de ces ressources. La majorité des professionnels rencontrés s'applique à intégrer au mieux ces ressources dans leur offre documentaire, mais leurs missions d'acquisition, de justification des dépenses et de gestion de ces ressources en lien avec des prestataires de service leur laissent peu de marge de manoeuvre pour s'investir davantage dans la voie du Gold OA. Certains Services communs de documentation s'impliquent néanmoins particulièrement; c'est par exemple le cas de Paris 5, qui, partenaire du projet Persée, assure une veille et une communication actives sur l'Open Access. La prise et mise en attention des ressources Open Access passent dans ce cas par une relation privilégiée parce que partenariale. C'est bien l'un des principes clés de l'économie de l'attention.

Le Libre Accès n'échappe pas non plus aux autres principes directeurs de l'économie de l'attention, suivant lesquelles il faut pouvoir intégrer les "places d'attention" et justifier de "mesures d'audience". Cela exige des développements coûteux (Open Url, COUNTER), qui concernent l'ensemble des éditeurs (*for-* et *non profit*) et agrégateurs, et qui s'avèrent aujourd'hui indispensables à une mise en visibilité à l'international. Ces coûts peuvent être rebasculés et répartis sur les abonnements dans le cas d'un financement aval des publications. Ils doivent être pris en charge en amont dans le cas du modèle "auteur-payeur".

Au-delà de l'économie de l'attention pour le Libre Accès, c'est le coût de l'économie de l'attention pour la mise en visibilité de la recherche française au national et à l'international qu'il faut envisager ici. Dans ce contexte, la mission traditionnelle de financement aval des bibliothèques universitaires doit peut-être se renforcer et prendre la forme de partenariats avec les ressources en Libre Accès. Il s'agirait, dans cette nouvelle économie de l'attention, de renforcer leur positionnement de médiateur, tout en inscrivant leur mission de service public dans l'ordre des biens communs.

Bibliographie

La bibliographie de ce mémoire est une bibliographie analytique. Elle comprend 61 références. Les recherches ont été arrêtées le 1er octobre 2009.

Cette bibliographie n'est pas exhaustive mais comprend une sélection de ressources qui ont permis d'alimenter notre réflexion sur les problématiques traitées dans le mémoire. Chaque ressource est accompagnée d'une courte analyse indiquant en quoi le document nous a paru intéressant. Certains résumés initiaux ont été conservés [résumé de l'auteur].

On compte 27 articles issus de revues scientifiques à comité de lecture, 11 monographies de professionnels ou analystes, 11 articles d'experts du web, 10 blogs et/ou billets de spécialistes et 2 dossiers documentaires. Les billets de blogs d'experts du Web et de professionnels des Sciences et techniques de l'information et de la documentation ont été intégrés à la bibliographie, au titre que ces ressources non seulement témoignent de la vitalité du débat qui anime la blogosphère sur l'économie de l'attention, mais également apportent des informations précieuses sur le sujet, assez peu traité dans la littérature scientifique.

La bibliographie a été constituée après recherche dans, entre autres, Emerald (Library and Information Studies, Information and Knowledge Management, Documentation), Elsevier Science Direct, Sage, Lista, Cairn, Revues.org, BBF, E-Prints, Scientific Commons ... Les mots clés utilisés et combinés en équation de recherche ont été (e/f): Attention Economy et Economie de l'attention; Open Access et Libre Accès; Library et Bibliothèque.

Les références bibliographiques sont conformes aux normes Z44-005 de décembre 1987 et NF ISO 690-2 de février 1998. Elles sont organisées par grandes thématiques puis par ordre alphabétique d'auteurs. Elles sont toutes précédées de chiffres entre crochet (par exemple [16, BERMAN]), qui permettent d'effectuer des renvois du corps de texte vers la bibliographie. Quand plusieurs articles émanent du même auteur, ils sont classés du plus ancien au plus récent, pour respecter l'ordre de cheminement des pensées et travaux. Les numéros correspondent à l'ordre d'apparition des références dans la bibliographie.

Les thématiques traitées sont présentées dans l'ordre suivant:

- L'Economie de l'attention:
 - Définition, pères fondateurs, concepts liés
 - L'attention, attribut à manager et enjeu des stratégies marketing
 - Régimes, manifestations et indicateurs de l'attention
 - Modèle économique et libre accès dans l'économie de l'attention
 - Economie de l'attention et bibliothèques
- L'Economie du numérique:
 - Le gratuit dans l'économie du numérique

- Biens publics et biens communs dans l'économie numérique
- Le marché de l'Information scientifique et technique
- Le Mouvement de l'Open Access:
 - Historique, définitions, enjeux
 - Open Access et bibliothèque

L'ECONOMIE DE L'ATTENTION

Le concept d'économie de l'attention: pères fondateurs, définition, concepts liés

[1] AIGRAIN Philippe. Attention, Media, Value and Economics. First Monday [en ligne]. Volume 2, Number 9 - 1 September 1997. [consulté le 25 septembre 2009]. <<http://firstmonday.org/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/view/549/470>>

L'auteur explique comment, en s'appuyant sur le dispositif technique du cyber espace, l'attention peut devenir une valeur d'échange.

[2] CARR Nicolas. Est-ce que Google nous rend idiot? InternetActu.net [en ligne], juin 2008. Janvier 2009. [consulté le 30 octobre 2009]. Traduction française de Penguin, Olivier et Don Rico < <http://www.internetactu.net/2009/01/23/nicolas-carr-est-ce-que-google-nous-rend-idiot/>>

L'auteur met en garde contre le mythe du bonheur googleéen selon lequel la machine, support de notre attention, devinera nos pensées pour mieux nous servir. La perte de nos capacités d'effort, d'attention et de discernement pourrait au contraire conduire à un asservissement.

[3] GOLDHABER Michael. Attention, Meaning, and Meaningfulness [Attention, sens et pertinence]. [en ligne]. 1996. <<http://www.well.com/user/mgoldh/attmean.html>>

Premiers écrits en ligne de Michael Goldhaber sur l'importance de l'attention en tant que c'est elle qui permet de conférer du sens à un être humain, une situation, une information. Ils sont complétés par une série de principes et de sentences dans "Principles of a New Economy" (<<http://www.well.com/user/mgoldh/principles.html>>) et "Some Attention Apothegms" (< <http://www.well.com/user/mgoldh/apoth.html>>).

[4] GOLDHABER Michael H. The Attention Economy and the Net. First Monday [en ligne]. 1997, Vol. 2, n° 4. [consulté le 30 octobre 2009]. < <http://firstmonday.org/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/viewArticle/519/440>>

Texte de l'allocution présentée à la conférence "Economics of Digital Information" (Harvard University, 1996) suivant laquelle l'attention, parce qu'elle est le "bien rare" (au contraire de l'information), doit devenir la clé de voûte de l'économie du numérique.

[5] GUILLAUD Hubert. Pour une écologie informationnelle. InternetActu [en ligne]. 24 mai 2008 [consulté le 3 septembre 2009]. <<http://www.internetactu.net/2008/04/24/pour-une-ecologie-informationnelle/>>

Pour lutter contre les risques d' "infobésité" et de "fracture cognitive" du numérique possibles entre ceux capables de se repérer dans la surinformation et ceux qui n'en ont pas les moyens, l'auteur appelle à une "écologie informationnelle" dans laquelle des outils adaptés et efficaces de gestion de l'information numérique doivent permettre une "utilisation durable de *notre temps de cerveau disponible*".

[6] GUILLAUD Hubert. Sommes-nous multitâches 1/2: comment apprendre à maîtriser notre attention? [en ligne]. InternetActu. 26 mai 2009 [consulté le 3 septembre 2009]. <<http://www.internetactu.net/2009/05/26/sommes-nous-multitaches-12-comment-apprendre-a-maitriser-notre-attention/>>

La capacité au "multitasking" est controversée; elle est cependant une réalité dans la génération Internet qui doit apprendre à maîtriser son attention.

[7] ISKOLD Alex. Towards the Infrastructure for Attention Ecosystem. In Sys-con.com [en ligne]. Sys-con Media Publications. 1994-2008 [consulté le 12 septembre 2009]. octobre 2006 <<http://www.sys-con.com/node/284105>>

Cet article présente les différentes modalités attentionnelles en pratique sur le web (navigation, signets, tags) et les spécifications techniques relatives à leur enregistrement.

[8] ISKOLD Alex. The Attention Economy: An Overview. Read Write Web [en ligne]. 1er mars 2007. [consulté le 2 août 2009] <http://www.readwriteweb.com/archives/attention_economy_overview.php>

Les principes moraux, fonctionnels et techniques nécessaires au fonctionnement du marché de l'économie de l'attention sont présentés, en regard notamment des expériences menées par la société Attention Trust.

[9] LANHAM Richard A. The Economics of Attention: Style and Substance in the Age of Information. University of Chicago Press, 2007. 326 p. ISBN 0226468674, 9780226468679 [PARIS-Bib. Sainte Geneviève ; Cote : 8 R SUP 64695]

A travers une variation sur une figure rhétorique, l'auteur postule que le style devient un enjeu central, à la fois dans le fond et dans la forme des messages communicationnels et autres productions immatérielles, pour qu'ils puissent être pris en attention.

[10] SALAÛN Jean-Michel. Bloc-notes de Jean-Michel Salaün [en ligne]. Montréal, avril 2006, octobre 2009 [consulté le 30 octobre 2009]. Economie, Diffusion/accès : deux économies antagoniques. 1/2, 15 mars 2009 <
<http://blogues.ebsi.umontreal.ca/jms/index.php/post/2007/03/22/209-diffusion-acces-une-economie-de-l-attention-antagonique>>

Présentation des caractéristiques propres de l'économie de la diffusion d'un côté et de l'économie de l'accès de l'autre.

[11] SALAÛN Jean-Michel. Bloc-notes de Jean-Michel Salaün [en ligne]. Montréal, avril 2006, octobre 2009 [consulté le 30 octobre 2009]. Economie, Diffusion/accès : une économie de l'attention antagonique. 2/2, 22 mars 2007 <
<http://blogues.ebsi.umontreal.ca/jms/index.php/post/2007/03/15/199-diffusion-vs-acces-deux-economies-antagoniques>>.

Les acteurs de production et diffusion des contenus et ceux qui se situent de côté de l'aide à l'accès sont des opérateurs antagonistes qui doivent se partager un "double marché de l'économie de l'attention".

[12] SALAÛN Jean Michel. Pointer du doigt ou taper sur l'épaule : économie de l'attention. 29 décembre 2007 [en ligne] [consulté le 17 août 2009] <
<http://blogues.ebsi.umontreal.ca/jms/index.php/post/2007/12/29/399-pointer-du-doigt-ou-taper-sur-l-epaule-economie-de-l-attention>>

Ce billet précise le concept d'économie de l'attention en tant qu'il ne fait pas référence à l'attention que l'on porte à un ou plusieurs documents, mais justement à l'attention qui peut être déportée, de façon orientée, sur autre chose. C'est ce décalage de l'attention qui est vendu à des annonceurs intéressés.

[13] SIMON Herbert. Theories of Decision-Making in Economics and Behavioral Science. American Economic Review [en ligne]. 1959, 49, n°3. [consulté le 29 octobre 2009]. p. 253-283. < <http://www.jstor.org/pss/1809901>>

C'est ici que l'auteur formule l'idée que l'information consomme de l'attention, qui devient la base de la loi de l'information, constitutive d'un marché de l'attention.

[14] SIMON Herbert. Designing Organizations for an Information-Rich World. In GREENBERGER Martin. Computers, Communication, and the Public Interest. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1971. ISBN 0-8018-1135-X.

L'information devenant une ressource abondante, c'est l'attention que nous pouvons lui porter qui devient une ressource rare. Cette idée, développée par l'auteur dans le cadre d'un travail sur la théorie de la rationalité limitée dans les organisations, devient le fondement de l'économie de l'attention.

[15] STONE Linda. Linda Stone's Thoughts on Attention and Specifically, Continuous Partial Attention. < <http://www.lindastone.net/>>

L'auteur présente le concept d' "attention partielle en continu" qui caractérise les comportements dans une société en alerte permanente sur le Net, et insiste sur les risques et les enjeux de la maîtrise de sa propre attention, tant sur le plan des attitudes de chacun que sur le plan des outils technologiques utilisés.

L'attention, attribut à manager et enjeu des stratégies marketing

[16] ANGEHRN Albert, NABETH Thierry, RODA Claudia. Approaches and Tools for Addressing the Attention Challenge in the Knowledge Economy. [en ligne]. CiteSeerX - Scientific Literature Digital Library and Search Engine. 2008. [consulté le 3 septembre 2009]. 15 p. 67 ref. < <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/summary?doi=10.1.1.70.1981>>

Cet article présente le management de l'attention comme devenu stratégique dans une société où l'information, au cœur de l'économie de la connaissance, sollicite sans cesse l'attention des "travailleurs du savoir" (knowledge workers). Les outils de gestion de l'information, des flux de communication et de travail collaboratif peuvent aider à la mise en place d'un système d'information tourné vers l'optimisation des capacités d'attention. Sont présentés des outils et des projets de recherche.

[17] BECK John, DAVENPORT Thomas. The Attention Economy : Understanding the New Currency of Business [en ligne]. Boston, EUA : Harvard University, Business School. 2001. 255 p. ISBN 1-57851-441

Les auteurs mettent le management de l'attention, en interne comme dans la relation-client, au coeur de la réussite des entreprises.

[18] BERMAN Saul, McCLELLAN Bennett E. Ten strategies for survival in the attention economy. Strategy & Leadership [en ligne]. mai-juin 2002, vol. 30, issue 3 [consulté le 12 septembre 2009] p. 28 – 33.
<<http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/summary?doi=10.1.1.92.5769>>
ISSN:1087-8572. DOI:10.1108/10878570210697513

Le cabinet de consultant d'IBM propose une analyse des évolutions du modèle économique de l'industrie des médias et du divertissement à l'ère numérique, et des conseils pour s'y adapter. La chaîne de valeur traditionnelle, basée sur une production linéaire avec push du produit final vers le consommateur, laisse la place à une production de valeur non linéaire dans laquelle les consommateurs, leurs envies, leurs idées, interagissent selon un mouvement pull/push, en fonction du temps, de l'attention qu'ils veulent bien allouer à une ressource: bienvenue dans "la boucle de l'attention". Les conseils et outils préconisés (comme les CRM) invitent entre autre à investir tous les canaux de diffusion possible et à soigner la relation client.

[19] HAGEL John. Strategy @ the Intersection of business and technology. Consulting, Speaking, Writing [en ligne]. Juin 2002, 2009 [consulté le 13 novembre 2009]. Restoring the power of brand. 12 juillet 2005. <<http://www.johnhagel.com/view20050612.shtml>>

Les stratégies marketing doivent se renouveler: ce n'est plus le produit mais le consommateur, l'attention à lui porter et à en recevoir, qui doit être au coeur des préoccupations des marques.

Régimes, manifestations et indicateurs de l'attention

[20] BLACKWELL Alan. Programming Culture in the 2nd-Generation Attention Economy [en ligne]. CiteSeerX - Scientific Literature Digital Library and Search Engine. 2008. [consulté le 3 septembre 2009]. <<http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/summary?doi=10.1.1.63.9482>>

La possibilité donnée aux usagers ou consommateurs d'interférer aussi bien dans les modalités de diffusion des programmes (télévisés) que dans l'offre de contenu (du web)

impliquent des efforts et bénéfiques attentionnels nouveaux: les mesures d'audience, quantitative et qualitative, rendues difficiles par la multitude des canaux et des acteurs de la production-diffusion et de l'échange-consommation, doivent être repensées dans ce "Second âge de l'économie de l'attention".

[21] BOULLIER Dominique. Les industries de l'attention : fidélisation, alerte ou immersion. Réseaux. 2009. Varia n°154, p. 231-246. ISBN : 9782707157492. DOI : 10.3917/res.154.0231 <<http://www.cairn.info/revue-reseaux-2009-2-p-231.htm>>

L'auteur distingue trois régimes d'attention, en montrant les dispositifs anciens sur lesquels ils s'appuient, leurs nouvelles formes numériques et les modalités attentionnelles mises en œuvre: la fidélisation, qui joue sur la durée, entre ainsi en compétition avec l'alerte, qui parie sur l'intensité, alors qu'une autre modalité attentionnelle émerge actuellement à partir des jeux vidéo, celle de l'immersion qui combine durée et intensité.

[22] ERTZSCHEID Olivier. Affordance.info [en ligne]. Le web implicite. Août 2005, Octobre 2009 [consulté le 30 octobre 2009]. Le web implicite. 26 juin 2007. <http://affordance.typepad.com/mon_weblog/2007/06/le-web-implicite.html>.

Présentation du web implicite en tant que révélateur des manifestations de l'attention. Points positifs ("machine intelligente") et négatifs (abus de la publicité comportementale).

[23] FALKINGER Josef. Attention economies. Journal of Economic Theory [en ligne], mars 2007, vol. 133, p. 266-294. doi:10.1016/j.jet.2005.12.001 <<http://www.sciencedirect.com/>>

L'auteur propose une modélisation mathématique de l'économie de l'attention, qui doit permettre d'évaluer la rentabilité des envois d'informations pour les "émetteurs", dans un contexte où les "récepteurs" voient leur attention extrêmement sollicitée.

[24] HUBERMAN Bernardo, WU Fang. The Economics of Attention: Maximizing User Value in Information Rich Environments [en ligne]. World Scientific Publishing Company. 2008. Complex Systems, Vol. 11, No. 4, pp. 487-496. <<http://portal.acm.org/citation.cfm?id=1348602>>

Cet article traite des bénéfiques attentionnels induits par l'utilisation d'une *Attentive Interface User* (AUI). Ce dispositif sensible à l'attention de l'utilisateur cherche à la mesurer en évaluant le moment le plus pertinent pour l'interrompre dans ses tâches, ainsi que le type de

message à lui adresser. Les Interfaces Utilisateurs Attentives exploitent de nouveaux modes de dialogue et de prédiction pour déterminer les paramètres de l'attention de l'utilisateur (comme sa présence, sa proximité, son niveau d'activité).

[25] HUBERMAN Bernardo, WU Fang. Persistence and Success in the Attention Economy. [en ligne]. ArXiv. avril 2009. < <http://arxiv.org/abs/0904.0489>>

A partir de données prélevées entre 2006 et 2008 sur la base de vidéo en ligne en libre accès YouTube, les auteurs étudient l'indicateur de persistance, souvent considéré comme une clé du succès dans l'économie de l'attention. L'indicateur de persistance (k) est compris comme le nombre de mise en ligne n'atteignant pas le seuil de popularité requis (1% des vidéos les plus visitées selon une temporalité donnée) avant que le producteur de ces vidéos ne connaisse le succès ou ne se lasse et cesse toute mise en ligne. L'étude montre que les vidéos qui comptabilisent le plus de visites sont celles produites par de nouveaux venus sur la plateforme, et ceux dès les premières semaines de mise en ligne, la persistance s'avérant aussi efficace - garant de succès- sur YouTube qu'à la "Loterie Nationale".

Modèles économiques et libre accès dans l'économie de l'attention

[26] GOLDBERGER Michael. The value of openness in an attention economy. First Monday [en ligne]. Volume 11, Number 6. 5 June 2006. <<http://firstmonday.org/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/view/1334/125>>

La diffusion en libre accès est décrite comme une composante majeure de l'économie de l'attention. Toute barrière financière est à éviter en ce qu'elle limite le potentiel d'accès à l'attention. Les cas des logiciels libres et des publications scientifiques Open Access sont présentés.

[27] GUILLAUD Hubert. Read Write Book. Marin Dacos (dir.). Centre pour l'Edition électronique ouverte (Cléo). 2009. Qu'est ce que le livre à l'heure du numérique? p. 51-71. ISBN 978-2-7466-1240-2

[28] KAPLAN Daniel. Musique et numérique: l'économie MySpace est-elle favorable à la création? [en ligne]. InternetActu. 12 avril 2007 [consulté le 3 septembre 2009]. <<http://www.internetactu.net/2007/04/12/musique-et-numerique-leconomie-myspace-est-elle-favorable-a-la-creation/>>

L'auteur présente les caractéristiques principales du modèle économique de l'attention: déplacement vers l'aval du pouvoir économique (marques centrées sur le consommateur et

non plus sur le produit), économie de la publicité (les biens consommés ayant eux-mêmes une valeur économique faible) et concentration de cette économie sur des plateformes centralisatrices (coût de migration des utilisateurs, effet réseau, et du coup places privilégiées des publicitaires). S'intéressant particulièrement au marché numérique des biens culturels (ici la musique), il présente les effets positifs de l'économie de l'attention, quand elle permet à des musiciens de se distinguer et de se faire repérer par des labels grâce à leur popularité en réseau, mais en pointe également les dangers: les plateformes telle MySpace, médiatrices d'aujourd'hui, ne risque-t-elle pas de devenir les majors d'hier, et par là de (re)mettre en danger la diversité culturelle?

[29] MOUNIER Pierre. L'édition en ligne: un nouvel eldorado? Un nouveau paradigme pour l'édition de sciences humaines. In Dacos Marin, Mounier Pierre. Blogo Numericus [en ligne]. Paris, Marseille, Homo-Numericus, publié le 4 février 2005, dernière mise à jour le 1 septembre 2009 [consulté le 20 septembre 2009]. Billet du 22 mai 2008. <<http://blog.homo-numericus.net/article154.html>>

L'auteur inscrit l'édition électronique de publications scientifiques en sciences humaines et sociales dans le modèle économique de la longue traîne, tel qu'il a été défini par Chris Anderson. Le rôle des intermédiaires, ici des plateformes qui permettent de concentrer l'offre de revues électroniques comme Persée, Cairn ou Revues.org, est réaffirmé dans le contexte d'économie de l'attention.

[30] SCHERER Eric. L'économie de l'attention [en ligne]. MediaWatch. 2008. 146 p. <<http://mediawatch.afp.com/public/AFP-MediaWatch Printemps-Ete 2008.pdf>>

L'auteur pose la question du modèle économique des médias traditionnels d'information à l'heure où les modèles de la gratuité et de la relation de service s'imposent sur le cyber espace.

Economie de l'attention et bibliothèques

[31] BREITENSTEIN Mikel. Push and Pull in The Attention Economy.[en ligne] DLIST. 2007. [consulté le].< <http://dlist.sir.arizona.edu/2063>>

Dans le contexte de l'économie de l'attention, l'auteur préconise une utilisation des outils web 2.0 pour une gestion collaborative des ressources documentaires avec les usagers.

[32] BRIDGES Karl. Librarians and the Attention Economy. *Library Philosophy and Practice (e-journal)*. [en ligne]. University of Nebraska. Mars 2008. [consulté le 17 août 2009]. < <http://digitalcommons.unl.edu/libphilprac/172>> ISSN 1522-0222

Les missions traditionnelles des bibliothèques doivent être repensées dans le contexte d'économie de l'attention. Elles ne peuvent plus couvrir l'offre documentaire dans son ensemble, le principe de collection doit s'affirmer.

L' ECONOMIE DU NUMERIQUE

Le gratuit dans l'économie numérique

[33] AIGRAIN Philippe. Blog de Philippe Aigrain [en ligne]. mars 2004, octobre 2009 [consulté le 30 octobre 2009]. Libertés, capacités, gratuité, publicité. 27 juin 2008. <<http://paigrain.debatpublic.net/?p=157>>

Typologie des différents modèles économiques des biens informationnels numériques.

[34] ANDERSON Chris. The Long Tail [en ligne]. Octobre 2004. Dernière mise à jour en juillet 2009 [consulté le 16 septembre 2009]. < <http://www.longtail.com/>>

Ce blog présente la théorie de l'auteur sur la Longue Traîne et fait un suivi quotidien des actualités relatives à l'économie du gratuit.

[35] ANDERSON Chris. La Longue traîne. InternetActu [en ligne], Fing (Fondation Internet Nouvelle Génération). 12 avril 2005. Mise à jour le 26 septembre 2005. [consulté le 12 septembre 2009]. *Traduction en français de la première publication de l'article sur Wired en octobre 2004* <<http://wired-vig.wired.com//wired/archive/12.10/tail.html>>. <<http://www.internetactu.net/2005/04/12/la-longue-traine/>>

Traduction en français de l'article de Chris Anderson sur la théorie de la Longue Traîne, suivant laquelle l'économie du numérique - et notamment des biens culturels, reposant sur des coûts marginaux de stockage et de distribution faibles, peut adjoindre au marché de masse l'infini des marchés de niche. Des prix au plus proche du coût réel, des produits de qualité et des recommandations personnalisées permettant la mise en visibilité de l'offre dans toutes ses dimensions, font de la nouvelle économie numérique un modèle basé sur l'abondance capable d'entrer en compétition avec la gratuité.

[36] ANDERSON Chris. Free: the future of a radical price. New York. Hyperion. 2009.

L'auteur développe un modèle économique de la gratuité, qui repose sur l'offre de service associée aux contenus informationnels et non plus sur la vente d'un droit d'accès aux contenus.

[37] BOMSEL Olivier. Gratuit ! Du déploiement de l'économie numérique. Folio Actuel, Paris, Editions Gallimard, 2007.

L'auteur présente les modèles économiques basés sur une offre de service ou de contenu gratuits tels qu'ils se déploient dans l'économie numérique des biens informationnels et culturels. L'étude des réseaux *peer to peer* et de l'opérateur dominant Google vient étayer sa démonstration.

[38] GUILLAUD Hubert. La gratuité est-elle l'avenir de l'économie?. InternetActu [en ligne]. 10 mars 2008. [consulté le 3 septembre 2009]. <<http://www.internetactu.net/2008/03/10/la-gratuite-est-elle-lavenir-de-leconomie/>>

L'auteur présente la thèse de Chris Anderson qu'il entend comme un nouveau modèle économique basé sur la gratuité de la distribution des biens, et notamment des biens immatériels. Six modes de financement de la gratuité sont détaillés puis complétés par "8 valeurs génératives" déterminées par Kevin Kelly comme pouvant inciter un utilisateur à payer un service accompagnant une offre gratuite de bien.

Biens communs et biens publics dans l'économie numérique

[39] AIGRAIN Philippe. Cause commune. L'information entre bien commun et propriété. Paris, Fayard, 2005. 283 p.

Certains biens informationnels, en vertu de leurs caractéristiques de bien public et/ou de bien commun, doivent sortir du champ d'application de la propriété intellectuelle, quand elle recouvre une appropriation, une privatisation, aux dépens de la communauté universelle.

[40] AIGRAIN Philippe. Internet et Créations numériques, PUL, Lyon, 2005.

Le financement des activités créatrices sur Internet ne doit pas dépendre de l'économie de marché et de la privatisation des droits de propriété intellectuelle mais reposer sur une contribution générale, en ce qu'elles font parties des biens communs.

[41] BOLLIER Dominique. The Rediscovery of the Commons. Open Knowledge. Upgrade [en ligne] 2003, vol. IV, issue n°3. [consulté le 20 octobre 2009]. <<http://www.upgrade-cepis.org/issues/2003/3/upgrade-vIV-3.html>>. Traduction française de Olivier Berger sur <<http://www.april.org/files/articles/theses/upgradevf/RediscoveryCommonsFr.html>>

Les pratiques de libre échange et de production collaborative sur le Web s'échappent des logiques de l'économie de marché, qui ne suffisent plus à rendre compte et épanouir les relations humaines. Le paradigme des biens communs convient davantage à notre "cyber-société".

[42] DEMAZIERE Didier, HORN François, ZUNE Marc. Les mondes de la gratuité à l'ère du numérique: une convergence problématique sur les logiciels libres. Revue Française de Socio-Economie [en ligne]. 2008, n°1. [consulté le 20 octobre 2009]. p. 47-65. <http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RFSE_001_0047>. ISBN 9782707154415; DOI 10.3917/rfse.001.0047

L'Etat, dont l'attribut classique est de fournir certains biens et services gratuits en vertu du bien public, se voit ouvrir de nouvelles perspectives d'engagement dans l'économie numérique. S'il recule quant à une possible excluabilité des biens informationnels et culturels, il trouve un terrain d'action avec les logiciels libres, dans une convergence d'intérêt aussi bien avec les particuliers qu'avec les entreprises.

[43] LE CROSNIER Hervé. Désintermédiation et démocratie. Quelques questions dans le domaine culturel. *Multitude* [en ligne]. 2004, n°19, p. 143-160. *Dossier "Mineure. Internet : la fin des intermédiaires ?"*. <http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=1811>

Présentant les marchés de l'édition scientifique, de l'édition littéraire, de l'industrie musicale et de la presse d'actualité, l'auteur conteste l'antienne dite californienne selon laquelle les intermédiaires sont voués à disparaître sur le Net, le réseau facilitant les relations directes entre créateurs de contenu et consommateurs. Il met en avant le rôle joué par de "nouveaux intermédiaires" qui, dans la mouvance du mouvement du logiciel libre, font vivre la "question démocratique" en se positionnant pour un accès égalitaire au savoir et à la culture, font entendre une conception élargie du bien commun de la connaissance.

Le marché de l'Information scientifique et technique

[44] CHARTRON Ghislaine. L'offre documentaire numérique: repères et décryptage. Documentaliste-Sciences de l'information [en ligne]. 2008, n°2, Volume 45. [consulté le 15 août 2009]. p. 28-34.

<http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=DOCSI&ID_NUMPUBLIE=DOCSI_452&ID_ARTICLE=DOCSI_452_0028>. ISSN 0012-4508

Cet article présente un panorama des acteurs et des offres documentaires, en reconfiguration face à la nouvelle économie de l'Internet. Si les opérateurs dominants tel Google ne sont pas écartés, une large place est faite à l'Information scientifique et technique, et aux problématiques liées des bibliothèques universitaires. Soulignant le pas pris par l'industrie du contenant sur l'industrie des contenus, il met en avant le rôle joué aujourd'hui par les agrégateurs publics ou privés, qui diversifient leur offre de service pour attirer l'attention des utilisateurs et fidéliser leur lectorat. Nouveaux infomédiaires, aux côtés d'autres portails d'accès développés par les institutions publiques (SCD entre autres), ils deviennent des points d'accès centralisés aux ressources, dont les stratégies de mise en visibilité traditionnelles (multidiffusion, référencement, partenariat et mise en réseau) doivent s'accompagner du respect des standards permettant l'interconnexion des ressources (DOI, Crossref, OpenUrl). L'article met en exergue en dernier lieu les nouvelles logiques économiques en test depuis l'émergence du mouvement de l'Open Access, et appelle les professionnels de l'information à prendre en compte les ressources en libre accès au même titre que l'offre payante dans l'offre documentaire portée à l'attention des usagers.

[45] CHARTRON Ghislaine. Evolution de l'édition scientifique, 15 ans après. HAL-CCSD. 2007. < http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00186675/en >

Cette communication dresse un bilan du développement de l'édition scientifique numérique en 15 ans. Elle pointe un ensemble d'étapes et considère en particulier les évolutions de l'économie du secteur. En considérant les critères d'open access, d'expertise scientifique et de financement, différents modèles sont identifiés. La dimension prospective finale anticipe différentes configurations envisageables. L'accent est mis sur la nécessité de prendre en considération l'open access dans le cadre du développement des infrastructures de la recherche. [Résumé de l'auteur]

LE MOUVEMENT DE L'OPEN ACCESS

Le Mouvement de l'Open Access: historique, acteurs, enjeux

[46] BOSCH Hélène. Archives ouvertes : quinze ans d'histoire [en ligne]. In AUBRY C., JANIK J. Les Archives Ouvertes : enjeux et pratiques. Guide à l'usage des professionnels de l'information. Paris, ADBS, 2005. p 27-54. <
<http://cogprints.org/4408/2/Ouvragearchive.htm>>

L'idée et les bénéfices du libre accès aux publications scientifiques sont maintenant compris par un nombre croissant de chercheurs qui publient dans de nouvelles revues en libre accès, mais les possibilités offertes par les Archives Ouvertes qui pourraient donner un libre accès immédiat à la totalité des articles scientifiques, restent encore sous-utilisées. Ce chapitre expose les différentes tentatives faites pendant quinze ans pour généraliser la pratique de l'auto archivage née chez les physiciens et qui mettent leurs travaux en libre accès (auto-archivent), depuis 1991. Les bénéfices de l'auto-archivage et des archives ouvertes sont expliqués dans cet article. Toutefois, l'appropriation par les chercheurs et les institutions du processus d'auto-archivage se fait attendre. Les raisons en sont explicitées. Les dispositions prises par certaines institutions suite à la réunion de Berlin 3 à Southampton (UK) permettent de penser que la pratique de l'auto-archivage, va considérablement se généraliser en 2005. Le libre accès ainsi donné, permettra d'augmenter l'impact scientifique des recherches menées dans le monde. [résumé de l'auteur]

[47] DROTT Carl. Open Access. Annual Review of Information Science and Technology, 2006, vol 40, pp. 79-109, 80 ref.

L'auteur, à partir de l'ensemble de la littérature existant sur le sujet, cherche à dresser un état des lieux objectifs de la complexe question du libre accès aux données sur Internet. Il examine à travers ce titre la pression financière qui pèse sur les bibliothèques universitaires, la qualité et la réputation des journaux, l'évaluation des travaux de recherche par les pairs, le processus éditorial, l'archivage en tant qu'alternative aux journaux en libre accès, les modalités de paiement par les auteurs, les outils de recherche des ressources archivées, le droit d'auteur, les organisations qui soutiennent le libreaccès, enfin les tendances actuelles sur l'open access. [Résumé du Bulletin bibliographique de l'INTD. 2009, Vol. 22, n°2. n° 28014]

[48] GALLEZOT Gabriel. Open Access, Open Archives, OAI-PMH. 10 ans après, où en est-on? In L'Université d'été de l'édition électronique ouverte [en ligne]. 7-11 septembre 2009.

Marseille. Cléo, 22 septembre 2009 [consulté le 30 octobre 2009]. Podcast < <http://leo.hypotheses.org/2600>.>

Mise en évidence des spécificités de chacun des actes des textes fondateurs du Mouvement de l'Open Access, suivi d'une présentation de l' "épître", revue électronique "en flux", en construction en ligne.

[49] GUHA Kumar. L'Open Access. [en ligne]. Ecole nationale des ponts et chaussées. Mis à jour le 16 janvier 2006 [consulté le 30 octobre 2009]. <http://www.enpc.fr/fr/documentation/doc_electronique/dossier_openaccess.htm>

Dossier documentaire qui présente la position et les engagements des acteurs impliqués par l'Open Access: chercheurs, éditeurs et bibliothèques. Il dresse une chronologie du Mouvement de l'Open Access de 1991 à 2005.

[50] HARNAD Stevan. The Green Road to Open Access: A Leveraged Transition. In: The Culture of Periodicals from the Perspective of the Electronic Age. Paris, pp. 99-105, L'Harmattan, 2007. p. 99-105. Version Open Access (eprint) en ligne <<http://eprints.ecs.soton.ac.uk/15753/>>

L'auto-archivage est présenté comme une étape de transition vers le Gold Open Access.

[51] HARNAD Stevan, BRODY Tim. Comparing the Impact of Open Access (OA) vs. Non-OA Articles in the Same Journals. [en ligne] D-Lib Magazine. June 2004. Volume 10 Number 6. <<http://www.dlib.org/dlib/june04/harnad/06harnad.html>> ISSN 1082-9873

Relevé et présentation d'études qui confirment que les ressources Open Access ont un impact factor aussi élevé sinon plus que les autres.

[52] INIST. Libre accès à l'Information Scientifique et technique [en ligne]. Dernière mise à jour le 6 juillet 2009 [consulté le 30 octobre 2009] <<http://openaccess.inist.fr/>>

Site dédié au Libre Accès: définitions, fil de brèves, réalisations, débats, interrogations, études et prises de position de la part des acteurs impliqués dans la communication scientifique. Sont accessibles dans les rubriques suivantes : Problématiques et perspectives, divisée en trois sous-rubriques : Implémenter le Libre Accès, Archives ouvertes et Revues en libre accès ; Textes de référence ; Interviews ; Manifestations.

[53] O'DONNELL James, OKERSON Ann Shumelda. Scholarly Journals at the Crossroads: A Subversive Proposal for Electronic Publishing [en ligne]. Washington DC. Association Research Library (ARL). 1995 [consulté le 21 octobre 2009]. <<http://www.arl.org/sc/subversive/>>. ISBN: 0-918006-26-0

Publication de la "proposition subversive" de Stevan Harnard relative aux Archives Ouvertes et des réactions et débats qui s'en sont suivis.

[54] SUBER Peter. Open Access News [en ligne]. 2002. Dernière mise à jour le 30 octobre 2009 [consulté le 30 octobre 2009] <<http://www.earlham.edu/~peters/fos/fosblog.html>>

Blog de Peter Suber sur le Mouvement de l'Open Access.

[55] SUBER Peter. Open Access Overview. [en ligne]. 2004. Dernière mise à jour le 19 juin 2007 [consulté le 3 septembre 2009] <<http://www.earlham.edu/~peters/fos/overview.htm>>

Présentation du Mouvement de l'Open Access: historique, acteurs, enjeux; distinctions entre le *Green OA* (Archives Ouvertes) et le *Gold OA* (Revue en libre accès).

[56] TURK Nana. Citation impact of Open Access journals. *New Library World* [en ligne]. 2008, vol. 109, n° 1/2 [consulté le 30 octobre 2009]. p. 65-74 <<http://www.emeraldinsight.com/Insight/viewContentItem.do?contentType=Article&contentId=1642004>> DOI 10.1108/03074800810846010

Relevé et présentation d'études qui confirment que les ressources Open Access ont un impact factor aussi élevé sinon plus que les autres.

Open Access et bibliothèques

[57] BOICE Kristin. Open Access, Libraries, and the Future of Scholarly Publishing. *DLIST*. 2008. ID Code:2485. <<http://dlist.sir.arizona.edu/2485/>>

Running scholarly presses as profit centers is becoming increasingly unsustainable as many are barely able to stay solvent in today's market economy. Under increasing financial pressures university presses are creating a bottleneck for the publishing of scholarly articles, making less of it available more slowly. By restricting access and limiting outlets for publication, today's commercially structured scholarly publishing system runs counter to the aims of scholarly publishing—to circulate discourse and research findings through academic

institutions and into the world. The open access movement is one response to a general failure of the for-profit scholarly publishing system. This paper looks at what it would mean to reconfigure scholarly publishing away from commerce and toward an open access model, and the potential role of libraries within an open access publishing system. [Résumé de l'auteur]

[58] BOSCH Hélène, HARNARD Stevan. In a paperless world a new role for academic libraries: Providing Open Access. [en ligne]. Learned Publishing, volume 18, 2005.[consulté le 3 septembre 2009]. <http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00120214/en/>

Les bibliothèques devraient être considérées comme des outils de recherche qui évoluent avec la technologie. Internet a changé la façon de communiquer la science et par conséquent le rôle des bibliothèques a changé. Les chercheurs peuvent maintenant mettre leurs articles soumis au contrôle des pairs, en Libre Accès (c.a.d.un texte intégral ,gratuit, en ligne sur le web) de deux façons différentes: en les publiant dans des revues en Libre Accès et en les auto-archivant dans leurs archives institutionnelles. Les bibliothécaires sont les meilleurs alliés des chercheurs dans ces deux stratégies du Libre Accès. Quelques uns des meilleurs exemples sont décrits dans cet article. Nous en concluons qu'il faut une politique d'obligation d'auto-archiver pour accélérer la croissance du Libre Accès -et par conséquent l'usage de la recherche et son impact - partout dans le monde.[Résumé de l'auteur]

[59] COUPERIN. Les Archives Ouvertes. [en ligne]. 2007, Mises à jour 2009 [consulté le 30 octobre 2009] < <http://www.couperin.org/archivesouvertes/>>

Site du consortium Couperin sur les Archives Ouvertes.

[60] SALAUN Jean-Michel. Libre accès aux ressources scientifiques et place des bibliothèques [en ligne]. BBF 2004. T. 49, n° 6. <<http://bbf.enssib.fr>>

Après avoir retracé les temps forts et les enjeux de l'Open Access, et mis en évidence la rupture de l'articulation traditionnelle édition-bibliothèques, l'auteur présente le rôle que les bibliothèques sont appelées à jouer vis à vis des ressources en Libre Accès dans le contexte particulier de l'économie de l'attention.

[61] SHA LI Zhang (University Libraries, The University of North Carolina at Greensboro, Greensboro, North Carolina, USA 229). The flavors of open access. International digital library perspectives Vol. 23 No. 3, 2007. pp. 229-234, Emerald Group Publishing Limited 1065-075X. DOI 10.1108/10650750710776332.

www.emeraldinsight.com/1065-075X.htm

Cet article insiste sur les enjeux de l'Open Access pour la recherche internationale. Il présente les temps forts de l'Open Archive Initiative et les acteurs institutionnels engagés dans ce processus en Europe et aux Etats-Unis, depuis la Déclaration de Budapest en 2002 jusqu'à la constitution du Sponsoring Consortium for Open Access Publishing in Particle Physics par le CERN en novembre 2006. Il distingue dans un second temps des positionnements diversifiés face à ce Mouvement : les "Advocates", acteurs engagés de l'Open Access, les "Critics" – soient les éditeurs commerciaux ("for-profit publishers")- et les "Observers" compris comme les chercheurs eux-mêmes. L'auteur conclue sur un appel aux bibliothèques universitaires, qui doivent jouer un rôle pédagogique pour encourager la pratique de l'autoarchivage et favoriser la diffusion des publications en libre accès.

Annexes

Annexes de la première partie

Annexe 1 - La Nouvelle Economie repose sur l'attention, qui seule fait sens (Michael Goldhaber, 1996)

Traduction en français des "Principes de la Nouvelle Economie" et d'apophtegmes sur l'attention.

GOLDHABER Michael H. Principles of the NEW ECONOMY. [en ligne] 1996. [consulté le 30 août 2009] <<http://www.well.com/user/mgoldh/principles.html>>

1. Un nouveau type d'économie, basée sur de nouvelles lois, s'impose dans le cyber espace. Comme toute économie, celle là est basée sur ce qui est à la fois le plus désirable/souhaitable et le plus rare, à savoir, aujourd'hui, l'attention que les gens peuvent porter à quelque chose.
2. L'attention est rare parce que chacun de nous a peu de soi-même à donner et qu'elle ne peut venir de nulle part ailleurs que de nous - pas des machines, ordinateurs, etc.
3. Une économie doit se baser sur quelque chose de fongible (choses interchangeables, identiques les unes aux autres, non individualisées), qui peut se passer tout le long, et une de ces choses sur le web, c'est l'attention à travers les hyperliens
4. Tout le monde n'attire pas l'attention de la même manière, avec la même intensité. Certains de nous sont des stars, mais la plupart sont des fans.
5. Plus on accorde de l'attention à quelqu'un, plus cette personne est gravée dans la mémoire, et plus il est aisé de lui accorder plus d'attention encore.
6. Donc, en gros, le patrimoine d'attention est égale à : taille = x écoute de vos publics passés et présents. ["So, roughly, your attention wealth = size x attentiveness of your past and present audiences."]
7. Contrairement à l'ancienne matière sur laquelle la richesse était fondée, vous ne pouvez absolument pas espérer mettre la nouvelle sous clé (sous les verrous, dans un coffre). Vous ne pouvez l'obtenir qu'en tendant la main au monde.
8. La richesse vient alors de votre expression directe. La meilleure garantie que l'attention vous revienne pour ce que vous êtes en train de faire est de vivre votre vie le plus

ouvertement possible, vous exprimant en public aussi souvent que possible (par conséquent il faut contrôler les anciennes versions, etc, ainsi il y a de plus en plus de témoins de tout ce que vous faites.)

9. Aussi vous accumulez l'attention à travers toute l'étendue de votre personnalité, tout ce qui fait que vous êtes vous et personne d'autre. Si j'avais la technologie adéquate sous la main, je devrais vous montrer à quoi je ressemble, et peut-être le faire en vidéo (Je devrais peut-être me déshabiller, même, comme sur les couvertures du magazine Vanity Fair, mais je suis un peu trop timide).

10. Donc la nouvelle vie privée et l'ancienne n'ont plus rien à voir, sont totalement opposées. La nouvelle vie privée ne doit plus avoir de secret, dont on a normalement besoin, il faut exposer les choses qui avant nous rendaient honteux ou devaient rester cachées. Par exemple, les "rapports sexuels entre adultes consentants en privé", ainsi appelés dans les années soixante dix, peuvent maintenant certainement être discutés, voire même montrés en vidéo en public. Le sexe étant ce qu'il est, difficile de trouver exemple plus parlant.

11. Ce que les gens demandent maintenant dans leur vie privée, c'est la liberté de leur don d'attention, pas d'être vu, mais de ne pas voir ce qu'ils ne veulent pas.

GOLDHABER Michael H. Some Attention Apothegms. [en ligne] 1996. [consulté le 30 août 2009] < <http://www.well.com/user/mgoldh/apoth.html> >

1. Pour porter attention (pay attention) à quelque chose, il faut la regarder suivant la même perspective que la personne qui est en train d'en parler, ou qui essaie d'en parler. (voir billet de blog sur l'enfant de deux ans: <<http://www.well.com/user/mgoldh/attmean.html>>)

2. Ainsi, si quelqu'un dit: «J'ai été à la maison en vélo», vous reconnaissez, tout d'abord qu'elle parle d'elle, de son vélo, de sa maison, même si vous référez également à vous en tant que «je», à votre vélo comme «mon vélo »et à l'endroit où vous vivez comme « maison»

3. Mais vous allez plus loin que ça, si vous êtes prêt à lui accorder entière attention. Vous pouvez penser à la manière dont elle a ressentie cette expérience - routine, aventure, peur, tranquillité, bruit, vitesse, etc. Sa maison est-elle gaie ou triste? Et d'où venait-elle? Qu'est ce que ça veut dire, pour elle, d'avoir fait ça / Qu'est ce ça veut dire pour elle maintenant qu'elle a fait ça?

4. Même si ce n'est que le début (de la relation). Si vous la connaissez bien, il n'y aurait plus de limite aux nuances que vous pourriez donner à ce simple évènement. Accorder pleine attention est bien entendu un idéal, jamais complètement atteint. Plus vous en savez d'elle, plus vous êtes proche de sa façon de penser, plus vous vous rapprochez d'un simple haussement d'épaule.

5. En bref, accorder son attention revient à transformer son esprit, l'adapter à ceux vers qui l'on tourne l'attention.

6. Plus vous accordez de l'attention à quelqu'un, plus vous adaptez votre esprit à la forme de son esprit.

7. Pour faire attention, vous devez adapter votre esprit, vous devez être capable de donner du sens à ce qui est en train de se dire ou de se faire. Quiconque parle ou agit veut que vous - ou qui que ce soit - saisissiez ce qu'il est en train de faire, et par ce seul désir, lui accorder de l'attention a une valeur toute autre que d'accorder de l'attention à un objet inanimé, qui ignore ou se moque de retenir votre attention. Vous êtes en connexion. Votre attention fait la différence.

8. Si vous entendez les murmures de quelqu'un mais que vous n'en saisissez pas le sens, et que rien ne vient rectifier ça, vous avez du mal à accorder votre attention. Vous devez être convaincu que cette personne s'adresse bien à vous pour continuer à lui accorder une totale attention. Plus encore, vous devez le comprendre. En quoi vous devez être un minimum sur sa longueur d'onde. [Si vous voyez quelqu'un faire une pantomime et que vous ne comprenez pas que c'est ce qu'elle est en train de faire, vous ne vous étonnez pas ni n'essayez de le comprendre, vous ne lui prêtez pas du tout attention ... Il n'y a aucune connexion, à moins de transmettre avec succès au mime que c'est un échec.]

9. Est ce que ça marche dans tous les cas? Si personne ne comprend ce que vous faites, si vous n'y prêtez pas attention, si aucune connexion ne se fait, cela a-t il encore du sens? Comment savoir si vous n'êtes pas fou, ou que les gens qui sont là n'hallucinent pas ou se trompent sur vos propos si personne ne commence à comprendre ce que vous faites?

10. Le sens est conféré par les autres, à travers leur attention. Sans attention, la vie n'a pas de sens.

11. Vous pouvez être une grande star, talentueux dans n'importe quel domaine, mais ressentir encore que personne ne vous comprend vraiment, que personne ne fait attention à ce que vous êtes vraiment ou à ce que vous voulez vraiment exprimer, peut-être parce que vous avez peur de l'exprimer. Dans ce cas, vous captez assez peu d'attention, ou cela est

ressenti come tel. Votre vie n'a pas de sens, depuis qu'aucun sens ne lui est conféré par les autres, au sens où vous le ressentez réellement.

12. Dans l'économie de l'attention, vous obtenez de la richesse, l'attention de/à votre expression, en mettant votre vrai moi autant que possible en avant. Votre propriété, ce qui vous est propre, est ce pour/par quoi vous êtes capable d'obtenir de l'attention et ce que vous devez mettre en public. Plus vous obtenez d'attention pour ce que vous faites, plus vous avez de témoins que ce que vous dites vient de vous, que vous avez la priorité, et cela en ayant obtenu l'attention le plus tôt possible par rapport à ce que vous vouliez exprimer, plus vous retenez l'attention et la propriété de cette attention. Quiconque vous copie vous doit son auditoire, et de ce fait vous doit une faveur. Même celui qui essaie de détourner ce que vous dites attire l'attention sur vous par ce procédé.

Annexes de la troisième partie

Annexe 2 - Etude des statistiques de fréquentation du portail Revues.org (méthodologie)

Une étude des « liens externes » donnant accès au portail de Revues.org, recensés grâce au logiciel de statistique AWstat mis en place par le Cléo, a été menée pour l'ensemble de l'année universitaire 2008-2009, à raison d'un mois sur deux (septembre 08, novembre 08, janvier 09, mars 09 et mai 09).

<<http://statistiques.cleo.cnrs.fr/>>

Trois types de données ont été pris en compte :

- les url d'accès ;
- le nombre de pages accédées par url d'accès ;
- la qualité des url d'accès : plus le nombre de pages accédées via un url est important, plus cet url est un vecteur important (trois types de liens ont été distingués : les liens donnant accès à plus de 1000 pages, les liens donnant accès à un nombre de pages allant de 100 à 999, les liens donnant accès à un nombre de pages allant de 25 à 99 – le logiciel ne décompte pas les url donnant accès à un nombre de pages inférieur à 25).

Ces indicateurs ne permettent pas de connaître le nombre et le profil des utilisateurs accédant aux portail, ni l'usage qu'ils en ont fait (temps de consultation, téléchargements, etc.), mais ils permettent de situer l'apport des bibliothèques universitaires dans l'ensemble des médiateurs d'accès au portail Revues.org.

L'identification de chacun des url pour le mois de septembre 2008 a permis de distinguer plusieurs catégories et sous-catégories de liens entrant vers le portail de Revues.org:

Tab.1 - Catégories et sous-catégories de liens entrant vers le portail Revues.org

Catégories	Sous catégories	Exemples d'url identifiés
Liens en provenance de « l'ensemble Cléo »	liens en provenance de Lodel	http://www.lodel.org/
	liens en provenance des revues de Revues.org	http://www.conflicts.org/
	liens en provenance du portail Cléo	http://cleo.cnrs.fr/
	autres services documentaires mis en place par le Cléo (Calenda, Hypothèse, le blog de L'édition électronique ouverte – le Léo)	http://leo.hypotheses.org
Liens en provenance du « réseau » de Revues.org → Non pris en compte dans la catégorie à l'étude dans ce travail : pondération à la baisse	sites institutionnels en lien avec la recherche et l'enseignement	http://www.criminocorpus.cnrs.fr http://www.rnbn.org/
	sites partenaires	laboratoires ayant une revue sur Revues.org comme : http://w3.aislf.univ-tlse2.fr/spip/index.php
Liens de provenance diverses	sites d'information non universitaires	http://rezo.net
	moteurs de recherche généralistes hors ceux comptabilisés à part par AWstat	http://lo.st/cgi-bin/eolost.cgi
	url dont la provenance est difficile à identifier ou renvoie à des pages personnelles	http://imp.free.fr/horde/imp/message.php
Liens provenant des bibliothèques universitaires → Sont également pris en compte les liens pouvant provenir des bibliothèques universitaires en tant qu'ils réfèrent à des offres documentaires proposées par les portails de bibliothèques : pondération à la hausse → Dans le cadre de ce travail, cette catégorie est considérée comme « l'objet d'étude » Elle fera seule l'objet d'une analyse fine pour l'ensemble de la période étudiée.	url renvoyant directement à des portails de bibliothèques universitaires	http://portail.scd.univ-tours.fr:2082/search/m http://bdr.u-paris10.fr/sid/recherche.php
	liens dont la provenance implique des prestataires externes de gestion des ressources documentaires : AtoZ	http://atoz.ebsco.com/link.asp
	liens en provenance de portails de revues en Sciences humaines et sociales pouvant être proposés dans l'offre documentaire des bibliothèques universitaires	http://www.doaj.org/doaj http://www.persee.fr/web/revues/home
	liens provenant de moteurs de recherche spécialisés pouvant être proposés dans l'offre documentaire des bibliothèques universitaires	http://www.in-extenso.org http://www.scirus.com/srsapp/search
	liens provenant de portails documentaires étrangers (offres de services externalisables comprises)	http://rzblx1.uni-regensburg.de/ezeit/fl.phtml http://resolver.rero.ch/unine

Annexe 3 - Grille d'analyse des portails documentaires (modèle)

PORTAIL DOCUMENTAIRE DU SCD DE PARIS		
Identification		
Titre		
URL		
Date de création		
Périodicité de mise à jour		
Date de consultation		
Gestion humaine		
Outils de gestion		
Projets		
Libre accès : signalement via pages/rubriques spécifiques		
Typologie	Signalement	Commentaire
Signets (sites web)		
Archives ouvertes		
Catalogues collectifs		
Libre accès : intégration dans les offres documentaires		
Offres de service Points d'accès aux ressources (exemples)	Intégration de ressources en Libre accès	Si OUI : Signalement en tant que ressource en libre accès
Catalogue du SCD		
Répertoire de revues -AtoZ d'Ebsco		
Politique documentaire relative aux ressources en libre accès (bilan de l'entretien)		

Annexe 4 - Grille d'analyse d'un portail documentaire (exemple)

PORTAIL DOCUMENTAIRE DU SCD DE PARIS 1		
Identification		
Titre	Portail documentaire du SCD de Paris 1	
URL	http://bib.univ-paris1.fr/	
Date de création		
Date de consultation	28 juillet 2009	
Gestion	Un responsable des acquisitions des périodiques papier et électroniques Un responsable des acquisitions des bases de données et des outils de gestion des RE (alimentation du portail) Paris 1 – Cujas - Sorbonne	
Outils de gestion	Catalogue Aleph (Ex Libris) ; Moteur de recherche fédérée MetaLib (Ex Libris) ; Resolver de liens SFX (Ex Libris) ; EJS et AtoZ d'EBSCO ; Numilog (Système de Bibliothèque Numérique) ; Easy Proxy (accès distant) ; RefWorks , EndNote via Web of science, Zotero; ENT	
Projets	ERMS Couperin (d'ici 5 ans)	
Libre accès : signalement via pages/rubriques spécifiques		
Typologie	Signalement	Commentaire
Signets (sites web)	NON	
Archives ouvertes	NON	
Catalogues collectifs	OUI	Lien direct vers le SUDOC
Libre accès : intégration dans les offres documentaires		
Offres de service documentaires Points d'accès aux ressources	Intégration de ressources en Libre accès	Si OUI : Signalement en tant que ressource en libre accès
Catalogue du SCD	OUI [Mention, dans la notice du catalogue, de la ressource électronique en lien avec l'exemplaire papier du SCD ; accès au	NON [Signalement proposé : texte intégral]

	texte intégral via le resolver de lien]	
Répertoire de revues AtoZ d'Ebsco	OUI	OUI
Portail des ressources électroniques « Domino » (MetaLib) http://domino.univ-paris1.fr/V?RN=711094991		
Accès aux bases de données et de revues par recherche alphabétique (AtoZ)	OUI [81 bases des 160 proposées sont en libre-accès]	OUI Par icône et texte. Remarque : Bouton de sélection des bases en « Accès distant » sur le formulaire de recherche
Accès aux bases de données et de revues par liste des bases (AtoZ)	NON [69 bases listées en accès distant ou en test listées/ 160 proposées au total]	NON
Accès aux bases de données et de revues par rubriques disciplinaires et typologiques	Pas de rubrique « Ressources en libre accès » Mais : OUI – Les bases de ressources en libre accès sont listées dans chacune des entrées proposées	Des accès « Voir les bases en accès distant » et « Voir les bases en test » sont proposés. Dans chaque rubrique, descriptif des ressources « Accès distant » ou « Accès libre »
Accès aux revues via AtoZ et via catégories + Resolver de lien SFX	OUI	NON dans la liste** OUI dans une notice informative** OUI dans la notice des liens d'accès via le resolver de lien** ** Voir Capture d'écran
Accès aux revues par Fournisseurs	OUI	NON
Accès aux revues par « Prêt à chercher » (bouquets disciplinaires)	OUI [Un bouquet Revues francophones]	OUI
Politique documentaire relative aux ressources en libre accès		
<p>Il n'y a pas de rubrique ou de page consacrées spécifiquement en libre accès (signets, AO), mais elles sont intégrées dans les offres de services documentaires du portail. En ce sens, elles sont considérées comme « faisant partie intégrante des collections du SCD ». La visibilité des RE en libre accès passe ainsi ici essentiellement par leur bonne intégration aux offres de services proposées aux bibliothèques par des prestataires externes (gestionnaires d'abonnements qui ont diversifié leur offre de services : répertoires de revues, moteur de recherche fédérée, base de connaissance et resolver de lien)</p>		

Le portail Domino de revues électroniques du SCD de Paris 1 – outil de gestion des périodiques en ligne de Ex Libris - propose une notice informative où figurent les états de collection des revues fournies par les éditeurs à Ex Libris mais modifiables par les documentalistes. A droite, la fiche du resolver de lien avec les bases dans lesquelles il propose d'aller rechercher le texte intégral. La ressource, pour être proposée dans le répertoire de revues, doit être sélectionnée par les bibliothécaires dans la base de connaissance (sélection au possible au niveau du portail, de bouquets ou des titres de revues). Le resolver de lien /Open url

Revues électroniques

Simple | Catégories | Avancé

Revue / Titre : Début Contient Exact GO

Citation Linker : TEST

Résultats : 3 revues électroniques
Si vous ne trouvez pas ce que vous cherchez, vous pouvez essayer cet [autre outil](#).

Basculer vers l'affichage détaillé

Titre de la revue	ISSN	Accès
Clio	0884-2043	
Clio	1252-7017	
Clometrica	1863-2513	

[Retour Haut de page](#)
Propulsé par SFX

Information sur la ressource

Titre: [Clio](#)
ISSN: 1252-7017

Disponible: via Free E- Journals
Disponible depuis 1995
Attention! Derniers numéros non disponibles jusqu'à

Services P1+ pour cette notice

Source: Clio [1252-7017]

Texte intégral [en ligne]

via [Divers e-revues \(free\)](#) GO
Disponible à partir de 1995 volume: 1

via [Revues.org](#) GO
Disponible à partir de 1995 jusqu'à 2007

Trouver le document en bibliothèque [papier]

[Bibliothèques de Paris 1 \(SCD\)](#) GO
[Bibliothèque de la Sorbonne](#) GO
[Bibliothèques universitaires françaises \(SUDOC\)](#) GO

Référence

Télécharger une notice dans [\(TEST\) RefWorks](#) GO

Vos remarques

[Contactez-nous](#) GO

Université Paris 1 - SCD © 2005 SFX par Ex Libris Inc.

Annexe 5 - Guide d'entretien (Responsables des ressources électroniques dans les BU et SCD)

Méthodologie

-> Entretiens longs semi-directifs dans les BU auprès des responsables des RE

Objectifs

-> Déterminer la place/prise en compte des ressources en libreaccès dans les politiques documentaires des BU (Focus Revues.org / Persée - Cairn)

1.1 Qui/Comment a été constitué ce **portail** ?

1.2 Qui/Comment se fait la mise en ligne aujourd'hui?

1.3 Qui/Comment se passe l'actualisation des ressources ? Et l'agrégation de nouvelles ?

1.4 Pouvez-vous me présenter les ressources électroniques proposées sur le portail de la BU ?

1.5 Quelles sont les ressources en libre accès ? Comment sont-elles signalisées ? Comment y accéder ? Faites-vous une typologie des ressources en libre accès ?

1.6 Possibilité de personnalisation ? (rss, widget / ENT ?)

2. 1 **Communiquez** vous sur ces ressources, comment (pull/push) ?

2. 2 Les ressources en libre accès font-elles l'objet d'une communication particulière ?

3. 1 Quels sont les **outils** que vous utilisez pour gérer ces ressources électroniques ?

3.2 Pouvez-vous distinguer les outils locaux des prestations externalisées ?

3.3 Utilisez-vous un Resolver de liens (lequel) / le protocole d'Open Url / le protocole SRU-SRW? Projets ?

3. 4 Quels sont vos Besoins/Attentes/Difficultés (sur un plan technique)? Et pour les ressources en libre accès ?

4. 1 Quels sont vos outils personnels/ressources pour **suivre l'actualité** sur les ressources électroniques ?

4. 2 Portez-vous une attention particulière aux informations sur le libre accès ?

5.1 Quels sont les **critères d'acquisition** de ces ressources ?

5. 2 Comment définiriez-vous la politique d'acquisition de la BU ? Qui la définit ?

5.3 Les ressources en libre accès sont-elles prises en compte dans la politique d'acquisition ?

5.4 Lesquelles (critères) ?

6.1 Quelles mesures **statistiques** opérez-vous ?

6.2 Sont-elles produites en locales ou externalisées ? Par qui ?

6.3 Dans quel but sont-elles produites ? Comment les résultats sont-ils exploités ? Par qui ?

6.4 Les ressources électroniques en libre accès font-elles l'objet de mesures d'usage ? Pourquoi ?

7.1 Schéma de **positionnement** et connaissance de ressources en libre accès

7.2 Quels autres ressources / projets relatifs à l'open access connaissez-vous/suivez-vous ?

7.3 Dans l'ensemble, quelle perception avez-vous des ressources en libre accès ?

7.4 « Mouvement du libre accès » / Acteurs, étapes ? Intérêt pour le sujet, pour en savoir plus ?

8.1 Que savez-vous de **Revue.org** ? Qui (imaginez-vous) se cache derrière Revue.org ?

8.2 Revue.org est-il présenté sur votre portail ? Où ? Comment est-il décrit ?

8.3 Saviez-vous que Revue.org est une ressource en libre accès, qu'en pensez-vous ? Est-il important de communiquer sur cet aspect ? Comment ?

Sur quoi faut-il communiquer ? Comment ?

A qui ? Listes de diffusion ?

Vous-mêmes, communiquerez vous sur cet aspect ? auprès de vos collègues ? des enseignants-chercheurs ? des étudiants ?

Bouquet des revues en OA ?

8.4 De quoi auriez-vous besoin pour améliorer la visibilité de Revue.org dans votre offre documentaire ?

8.5 Sur un plan technique ?

URL de la *coverage list*, fichier OPML, dépôt OAI, protocoles SRU-SRW?

8.6 Seriez-vous intéressés à suivre les nouveautés de Revue.org? Comment aimeriez-vous suivre leur actualité (mail, rss) ? Quelle actualité (revues, développement technique, autre ?)

8.7 Quels conseils donneriez-vous à Revue.org pour qu'ils puissent améliorer leur visibilité dans l'offre de produits/ressources que vous proposez ?

Langages et formats documentaires

Interopérabilité (OAI-PMH, SRU/SRW, WebServices) ;

8.8 Dans quelle mesure les BU se sentent-elles partenaires de Revue.org ? Peuvent-elles devenir des partenaires de Revue.org?

Annexe 6 - Retranscription d'un entretien auprès de responsables des ressources électroniques

Cet entretien est présenté ici à titre d'exemple. La matière recueillie lors des entretiens est extrêmement dense et peut être difficile à exploiter. Le tableau présenté dans l'annexe 7 (p. 150) offre une grille d'analyse efficace des entretiens.

Responsables des RE (FM et GM) ; jeudi 2 juillet 2009; 10h-13h

FM – Service des périodiques papier et électroniques – En poste depuis un an

Gestion commune papier/électronique

C'est historique. La personne qui s'occupait des périodiques papier a pris en charge ensuite l'électronique, c'est pour ça que c'est resté lié. Mais on réfléchit actuellement à une autre organisation, les dissocier. En ce moment c'est d'un côté l'informatique, les bases de données (GM), et de l'autre les périodiques électroniques (FM). C'est vraiment deux services différents, avec des bureaux à l'opposé l'un de l'autre. Il faudrait rapprocher les périodiques électroniques des bases de données et les délier du papier. C'est vrai qu'il y a des liens, mais pas au quotidien, la gestion commune est nécessaire seulement dans les périodes de réabonnements. Au niveau des abonnements on essaie d'éviter les doublons papier/électronique ; il y aussi les abonnements couplés, qui varient, ça concerne 700 titres.

Liens exemplaire papier/électronique

Ca commence à être fait dans le SUDOC. On le fait aussi dans le catalogue, avec un petit bouton. C'est pas tant la ressource papier qui est liée à l'électronique que la notice qui permet de savoir s'il y a un exemplaire électronique. On renvoie pas avec un lien, comme dans le SUDOC, vers une ressource électronique, là c'est au lecteur d'essayer avec le resolver de lien pour voir s'il y a une ressource électronique ou s'il n'y en a pas.

Resolver de lien

C'est SFX.

GM – Je viens du service informatique de la bibliothèque, ça fait cinq ans que j'y travaille. Et depuis deux ans j'ai pris en charge les bases de données et suite à la vacance, pendant un an, du responsable du service des périodiques, je me suis occupée vaguement des périodiques électroniques, en fait j'assurais surtout les réabonnements, du coup je connais un peu le dossier mais de façon très imprécise. Je m'occupe surtout des bases de données, et avec la casquette informatique, je m'occupe des outils de signalement du système d'information : le site web, le catalogue en ligne, le portail documentaire, le moteur de recherche fédérée, et comme on signale toutes les ressources, bases de données et bouquets de revues. Et aussi la mise en place du resolver de lien. Là maintenant par contre, avec la mise en place du resolver de lien, c'est FM qui s'en occupe. On travaille beaucoup ensemble, c'est pas si éloigné que ça.

« Frontière » base de données / portail de revues ; gestion différenciée sur un plan technique ?

GM – J'ai mis du temps à comprendre

FM – La différence vient du produit qui nous est proposé par l'éditeur

GM – Mais il y a des ambiguïtés. Quand c'est Blackwell, Cambridge Oxford, c'est facile à comprendre. Par contre pour les éditeurs de bases plus spécifiques comme par exemple en France Lextenso, les sites Dalloz, chez nous, ça doit dépendre des universités j'imagine, mais chez nous c'est classement base de données donc c'est moi qui m'en occupe. Alors que derrière il y a aussi des revues. Lextenso, par exemple, c'est que des revues juridiques, mais ils ont une logique, c'est ça qu'on m'avait expliqué et du coup on est resté sur ce modèle là, Lextenso ils ont quand même une logique de base de données et pas de périodique électronique, notamment avec leur nouvelle plateforme, ils ont en page d'accueil, ils ont copié les pages de couverture de toutes les revues, en fait ils sont pas dans la logique périodique qui pour moi est je peux aller au niveau fin d'une revue et je peux visualiser tous les articles d'une même revue, en gardant l'identité de la revue elle-même, on peut atteindre à chaque fois l'année, le mois, ensuite le numéro de la revue, etc. Alors que dans une logique de base de données, on peut pas forcément feuilleter une revue entière avec l'intégralité des numéros, on va davantage être avec un moteur de recherche. Un peu la différence qu'on peut avoir entre Factiva par exemple et PressDisplay d'Ebsco. Factiva, on est obligé de faire une recherche pour atteindre des articles, c'est pas le fil d'un numéro.

FM – Pour moi, c'est vraiment vers quoi veut nous orienter l'éditeur. Est-ce qu'on arrive directement, comme Business Source Complete, dès qu'on arrive sur la revue grâce au reslover de lien, on a les années, on clique sur l'année on a le numéro, c'est une logique de parcours pour arriver au numéro qui nous intéresse. Dans la base de données, c'est plutôt l'éditeur qui vient plaquer son moteur de recherche. Dans Lextenso on est vite dans ce cadre de moteur de recherche alors que par exemple Lamy, je le mets pas forcément dans les bases de données parce qu'on est vraiment dans du feuilletage. Quand il y a un moteur de recherche qui est mis en avant par l'éditeur, c'est une base de données, si on arrive sur des numéros à parcourir où il faut descendre dans une arborescence c'est un bouquet de revues.

Gestion différenciée des outils sur un plan technique

GM - Dans un premier temps non parce que tout ça va être mis dans le portail documentaire. **Mais pour les portails de revues il y a une étape de plus qui est d'alimenter le resolver de liens pour lui dire on a le bouquet** Blackwell par exemple et ensuite lui dire nous c'est le bouquet collection SHS 2009 et ensuite on vérifie qu'on a bien les bons titres parce que quand on s'abonne à un resolver de liens on s'abonne en même temps à une base de connaissances qui est fournie par l'éditeur et ce fournisseur du resolver de liens est censé être au courant de l'offre éditoriale, donc il est censé être au courant de tous les titres proposés par l'éditeur Wiley-Blackwell et de savoir ce qu'il y a dans chacune des offres, il est censé connaître toutes les offres économiques, ça c'est pour la presse payante, par exemple pour Revues.org c'est pas du tout le cas, et dans l'édition payante ils peuvent faire des bouquets adaptés à chaque pays donc nous on peut avoir des offres négociées nationalement par Couperin, qui sont différentes de la grande offre Wiley classique internationale ou américaine, ce qui fait que nous dans notre resolver de liens quand on doit juste se signaler pour dire qu'on a ce bouquet là, et bien il y a un gros travail à faire de voir si ce qui existe déjà dans le resolver de liens, donc la notice en quelques sortes, de voir si elle nous correspond à notre abonnement français et quand c'est pas le cas il faut changer les choses et c'est là où il y a un énorme travail. **Du coup, informatiquement les revues c'est beaucoup plus compliqué à gérer qu'une simple base de**

données parce qu'on doit gérer non seulement la granularité épaisse de dire j'ai un bouquet Wiley et en plus de vérifier que tous les titres sont signalés

FM – Et sont bien signalés, c'est un problème au niveau des états de collection. Par exemple Ebsco a proposé tel titre, sur son serveur il est accessible de 1933 à 2009 mais nous on est abonné par exemple que de 1986 à 2009 et il faut vérifier que le resolver de liens indique bien que c'est que depuis 1986 à 2009.

Configuration du resolver de liens

FM – Nous on ne configure pas le resolver de lien, on vérifie.

GM – C'est un fournisseur de logiciel qui propose et configure le resolver de liens, c'est un achat à part, qui a été fait au service info quand on a réinformatisé la bibliothèque, on a pris un nouvel outil. Les éditeurs doivent envoyer leurs infos aux gens qui développent les resolvers de lien, je sais pas si c'est déjà fait pour Revues.org. Il faut communiquer à Ex-Libris pour SFX, à Ebsco aussi. Ebsco c'est particulier parce qu'ils sont un peu sur tous les fronts, ils proposent des produits exclusifs, ils sont entre guillemets éditeurs, on va dire agrégateurs, ils sont aussi centrale d'abonnement de périodiques et ils sont aussi fournisseurs de « solutions informatiques » comme ils disent. Ils sont un peu la chaîne verticale de A à Z. ils ont aussi un resolver de liens. Mais comme ils ont aussi la connaissance en tant que fournisseurs, centrale d'abonnement etc, et donc ils sont quelque part éditeurs de revues électroniques, et bien eux leur resolver de lien est très facile à alimenter au niveau de la base de connaissance parce que dans leur maison ils ont déjà toutes les infos en tant qu'éditeur. Alors que par exemple SFX-Ex Libris, ils doivent aller chercher les info au niveau des éditeurs. Donc maintenant ils sont connus et puis c'est quand même eux qui ont mis en place la norme Open Url sur laquelle s'appuie le resolver de lien, mais normalement ils ont déjà des passerelles avec les grands éditeurs. **Le problème c'est qu'avec les éditeurs français c'est moins le cas et avec les éditeurs gratuits c'est encore moins le cas et nous c'est notre problème, c'est que le gratuit à l'heure actuelle, dans notre outil il était un peu moins à jour, et nous on a mis nos forces de travail sur le payant vu qu'il faut justifier l'argent.**

FM – Ce qu'on peut faire de temps en temps, enfin moi je l'ai fait récemment pour Cairn, c'est signaler à Ex-Libris que Cairn a rajouté des nouveaux titres et qu'ils sont toujours pas dans SFX et qu'il faudrait qu'ils fassent les liens. **Ce qui serait plus logique, c'est vrai, c'est que Ex-Libris aient des partenariats avec les éditeurs, que les éditeurs pensent, à chaque fois qu'ils mettent une nouvelle revue en ligne ou qu'ils en changent les accès, qu'ils préviennent rapidement Ex-Libris, qu'ils fassent le changement et que ce soit transparent pour nous.** Ensuite il y a tout un paramétrage qu'on peut faire, à savoir, si Revues.org propose de nouvelles revues, est-ce qu'on autorise SFX à les proposer à nos lecteurs ou est-ce qu'on les autorise pas. Donc pour ce qui est du gratuit on autorise tout, mais on peut très bien considérer quand un on s'abonne à un bouquet que si il y a de nouvelles revues ce sera payant, des revues à payer en plus, mais nous on veut rester sur ce bouquet de base et c'est pas intégré dans notre SFX. Par exemple Cairn propose de nouvelles revues, mais qui sont payantes, ils le disent à Ex-Libris, Ex Libris les ajoute dans sa base de connaissances mais nous si on a paramétré SFX pour dire qu'on se limite juste aux titres qu'on possède déjà, ça sera pas ajouté dans notre SFX.

Valeur ajoutée l'Open Url / compatibilité avec resolver de lien

GM – Ah oui bien sûr, Par exemple, bon c'est pas le truc principal mais nous on a communiqué pas mal là-dessus, si on part du catalogue classique, donc on va dire le catalogue des collections imprimées,

puisque chez nous dans le catalogue on n'a pas mis l'électronique, ben du coup la personne cherche admettons la revue Géocarrefour, ben si le titre est emprunté ou qu'il manque « le » numéro que la personne veut ou si la personne a simplement pas envie de l'avoir en papier mais préfère l'électronique, en cliquant sur le bouton du resolver de liens elle va tout de suite voir qu'on a le numéro en ligne donc déjà ça permet à ceux qui pensent pas forcément à l'électronique tout de suite, avec ce petit bouton – s'ils ont la curiosité de cliqué dessus c'est un peu ça le problème – de voir qu'il existe une offre électronique, donc ça fait un accès de plus. L'autre atout, qui est déjà plus important, c'est quand on est sur des plateformes de dépouillement bibliographique, par exemple pour ce qui nous concerne Francis, Philosopher Index, ou alors Web of Science, là on n'a que des références articles donc les gens jusqu'à présent je pense qu'ils étaient pas très enclins à utiliser ces plateformes là parce qu'ils sont obligés de noter à la main et ils ont pas le texte intégral – et avec le développement du texte intégral, eux ils ont envie d'avoir tout de suite le texte – or là si on est sur Francis on sait qu'il y a la revue qui propose un article intéressant, avant on notait à la main et ensuite on retourne dans nos outils (catalogues ..) pour voir si la revue existe. Et là du coup, si Ovid l'a fait, je sais pas si c'est le cas, on est censé avoir un petit bouton sur ces plateformes, si elles sont compatibles Open Url, ce qui est pas le cas de toutes

FM – Doctrinal est en train de développer justement ça. C'est un outil bibliographique en droit. A l'origine, l'outil proposait juste les références et maintenant de plus il y a un lien, on se retrouve peut-être pas directement sur le numéro en question mais sur la fiche.

GM – Là par contre c'est pas notre resolver de lien qui le fait, ils ont du le faire en interne, ils ont du bricoler un truc en interne

FM – Ou alors c'est Doctrinal qui s'est mis d'accord avec les éditeurs, avec la norme Open Url.

GM – c'est une vraie valorisation, là Doctrinal ils sont en train de passer à l'étape supérieure parce qu'il y avait des gens qui refusaient de s'en servir pour ça et là ils peuvent faire valoir quelque chose commercialement, et là pour le coup c'est pas notre resolver de liens mais ça doit être la norme Open Url, à mon avis pour eux c'est un pari gagnant d'avoir mis ça en place. Francis ou Web of Science, eux ils ne proposent pas ça eux-mêmes mais ils sont compatibles Open Url et c'est nos resolver de lien qui font ce travail, on affiche le petit bouton sur la plateforme parce ça ils l'ont prévu et l'étudiant en restant sur Francis ou Web of Science, y a son article, y a le petit bouton resolver de liens, on clique dessus et ça analyse nos collections et là ça va dessus. C'est en fonction des collections auxquelles l'étudiant a accès alors que Doctrinal ça ne tient pas compte du fait qu'on est abonné ou pas.

Et les bouquets de revues en libre accès font partie de « vos collections » au même titre que les autres ?

GM – Oui tout à fait. Après ça dépend de l'éditeur de la revue. Ca dépend si techniquement l'éditeur a bien implémenté l'Open Url, soit au niveau très fin de l'article soit au niveau du mois ou de l'année. Ca ça dépend vraiment des éditeurs, il y a des éditeurs où on arrive juste sur la plateforme, ça c'est le degré un peu zéro, en général c'est qu'ils sont pas très très compatibles Open Url, mais dans le degré le plus abouti on arrive carrément à l'article.

Retours d'usage

GM - On ne fait pas de stat là-dessus

FM – On en a surtout quand ça ne fonctionne pas. Ou alors c'est ce que je disais tout à l'heure au niveau des dates c'est à dire que l'étudiant ou le chercheur va s'étonner du fait que sur le site y a

marqué de telle année à telle année et puis finalement quand je me retrouve sur le site finalement ça fonctionne pas et là c'est à nous de corriger.

GM – Et l'autre atout, je disais il y a le lien papier/électronique via le catalogue, le lien base de données bibliographiques vers texte intégral et l'autre atout c'est l'accès à distance parce que nous on a limité l'accès à distance aux plateformes payantes quand on a l'accord express de l'éditeur, et cet accès distant fonctionne aussi avec le resolver de lien, du coup dès qu'on clique sur le petit bouton resolver de lien, il va proposer de nous identifier si on est à l'extérieur. Ça fonctionne avec l'accès distant, c'est un couplage intéressant parce que jusqu'à présent sans ce resolver de lien là, nous on avait déjà mis en place l'accès distant auparavant, il fonctionnait au niveau général du bouquet. Par exemple, si on repérait quelque chose d'intéressant qui était sur une revue de Wiley Blackwell, on était obligé de revenir sur la page d'accueil de notre portail, cliquer sur l'accès général Wiley, avoir l'accès à distance (s'authentifier), et rechercher ensuite sa revue. On avait perdu tout l'intérêt du truc. Et avec le resolver de lien, quand on a paramétré l'accès distant du coup tout est automatique et ça c'est pas mal. Et en plus la plupart du temps ce qui dope l'usage des outils c'est l'accès distant, donc là le resolver de lien est d'autant plus utilisé maintenant qu'on a mis en place l'accès distant, parce que ce qui intéresse les gens c'est accéder au texte intégral de chez eux. Faut voir aussi qu'il y a différentes sortes de resolver de liens. Là on parlait du bouton mais le resolver de lien permet aussi d'avoir une liste de A à Z des revues et ça jusqu'à présent on avait pas, on avait juste la liste des bouquets, grâce au resolver de lien on va avoir une liste, et cette liste peut avoir une présentation plus ou moins intéressante, et là avec notre resolver de liens, c'est peut-être le cas pour les autres, on peut avoir un accès par catégorie, par discipline, ça c'est fourni par notre base de connaissance suivant la typologie de Library of Congress, ainsi si on est intéressé par les Sciences de la vie, ensuite on a une hiérarchie encore plus fine mettons biodiversité, et ensuite on a la liste des revues. Ça c'est un petit plus du resolver de liens, du coup on découvre des revues. Alors que jusqu'à présent les gens ont soit une bibliographie et ils vont directement à une revue qui les intéresse, soit c'est des bases de dépouillement bibliographique Francis, Science, etc, soit ils sont passés par le moteur de recherche de chacun des portails de revues, mais du coup ils découvrent pas forcément des nouvelles revues, ils étaient directement orientés article. Et là avec ce système on peut découvrir des choses vraiment intéressantes. Alors on n'a pas encore de retour parce que c'est une nouvelle possibilité de notre resolver de lien, mais c'est intéressant. Et il y a d'autres possibilités de recherche, pour les anciens chercheurs par exemple qui connaissent de réputation Elsevier, là du coup ils cliqueraient sur le resolver de lien et ils pourraient avoir l'intégralité des revues Elsevier, c'était pas le cas avant. Ils peuvent chercher par éditeur, ou par discipline, il y a de nouvelles possibilités de recherche, c'était pas le cas avant le resolver de lien. Le côté brows, on peut avoir finalement un peu ça, c'est des fonctionnalités qui peuvent être appréciées.

FM – Je reviens un peu sur les retours d'expérience. Il y a une particularité ici c'est que la bibliothèque accueille que des étudiants de premier cycle et les prof en gros ne viennent jamais ici. S'ils venaient pour chercher des livres, pour l'usage classique d'une bibliothèque, on aurait peut-être plus de retours ... C'est un défi pour l'avenir. Je suis même pas sûr que l'électronique ... la semaine dernière j'ai eu un prof d'éco qui est venu emprunter tout un groupe de périodique au format papier, je lui ai expliqué qu'il pouvait avoir accès à pas mal de revues en ligne, surtout en économie, les économistes publient beaucoup en anglais, en Sciences Humaines, comme sur Revues.org, c'est beaucoup plus avancé, le prof ne s'imaginait pas, je lui ai montré trois quatre revues assez connues du secteur, il disait ha bon

on y a accès jusqu'à quelle année et c'est gratuit ... je pense que même en terme de formation, au niveau des professeurs, il y aurait beaucoup de choses à faire. Il y en a une large majorité qui ne soupçonne pas à quoi ils pourraient avoir à faire grâce à nous.

Accès par discipline

GM - C'est fourni par le resolver de lien, c'est lui qui dans sa base de données a affilié chacune des revues à une ou plusieurs catégories

FM – Il le fait selon l'indexation de la Library of Congress, ou alors la Dewey, je sais pas s'ils la proposent la Dewey. C'est selon la cote de la Librairie du Congrès. C'est pas eux qui la propose, c'est quand même des professionnels.

GM – Et nous du coup on n'a rien à faire. Je crois qu'on pourrait nous-mêmes changer les catégories mais du coup quand on ferait les mises à jour ...

FM – Pas forcément, la bibliothèque des Langues Orientales ils voulaient classer leurs revues par aires géographiques et dans A to Z c'est pas possible. Je crois qu'il y a Librairie du Congrès, et un autre plus médical. Il y a trois ou quatre possibilités de parcourir les revues de cette façon là.

GM – Mais c'est nous qui en choisissons une pour A to Z d'Ebsco, par contre pour SFX c'est que la Library of Congress. Bon pour l'instant c'est encore sous-utilisé mais il y a du bouche à oreille au niveau de l'accès distant, les gens vont commencer davantage à utiliser les outils. C'est vraiment grâce à ça qu'ils commencent à s'intéresser à nous. Et nous la chance dans notre travail c'est qu'on a des contacts avec les profs justement parce qu'ils ont des problèmes avec les revues, parce qu'ils veulent avoir des nouvelles revues ...

FM – On a des contacts vis à vis des profs qui s'y sont mis, mais les autres on les voit pas. Le prof que j'ai vu la semaine dernière il a pas de problème puisqu'il ne se sert pas de l'outil !

GM – C'est vrai qu'on a du mal à toucher les gens.

FM – Il y a aussi le fait que Paris 1 est plutôt une Université un peu d'excellence donc on se retrouve avec des vieux profs qui viennent finir leur carrière et qui ne sont pas forcément très à l'aise vis à vis de l'outil informatique.

GM – Ca dépend des matières aussi, quand c'est Sciences Humaines ils sont moins enclins. En histoire pour l'instant, enfin c'est le regard des profs, les revues sont dites moins prestigieuses en électronique pour les enseignants, d'après ce que je comprends, pour les chercheurs peut-être plus, et du coup ils sont moins enclins à aller vers l'électronique. Ca les intéresse moins, ils continuent à avoir un rapport plus proche avec le papier. C'est un public plus dur à toucher.

FM – Et puis pour les Sciences humaines il y a aussi des habitudes éditoriales. Beaucoup de revues sont des revues de labo, de recherche, d'université et le fonctionnement est bien réglé depuis 20 ans du prof qui fait son manuscrit à la main avec ses taches de café dessus qui le donne à sa secrétaire qui le retape bien sur Word et puis ça s'arrête là, ensuite on balance tout aux PUF locales qui met ça en forme pour une édition classique. Les gens qui passent par Revues.org c'est une logique différente. Eux c'est hou là dans cinq ans je pars à la retraite je vais pas tout changer maintenant C'est pas leur univers.

Votre perception ?

C'est ce que j'ai entendu dans une conférence.

Statistiques d'usage ?

GM – Ce serait nous, mais on en fait pas vraiment. Sur le resolver on n'a pas regardé les statistiques, je sais pas si c'est possible.

FM – Si si on peut en faire

GM – En fait il y a plusieurs moyens de faire ces statistiques. Soit il y a les données des éditeurs, a priori c'est le seul moyen d'être exhaustif, ça dépend des éditeurs, le problème c'est qu'ils ont chacun des façons de compter différentes. Pour les revues c'est censé être plus simple que pour les bases de données puisqu'on est censé avoir la norme, enfin la pseudo norme Counter, qui commence à être pas mal respectée je crois quand même, donc ça c'est données d'éditeurs ça dépend d'eux. Parfois c'est à nous-mêmes d'aller les chercher sur les différents portails. Ensuite on peut avoir les statistiques de nos outils mais là faut toujours garder en tête qu'elles ne sont pas exhaustives, même si nos outils on les maîtrise on sait que c'est comparable d'année en année, mais le problème c'est qu'un chercheur ou un étudiant peut-être passé par notre outil mais peut aussi être passé directement par Google en tapant Jstor ou alors dans ses favoris ou alors à partir du site d'un labo qui pointe directement Jstor etc, c'est pour ça que nous on peut seulement mesurer l'utilisation de notre outil, mais pas vraiment d'autre chose. D'autant plus qu'on a des outils concurrents. Là je parle surtout de Domino, qui est notre portail documentaire donc celui qui signale tout, les bouquets etc, avec le resolver de liens intégré, mais on a aussi un autre outil qui s'appelle AtoZ d'Ebsco, qui est un espèce de portail pour les revues électroniques, qui est aussi très utilisé parce que dessus on y voit les collections de la bibliothèque de la Sorbonne et de Cujas qui sont rattachés à Paris 1, ce qui n'est pas le cas de notre portail Domino. Parce que nous la politique éditoriale c'est tout les produits qui arrosent toute l'université, à partir du moment où toute personne de la communauté Paris 1 peut y accéder, même si ça a été acheté par la Sorbonne ou pas Cujas. Donc quand c'est un abonnement restreint à un site, Cujas, Sorbonne, on ne le signale pas, c'est eux qui se débrouillent parce que c'est sur leur site. La situation est particulière. Et bien sûr vu que c'est notre outil on y met les deux trois abonnements exclusifs à cette bibliothèque, mais partant du principe que cette bibliothèque est ouverte à tout le monde, qu'il n'y a pas de contrôle d'accès, on reste dans l'idée que c'est des collections accessibles à toute la fac, alors que la Sorbonne, Cujas, ou la cinquantaine d'autres petites bibliothèques, elles sont restreintes avec niveau de diplôme, une inscription, un passe droit, des choses comme ça, alors que nous notre portail Domino c'est les collections accessibles à tous du moment que c'est Paris 1. Mais parallèlement et politiquement il y a l'autre outil qui centralise les collections de tout le monde au niveau revues seulement avec aussi marqué «ça c'est réservé à Cujas», on garde cet outil parce que c'est un peu le seul qui est politique, fédérateur au niveau de tout Paris1, mais il y a des chances qu'on l'abandonne maintenant qu'on a un resolver de liens, cet outil est moins pertinent. Sauf que la bibliothèque Cujas n'a pas de resolver de liens donc cet outil là reste pertinent pour Cujas, du coup on sait pas encore. Mais tout ça pour dire que beaucoup de gens connaissent cet outil, historique chez nous, et utilisent AtoZ d'Ebsco pour accéder aux revues. Donc moi si je me contente de mes stats Domino, je passe à côté des usages AtoZ qui sont aussi très importants. Et on a aucune mesure pour savoir si c'est 30%, 70%, on peut pas du tout savoir ça, et puis il y a tous les gens qui passent par Google tout simplement. Donc nous on peut absolument pas savoir ce qu'on mesure. Il faudrait recouper les données éditeurs, mais c'est tellement pas comparable ... On pourrait aussi avoir les stats qu'accès distant, et là ce serait intéressant, mais on n'a pas eu le temps de faire le travail on pourrait regarder qui s'es connecté à quoi suivant le niveau étudiant, prof et UFR. Mais on l'a pas fait parce que c'est un gros travail, un gros travail d'écrémage, faut faire des scripts informatiques pour récupérer les info tout en assurant l'anonymisation des informations, c'est quelque chose qu'on aimerait mettre en place mais c'es tellement compliqué que c'est pas encore à l'ordre du jour. Mais là on aurait des choses intéressantes. On pourrait avoir des

stats par catégorie d'utilisateurs grâce au logiciel d'accès distant qui nous force à nous authentifier, du coup il peut faire une interrogation dans notre annuaire Eldap, l'annuaire informatique de l'Université, et là si on a le login on peut tout savoir derrière. Ça à l'air très bien, il faudra le faire, mais une fois de plus ça ne nous donnera des info que sur l'accès distant mais là on aurait pu voir quelle est la ressource la plus utilisée en accès distant, y des chances que ce soit le Dalloz, mais peut-être qu'on aurait pu avoir des choses très précises au niveau des revues. Mais ça ce serait une étape encore ultérieure parce qu'on est pas sûr de pouvoir attaquer la revue ; je pense qu'on peu savoir si c'est Revues.org, je suis pas sûre qu'on puisse faire un traitement revue par revue. Ça va dépendre de comment les adresses URL sont structurées, parce que la seule chose qu'on voit c'est l'adresse URL. On sait pas si on va pouvoir aller à ce niveau là mais c'est ça qui serait intéressant. Il faut que l'adresse URL soit normalisée, faudrait que ce soit, mettons, c'est peut-être le cas d'ailleurs, « revues.org/le nom de la revue ». Mais comme on n'a pas encore réfléchi vraiment à ça, on connaît mal les impératifs. Mais l'enjeu quand même ce serait que les stat éditeurs soient compatibles Counter, parce que dans Counter on a déjà ces info et c'est plus intéressant d'avoir les infos au niveau général. Je pense que ce serait intéressant parce qu'à l'heure actuelle quand on fait les stat on passe à côté de tout ce qui est gratuit alors que ce sont des ressources très utilisées et puis, pour Persée je sais qu'il y a eu des subventions ministérielles, pour Revues.org je sais pas, et du coup ils ont peut-être moins les armes pour justifier ces subventions au niveau ministériel, donc là ils échappent toujours à nos stat, sauf si ils ont mis en place des outils mais ... toi tu reçois des stats de Persée, Revues.org (à FM) ? moi j'ai pas l'impression.

FM : Non

Ce serait intéressant pour vous d'en recevoir ?

GM – Je pense que ce serait bien, c'est des revues assez essentielles quand même, et du coup on en parle pas dans nos rapports d'activité on parle chiffre donc on parle quand on a les chiffres, d'autant plus que maintenant il y a des outils qui se mettent en place comme **les ERMS, et dedans il y a aussi la question des statistiques qui sont évoquées, et là faut que ce soit compatible Counter, et l'autre étape informatique à mettre en place c'est le protocole SUSHI**. Cette visibilité statistique dont je parle, pour les universités qui vont se mettre aux ERMS, et ça a l'air d'être une marche un peu logique ...

C'est quelque chose que vous envisagez à Paris 1 ?

GM – Nous on y pense, mais pas pour tout de suite parce qu'on vient de mettre en place des outils et on veut pas s'éparpiller et mettre de l'argent ailleurs pour de nouveaux outils

FM – L'argent et le temps, il faut du personnel ...

GM – Et oui, parce qu'une fois de plus c'est une question de base de données dans les ERMS et comme nous on vient de mettre des forces de travail dans nos bases de données du resolver de liens, on n'a pas envie de recommencer tout de suite. Notre position c'est d'attendre ce qui se fait au niveau national, vu que ça à l'air d'être pris en charge par Couperin, et si ça fonctionne, à mon avis il y aura une bascule logique, mais ça va dépendre de leur calendrier, peut-être à cinq ans pour nous. Disons que toutes les bibliothèques ont l'air d'y aller, et du coup pour la visibilité de la plateforme en terme de stats d'usage, faudra être conforme à SUSHI – Counter. C'est vrai qu'on a un discours de plus en plus gestionnaire et comme on se retrouve avec des budgets de plus en plus restreints et des offres payantes qui augmentent de plus en plus, 17% par an pour certaines, nous on doit justifier l'argent qu'on dépense, et on se retrouve à devoir faire des coupes, on est amené à parler de plus en plus de

ce qu'on paie. Je pense qu'il faut suivre ce mouvement, on est demandeur de données stat vu qu'on nous les demande.

Moteur de recherche fédérée

GM – Je pense aussi à autre chose en terme de visibilité, c'est en rapport avec les moteurs de recherche fédérée. **Nous on a un moteur de recherche fédérée, qui est sur notre portail, et à l'heure actuel, pour ce qui est francophone et ce qui est gratuit aussi, on n'a pas forcément ce petit connecteur qui fait qu'on peut attaquer votre plateforme.** A l'heure actuelle on est obligé d'aller sur l'interface Revues.org pour attaquer vos revues, ou passer par In-Extenso, qui commence à être connu. Bref on est obligé d'aller chez vous pour faire une interrogation, et le fait est qu'en BU on s'est beaucoup lancé dans les moteurs de recherche fédérée, c'était la mode en 2003-2004, c'est-à-dire que nous sur notre outil bibliothèque on propose d'attaquer plusieurs bases de données à la fois donc par exemple chercher à la fois Persée, Revues.org et Cairn. Je sais que Revues.org y réfléchit avec ses partenaires comme Cairn, et il me semble que Persée essayait de devenir un peu LE portail, enfin je pense que tout le monde essaie un peu de devenir LE portail, finalement ces trois portails sont en partenariats mais en concurrence aussi malgré tout, et nous aussi au niveau bibliothèque ce qu'on souhaite proposer c'est finalement être une sorte de porte d'entrée un peu comme netvibes, google, etc, pour que les gens ils aient à connaître que notre bibliothèque, leur login pour l'accès distant vu qu'ils ont besoin de passer par nous pour avoir l'accès distant et du coup qu'ils puissent aussi goupiller eux-mêmes leur petit package de bases de données, donc chez nous c'est possible à l'heure actuelle les gens peuvent sélectionner leurs ressources préférées, les enregistrer et rechercher dans ces abonnements-là. Le seul problème c'est que pour que ça marche il faut qu'il y ai un petit connecteur, donc un **petit programme informatique qui soit paramétré pour aller chercher chez vous.**

Donc nous on a une base de connaissance, qui a un certain coût, mais **tout ce qui est gratuit et surtout francophone**, n'est pas dans cette base de connaissance et **c'est moi qui suis obligé de goupiller ce petit connecteur** donc pour Revues.org c'était assez facile ça se passe juste dans l'URL du navigateur et j'ai goupillé pour que ce soit toujours la même recherche mais c'est pas super on aimerait quelque chose de plus solide, qu'il y ai une façon d'accéder à la base de données Revues.org, soit une passerelle Z3950 par exemple, ce qui est un peu obsolète mais ça permettrait d'arriver à la notice de l'article. C'est un protocole qui est plutôt de bibliothèque à bibliothèque, ou les bases de données Francis, Ebsco ... On peut rapatrier leurs notices de résultats. Donc grâce à ce connecteur, Z3950 par exemple, on peut rechercher dans les bases et rapatrier la notice qui s'affiche dans mon interface bibliothèque, et là c'est intéressant parce que je peux me mettre la notice en marque page, la mettre dans mon panier et y accéder régulièrement. Nous c'est ça qu'on veut, c'est la meilleure intégration. Maintenant la norme Z3950 est un tout petit peu dépassée, c'est la passerelle XML qui compte. Mais ça dépend si Revues.org est en XML ou pas, mais comme ils sont en OAI, on peut goupiller des choses avec l'OAI vu que notre moteur de recherche est compatible OAI on pourrait moissonner In-Extenso, l'OAI ça nous intéresse aussi, ce qui compte c'est de pouvoir avoir un protocole reconnu pour pouvoir **rapatrier la notice [de l'article]**. En plus In-Extenso c'était pas que les revues avec du texte intégral, c'était des liens aussi vers d'autre chose. Et **à partir du moment où la notice était rapatriée dans notre système, elle devient compatible OpenUrl.** Pour des bases de données qui sont pas compatibles OpenUrl, Historical Abstract par exemple je crois, qui est une base bibliographique, et ben quand on est sur la notice on peut pas avoir le petit rebond pour aller

voir directement le texte intégral parce que il n'y a pas le bouton, alors que si on charge directement dès notre interface bibliothèque, la notice est rapatriée parce qu'ils ont un bon connecteur Passerelle XML je crois, là du coup avec notre bouton ça ira directement pointer sur le texte intégral, ça c'est vraiment une pluvale d'avoir un protocole de recherche. Et puis on peut l'intégrer comme ça à des petits package que nous on fait, par exemple le package « Revues francophones » où on a mis Revues.org, Persée et Cairn. Donc dès maintenant on peut chercher par exemple Darwin dans ces trois plateformes, mais le problème c'est que comme le petit connecteur est un petit peu pourri vu que c'est moi qui l'ai fait et qu'il n'y avait rien de prévu chez Revues.org, on se contente de dire « pour Revues.org il y a des résultats », au mieux on peut dire « il y a tant de résultats », mais du coup il faut cliquer sur ce « il y a des résultats », qui est invisible sur notre plateforme et c'est la faute du logiciel de l'éditeur et ça on maîtrise pas trop [Portail Métalib de la société Ex-Libris], et du coup on passe à côté du résultat Revues.org, pour Persée je crois qu'on a le même problème, et si ça marche pour Cairn on va avoir, dans notre interface, la liste des notices Cairn qui ont été rapatriées, et pour les autres faudra penser à voir le petit lien juste au-dessus marqué « voir les autres résultats » et les gens regardent pas forcément, surtout qu'ils sont habitués à voir des interfaces super intuitives avec google. Et là, en fait ils ont cherché dans trois trucs mais ils ne regardent les résultats que d'une base, il faut une démarche proactive pour regarder les autres résultats et ça c'est un problème parce que le connecteur est fautif. Ce serait à Revues.org, aux développeurs, de voir quels protocoles peuvent être mis en place pour attaquer la base de données, développer un petit connecteur reconnu, donc ça va être XML Gateway, unAPI – bon je sais pas ce que c'est mais c'est marqué dans le papier -, httpRequest mais ça ça se passe dans l'URL c'est pas très avancé c'est ce que je fais moi, les webservices, etc. Mais le truc le plus évolué c'est Passerelle XML. Faudrait voir avec Ex-Libris, ils donnent des conseils parce que eux ils sont contents après de vous intégrer dans leur base de connaissance. D'ailleurs je pense que Ex-Libris avait du prendre contact avec Revues.org en 2004 parce qu'on les avait pas mal harcelé, nous on considérait comme c'était eux qu'on payait que c'était à eux de faire ce travail, ils vendent une base de données c'est à eux de le faire. Mais après eux ils nous disent que c'est l'éditeur qui réagit pas ... Mais c'es vrai que nous en BU on est demandeur de connecteurs pour la recherche fédérée et de Open Url pour les resolver, et puis l'accès distant mais ça ça concerne pas les gratuits. Parce qu'après, avec nos moteurs de recherche fédérée, si c'est interopérable, on peut exporter les petites boîtes de recherche et on peut envisager de les proposer en plugin que les gens mettent chez eux, dans leur ENT. Ce qui serait super intéressant, bon à l'heure actuel notre outi le permet pas mais peut-être qu'a terme on pourrait rajouter une brique, si par exemple ils n'ont pas envie de Persée, ils veulent faire une recherche que dans Revues.org et Cairn, ils pourraient se goupiller leur petit truc, puisque moi par défaut je leur propose un package des trois, mais s'ils ne veulent pas avoir du bruit, ils en choisissent deux sur trois et on pourrait envisager qu'ils le mettent sur leur ENT. Tout ça se sera possible si Revues.org a un connecteur, et après c'est notre outil qui proposerait le reste. C'est vrai que c'est de plus en plus des partenariats comme ça en fait. On peut aussi développer quelque chose avec Netvibes, avec Calenda par exemple, d'ailleurs Calenda le propose vaguement vu qu'il y a des flux rss, donc moi si j'ai un Netvibes je peux mettre l'agenda

Il y a aussi des flux par revue, numéro ...

Ah ben ça c'est des choses intéressantes, mais il faut aussi que ça fonctionne avec nos outils et du coup c'est plus contraignant. Vous êtes référencé sur Google ? Nous on promeut pas encore Google Scholar, mais ça viendra peut-être. En fait ce qui est vraiment important c'est l'interopérabilité.

Pour revenir un peu sur l'attention, nous à l'heure actuelle on a cent dix ressources référencées dans notre portail, du coup c'est facile de perdre de vue les revues pertinentes, alors que je pense que Revues.org est vraiment pertinent pour toute la communauté scientifique SHS, après on a mis d'autres choses avec des niveaux plus avancés pour un public très spécifique comme les médiévistes ... mais en fait à l'heure actuelle tout est noyé dans la masse et avec nos outils c'est pas vraiment évident de s'y repérer, il y a eu une inflation de la documentation électronique et aujourd'hui c'est à nous d'agir sur les interfaces pour faire en sorte que les choses ne se perdent pas, on en est à ce constat là à l'heure actuelle mais je pense qu'on aura pas les réponses immédiatement. Ça passe par exemple par des package, mais ils n'ont de sens que si c'est pour la recherche, donc il faut forcément que les choses soient recherchables donc avec Revues.org ça marche mais il y a des éditeurs avec lesquels ça ne marche pas donc ils auront cette visibilité en moins. A l'heure actuelle, sur notre portail, la page d'accueil c'est la liste des ressources, donc tout est sur un pied d'égalité, que ce soit pour des étudiants de première année ou pour un public spécialisé de médiéviste, c'est présenté de la même manière en page d'accueil.

Retour d'usage sur la recherche fédérée ? Sur la recherche par base dans la liste des bases ?

Ca c'est une vraie question, c'est un vrai débat. C'est vrai que j'ai l'air de promouvoir la recherche fédérée, mais c'est vrai aussi que les gens s'en servent peu parce qu'on la met peu en avant, justement parce que ça marche mal à cause des connecteurs. Mais je sais par exemple que pour Paris 8, ils ont le même outil que nous Métalib, par défaut en page d'accueil on est dans la recherche fédérée avec des packages qu'ils ont fait eux-mêmes, ils ont fait le pari de rendre recherchables les bases de données bibliographiques parce que c'est des choses peu utilisées alors que c'est une porte d'entrée vers plein d'articles, et comme ils ont un resolver de lien on arrive au texte intégral. Donc par exemple ils ont fait des bases de données de SHS, de Science de l'information, des bases de données d'histoire, de géographie et à chaque fois ils ont fait des package. Les gens savent pas forcément les bases qu'il y a derrière – enfin en cliquant sur les petites icônes d'info ils peuvent trouver – mais ils attaquent tout de suite les bases de données bibliographiques. C'est un choix qu'est intéressant même si nous on est resté au niveau signalement des ressources, du coup on passe à côté de la plusvalue de notre outil de recherche fédérée. Chez nous il faut cliquer sur l'onglet de recherche pour accéder à la recherche fédérée. En plus chez nous ça s'appelle « prêt à chercher » et c'est pas clair du tout, c'est une autre interface sur laquelle il y a la liste des bases et on peut cliquer sur celles qui sont recherchables. Mais ce qui est visible en premier c'est la liste des ressources, on peut les interroger, il y a une petite loupe quand elles sont cherchables, mais une seule à la fois sur la page d'accueil. C'est une visibilité pour l'ensemble des ressources mais tout est mis au même niveau, donc c'est peut-être pas pertinent quand on veut viser tel ou tel public, là les gens sont peut-être noyés sous l'information, mais dans un premier temps on voulait montrer la richesse de bases qu'on propose. Pour chaque base, il y a un petit I d'Information qui donne accès à la description de la base de données, mais les gens cliquent pas forcément dessus. Donc nous on a un énorme travail à faire avec nos outils, on a une richesse documentaire, mais l'interface est pas forcément claire.

Liste des outils ?

Il y a le catalogue en ligne, plutôt pour les collections imprimées pour résumer (Aleph version 17 d'Ex-Libris, c'est le package d'Ex-Libris). On a le portail documentaire avec moteur de recherche fédérée, c'est Métalib, toujours d'Ex-Libris, avec une clusterisation possible dans les résultats de la recherche fédérée, c'est à dire qu'on peu ventiler, un peu comme sur Amazon, on a une recherche qui permet

d'affiner par auteur, par discipline ... c'est les facettes ou cluster, c'est la version 4, c'était pas le cas avant. On a un resolver de lien Open Url, c'est SFX, toujours d'Ex-Libris. On a AtoZ d'Ebsco, qui est un peu le concurrent de SFX même si il ne fait pas resolver de lien. On a EJS d'Ebsco qui est une sorte de plateforme avec une sorte de recherche fédérée mais en même temps on sait pas trop ce qu'il y a derrière mais on sait pas trop comment ça fonctionne donc on en parle pas trop, mais c'est une porte d'entrée pour attaquer par article.

FM – Mais Ebsco va apparemment bientôt le laisser tomber ou le modifier profondément donc on s'est dit qu'on allait attendre les modifications qui devraient se faire cette année avant de se réapproprier l'outil, pour le moment on le maîtrise pas plus que ça donc ça sert à rien de vraiment se lancer dedans.

GM – Je pense qu'il est mourant. Et l'autre outil qu'on a, mais c'est pas nous qui le gérons, c'est RefWorks, Citation Manager, ça ça a été pris par une entité de la fac, une école doctorale, parce qu'ils avaient de l'argent, ce qui fait qu'on ne sait pas qui s'en occupe, et c'est dommage parce qu'avec le resolver de lien, on pourrait envoyer, quand on est au niveau d'un article, le resolver de lien pourrait faire un export vers RefWorks, et ça marche pas très bien, faudrait qu'il y ai un dialogue entre RefWorks et SFX. Donc sur le papier c'est super, mais dans les faits l'import et l'export des notices c'est pas super, on sait pas trop comment ça marche. Et il est très peu connu et en plus pour accéder à RefWorks il faut s'authentifier, il faut connaître un mot de passe de l'université, qu'il faut demander on ne sait pas à qui, alors que si c'était classifié on serait renvoyé directement vers l'annuaire de la fac et les gens mettraient leur login habituel.

Enfin, l'autre outil, qui est invisible parce qu'il est couplé avec notre resolver de lien et le portail, c'est le easy proxy pour l'accès à distant.

D'autres gestionnaires de références bibliographiques à part RefWorks ?

On a EndNote qui est intégré dans l'abonnement Web of Science, mais il est intégré, du coup je suis pas sûr que ce soit le EndNote complet, du coup c'est le EndNote Web et je sais pas comment ça marche, c'est du online, c'est l'éditeur qui le gère, et si on vient d'une autre base de données je suis pas sûr qu'on puisse l'utiliser, l'exporter vers le EndNote d'une autre base de données, en fait j'ai pas très bien compris et personne s'est mis dessus.

C'est une demande ? des retours ?

Pas tellement, en fait on a des gens qui utilisent Zotero. Moi j'ai été contacté par des gens qui utilisent Zotero et là on sait pas trop comment leur répondre parce que je ne sais pas trop comment nos outils fonctionnent avec Zotero. J'ai eu des questions entre le resolver de lien et Zotero, mais on n'a pas le temps de gérer ça, il nous faudrait plus de forces de travail pour s'occuper de ces aspects-là parce que ça aussi ça valorise les abonnements et puis tout simplement c'est l'appropriation par les lecteurs de la bibliothèque. Mais ça du coup on fait pas grand chose alors que j'ai pas mal de questions sur RefWorks, sur Zotero. Ils nous disent « ça marche pas très bien, qu'est-ce qu'on peut faire », mais pour l'instant on s'en occupe pas. Mais c'est intégré dans notre resolver de liens, dès le resolver de lien on nous propose le texte intégral, à défaut la table des matières vers les bouquets, les rebonds vers le catalogue papier, les rebonds vers le SUDOC et l'export par RefWorks, sauf que là on est bloqué par le fameux mot de passe qu'il faut connaître. On propose aussi le rebonds vers Google Scholar, on pourrait proposer un rebonds vers un Netvibes, je sais pas si c'est faisable ou pas mais ce serait intéressant, ou Digger, ou Amazon ... Je paramètre ce que je veux mais après c'est des protocoles techniques il faut que je sache comment. Faut connaître les langages PERL ou Python, c'est pas mon cas. Je sais qu'à la bibliothèque d'Angers ils ont essayé de proposer des choses. Si on décide de mettre

des forces de travail du côté informatique, on peut faire des trucs super, mais c'est pas encore notre cas.

Si Revues.org était compatible OpenUrl, on pourrait rajouter notre resolver de lien, mais ça impliquerait que Revues.org gère les adresses IP des gens ce qui n'est pas le cas vu que c'est une plateforme gratuite. Mais si Revues.org gérait les authentifications, ils verraient qu'on se connecte depuis Paris 1 et du coup notre resolver de lien pourrait être intégré à cette plateforme, et du coup, nous on a un resolver de lien consortial avec la Sorbonne, et suivant l'adresse IP de connexion – bon il ne fonctionne pas encore officiellement – mais sinon selon l'adresse IP de connexion, si on est à la Sorbonne, il affiche que le menu de la Sorbonne, pointant seulement sur les collections Sorbonne avec les rebonds que la Sorbonne paramètre avant, du coup si c'est une adresse IP hors Sorbonne, nous on ne propose pas le texte intégral accessible qu'en Sorbonne, ça s'adapte, il y a une personnalisation. Ce serait très intéressant que les plateformes gratuites aient ce genre de choses, ça valoriserait, on ferait des passerelles, des exports. Je pense surtout à Calenda, quand il y a une bibliographie associée à un colloque, je sais pas comment ça pourrait marcher, mais la bibliographie pourrait être couplée en OpenUrl si c'était du XML, je pense à ce que fais Persée sur leur Persée 2, ils ont découpés leurs articles, ils ont vraiment fait du XML, la partie bibliographique, ça m'étonnerait pas qu'elle devienne OpenUrl, du coup dans la partie bibliographie on pourrait directement cliquer sur l'article, il y aurait peut-être notre petit bouton et on pourrait aller voir directement, ça se serait vraiment bien. Pour les bibliographies ce serait ça qui serait intéressant.

Comment Revues.org pourrait vous tenir au courant de ces avancées techniques ?

FM – C'est un travail de veille. Je suis abonné à la Lettre de Revues.org. Comme au SCD de Paris 1 on a surtout des premiers cycles, si on conseille des revues en anglais ils la liront pas dans les premiers cycles on se sert assez peu des revues, la revue ça va juste être pour s'intéresser à la discipline, mais pas tellement dans le cadre de leur programme d'étude, donc si on veut les intéresser à des revues il faut passer par du francophone donc Revues.org c'est 100% francophone, c'est un bouquet que je suis d'assez près. Et justement, c'est ce que je disais tout à l'heure sur les connecteurs, si je vois une nouvelle revue et qu'elle est pas dans notre base de connaissance, je contacte SFX. Mais bon, moi je le fais, peut-être que d'autres bibliothèques utilisatrices de SFX le font, il faut faire remonter les informations, ça doit être mutualisé. Tout usager de SFX est censé faire une veille sur les modifications, aussi bien à Taïwan, hein, c'est dans l'intérêt de tout le monde que Ex-Libris actualise la base de connaissance de SFX. C'est mon travail de faire cette veille.

GM – Oui, alors que moi je vais pas passer mon temps sur les revues, je le fais pour les bases de données, le reste ça me concerne que au niveau informatique. Mais bon, c'est vrai que je suis abonné à pas mal de trucs, à des listes professionnelles, aux listes de nos outils, SFX et Métalib. A une époque je suivais le blog de Nicolas Morin, il avait les mêmes outils que nous, j'apprenais des choses sur les connecteurs. Et puis j'ai les newsletters des éditeurs, j'en ai certains en revues électroniques, mais plutôt les éditeurs payants vu que pendant un an j'ai suivi les réabonnements, mais je les regarde plus vraiment, je regarde que les trucs techniques.

FM – C'est vrai que les listes de diffusion je m'y suis pas trop intéressé vu qu'on a pas beaucoup de temps. Y a la Bimpe.

GM – Ah oui, je suis abonné à la newsletter, mais j'ai jamais rien compris à la Bimpe.

FM – Je m'y suis pas vraiment penché dessus

GM – C'est un peu comme s'ils faisaient leur resolver de lien tout seul en fait ... Je crois qu'ils maintiennent des liens, mais y a pas autant de services qu'un resolver de liens. Ils ont du du coup créer une notice par revue électronique.

Je crois qu'ils récupèrent le fichier cvs actualisé des éditeurs. Et vous comment vous faites pour l'actualisation ?

FM – A chaque fois qu'on se réabonne à un bouquet, l'éditeur nous donne la liste et à partir de cette liste on regarde si le bouquet est à jour. Mais les ressources gratuites, on laisse Ex Libris faire les mises à jour, on vérifie surtout les ressources payantes.

GM – En fait, si on fait nous-mêmes les mises à jour, Ex Libris ne le fera plus, or c'est pour ça qu'on les paie. Le but du jeu, vu qu'on paie une base de connaissance, c'est qu'elle soit à jour et dans le cas du resolver de lien que les connexions se fassent sans notre intervention. Là j'ai bricolé un connecteur pour Revues.org, mais c'est du bricolage, et c'est du temps, or c'est pour éviter ça qu'on paie Ex Libris. C'est un dilemme, est-ce qu'on attend, en continuant de les harceler, qu'ils ajoutent les nouvelles ressources, et en attendant c'est tintin pour le lecteur, ou est-ce qu'on le fait nous-mêmes et là on prend le risque qu'ils se déchargent. Pour le connecteur de recherche fédérée c'est moins grave que pour l'actualisation des revues électroniques. C'est important pour nous de savoir qu'il y a des nouvelles revues pour le faire remonter à Ex-Libris, mais ce ne doit plus être à nous de le faire. Et même, franchement, ce ne devrait même pas être à nous de leur dire, il devrait y avoir une passerelle directe vers eux, de l'éditeur vers Ex-Libris. Mais on sait que cette mise à jour de connaissance est internationale, qu'il y a des demandes de Taiwan, des Etats-Unis, et qu'ils ont tendance à prioriser en fonction du nombre de personnes qui demandent. A l'heure actuelle, c'est ce qui fait défaut dans les BU en France, c'est qu'on est pas assez réactif pour demander tous ensemble la même chose. On croit que si on le demande au niveau du club utilisateur ça a plus de poids. Mais moi je crois qu'il faut faire plein de demandes individuelles, pour eux le club utilisateur ça doit compter pour une demande ... On devrait faire un travail de lobby. On passe par la liste de diffusion du club utilisateur, qui est organisée par produits. On commence à faire des groupes de travail, mais ça reste épisodique, deux fois par an le club utilisateur de Ex-Libris se réunit, un groupe de travail Ex-Libris, un groupe de travail SFX. Et là on voit qu'on a tous les mêmes problèmes avec la base de connaissance.

Choix des bouquets et bases de données dans la base de connaissance SFX

Nous on a acheté le logiciel. On doit sélectionner les offres commerciales qui sont les plus proches de notre abonnement, il faut vraiment raisonner en offres commerciales. Par exemple Cairn, ils ont plusieurs offres, l'offre 2008, 2009. Si on a choisi l'offre enrichie, c'est notre cas, l'année prochaine on sera obligé de désactiver le bouquet 2009 et activer le bouquet 2010. Si on garde le même bouquet, il n'y a pas de manip, mais il faut juste **vérifier les états de collection**. Remarquez, je dis offre commerciale, mais c'est vrai qu'il y a Revues.org dedans et que c'est pas une offre commerciale. Mais par exemple Erudit, qui était un peu comme Revues.org, ils sont passés à une offre commerciale, et la base de connaissance a été mise à jour très rapidement pour le coup, il y avait les deux, le Erudit gratuit et le Erudit payant, et du coup nous on a regardé et on a mis à jour pour être sûr qu'on avait bien que le gratuit. C'est un long travail de repérer la ligne qui correspond à notre abonnement à nous, français. Quand c'est une offre Couperin, c'est plus facile vu qu'on adhère on sait que c'est pour nous. Pour Revues.org aussi c'est facile, c'est identifié, s'ils se mettaient à faire des choses différentes, des bouquets, nous ça nous compliquerait la vie. C'est ce qui s'est passé avec Erudit, ils se sont mis à créer un embargo sur les trois dernières années ou quelque chose comme ça, Ex-Libris a immédiatement

mis à jour dans la base de connaissance, ça s'est fait hyper rapidement mais nous on avait pas suivi le truc immédiatement on s'en est rendu compte après-coup, au moment de payer ... Ex Libris aurait du désactiver le bouquet payant et nous laisser le gratuit. Disons que ces nouveaux outils c'est bien pour l'utilisateur mais au niveau interne ça a complexifié les tâches de gestion de collection ou des bases de données.

Erudit ?

C'est pas qu'on s'est désabonné, c'est qu'on s'est pas abonné, et du coup on a perdu les années courantes. Mais il y a peut-être des revues qu'on a sur d'autres bouquets, ce qui est francophone peut-être pas mais il y a pas mal de trucs anglophones sur Erudit. On n'a pas de budget extensible, et comme ça c'était pas du tout prévu, en tout cas on n'était pas du tout au courant, du coup on s'est pas positionné dessus. Mais là c'est FM qui verra ça

FM – Ce sera pas forcément moi vu qu'on travaille avec la Sorbonne et avec Cujas, ça compte aussi. Mais on n'a pas de retour non plus vis à vis des profs qui pourraient nous dire ah on l'a plus ... Si les profs nous disent rien, on part du principe qu'ils ne se servent pas de la ressource.

GM – Vu qu'on n'avait aucune visibilité de l'usage d'Erudit, pas de stat, et les gens pouvaient y aller sans passer par nous (Métalib). Je pense que les sites gratuits, les gens n'y vont pas en passant par nous, donc on n'a aucun moyen de mesurer donc aucun moyen de justifier la dépense qu'on va faire. C'est de plus en plus comme ça vu qu'on doit de plus en plus gérer les budgets. On raisonne de plus en plus gestionnaire et de moins en moins collection.

FM – Pour Revues.org c'est pareil, les statistiques seront toujours faussées. Autant pour Cairn les gens sont obligés de passer par notre outil Domino pour avoir accès aux articles, autant pour Revues.org ... Enfin moi si je devais faire une recherche chez moi c'est vrai que je vais pas m'enquiquiner à faire un accès distant et compagnie, il suffit d'aller dans Google et de taper Revues.org pour y aller, donc au niveau des stat il y aura toujours une grosse partie non listée. Sauf, les seuls stats qu'on pourrait avoir, c'est les gens qui se connectent intramuros grâce aux adresses IP.

Vous le feriez ?

GM – On ne connaît que ce qui passe par notre outil, notre portail, mais je pense qu'il y en a plein dans les murs qui continuent de taper Revues.org directement, et eux on pourra jamais voir, sauf si Revues.org met en place les adresses IP et qu'ils envoient des stat à partir de ces adresses IP, là on saura au moins l'usage qui est fait dans l'université, mais on passera à côté des usages faits en dehors de l'université.

FM – Mais si je raisonne comme si j'étais un étudiant, dans les murs, maintenant tous les étudiants ont des ordi avec Internet, c'est quand même beaucoup plus pratique d'utiliser les bases payantes dans les murs, je ferais mes recherches dans l'université sur les bases payantes, et je ferais les recherches sur Revues.org de chez moi. Si j'ai une approche par bouquet, si je passe pas par la recherche fédérée.

GM – Je sais pas parce que je suis pas sûr que l'étudiant sache si Revues.org est gratuit ou pas, pour eux ça change rien. C'est marqué dans la notice, dans le petit I d'information, mais je ne pense pas que les gens le voient vraiment. C'est quand même signalé par « Accès libre sur Internet » alors que pour les autres c'est « sur site » plus « accès distant ». Mais nous on sait que ça veut dire gratuit payant, un étudiant ne va pas se poser la question en fait. Je ne pense pas qu'il raisonne en gratuit ou pas ... Et sur place, on a un petit système de cadenas, quand on est sur place il n'y a pas de cadenas, on correspond aux bonnes adresses IP, quand on est chez soi le cadenas apparaît pour ce qui est payant. C'est là éventuellement qu'ils peuvent se rendre compte, concrètement, de la différence et que

Revue.org est gratuit. Mais finalement ce cadenas est un peu bizarre par ce qu'on a l'accès distant en s'authentifiant, mais on ne peut pas l'enlever. Mais c'est à peu près le seul moment où ils pourraient se douter que DOAJ, Persée, c'est gratuit. Mais je suis pas convaincu que les utilisateurs réfléchissent au cadenas. A mon avis ils s'en fichent complètement. Par contre les profs se posent la question parfois, quand ça ne marche pas ils se demandent si c'est à cause du cadenas. Et vu que pour Revue.org ça marche à tous les coups ... ils se posent des questions quand ça ne marche pas.

Et puis peut-être aussi que Revue.org a une logique de revue, il y a un site par revue et peut-être que les gens passent pas forcément par l'interface générale, ils se cantonnent peut-être à certaines revues, mais ça on sait pas.

J'avais vu un mémoire d'étude fait en 2007, c'est l'arrivée de Cairn sur le marché, où ils comparaient Cairn, Persée, Revue.org, dans une BU SHS, ils disaient que 70% des gens connaissaient Revue.org, c'était le plus connu des trois, mais je pense que c'est parce que c'était le début de Cairn sur le marché. Et depuis, ça coûte tellement cher qu'on a tous communiqué dessus en BU.

FM – On a communiqué, et puis surtout ils ont de très bonnes revues, en histoire il y a Histoire moderne et contemporaine, ils ont les Annales, tout de suite on se dit qu'on peut avoir ça sur Internet en pdf, ça parle tout de suite, et puis c'est des numéros en cour, ce qui n'est pas le cas sur Revue.org avec la barrière mobile.

GM – En plus ils ont des fils rss sur les nouveaux articles, je ne sais pas si Revue.org le fait, sur tel ou tel sujet, ça Cairn le fait et c'est vrai que ça invite à se reconnecter sur Cairn. Par exemple j'avais tapé « prison, je m'intéresse aux articles sur les prisons, je me suis inscrit, je ne sais plus comment, j'ai du donner mon adresse email, la requête qui m'intéresse et maintenant je reçois des emails dès qu'il y a une publication, ou alors sur la revue Actes de la Recherche en Sciences Sociales, je reçois toutes les nouvelles parutions. On peut le faire pour un sujet, ou au niveau des articles d'une revue et ça c'est super intéressant, ça réinvite à se connecter. Revue.org le fait aussi ?

Oui

GM – Alors ça c'est nouveau, c'est des nouveaux ajouts dans Revue.org. Mais comme ils n'ont pas les numéros récents, ça veut dire qu'on nous informe de quoi ?

Explication : barrière mobile pour 50% des revues, 50% des revues en texte intégral en libre accès ; Continuité des collections Cairn – Persée – Revue.org

GM – Ah ... ça me dit quelque chose, j'ai vu passer l'info, c'était pas clair. Du coup revue.org fait des annonces pour Cairn ... Bon, puis Cairn ils sont présents sur tous les salons, ils étaient à i-Expo, ils sont là aussi sur les ERMS alors qu'ils sont finalement pas tellement concernés mais quand on parle stat ils sont là, quand on parle Shibolet ils sont là, mais ça forcément ça n'intéresse pas Revue.org vu qu'ils sont gratuits ... En fait, ils sont là dans tout ce qui nous intéresse, ils sont là sur tous les trucs techniques et du coup ça fait un effet positif on se dit que techniquement ils vont assurer. Et puis ils sont hyper réactif, j'ai demandé des stat à 23h00, je les avais à 1h00 du matin, c'était la veille de la journée d'étude à Lille, et en plus il allait à Lille. C'est une omniprésence qui joue en leur faveur. Mais bon, c'est vrai que du fait de la gratuité de Revue.org, Revue.org n'a pas les mêmes enjeux. Quelque part ça les dessert, ils ne rentrent pas dans nos problématiques, sur les ERMS par exemple.

Pierre Mounier, de Revue.org, y était ...

GM – Ho oui, c'est vrai j'avais oublié ! ... Il faut dire que le ton de la com n'était pas le même ... Ouais ... c'est sûr ... je dois avouer que, maintenant ça m'est revenu, le gars de Revue.org avait été hyper agressif, ça avait jeté un froid, on avait pas compris, il s'est mis à dos toute la profession d'un coup,

c'était mal passé ... Mais bon, si Revues.org investi le côté technique c'est mieux c'est sûr, mais c'est moins connu.

Et le côté IST par le biais de Marin Dacos, des nombreuses communications qu'il fait ...

GM – Ca doit être qu'on est moins attentif quand c'est gratuit, on se dit que c'est accessible sans nous, donc on le valorise pas autant.

FM – Moi ce qui me surprend, c'est que j'avais cru comprendre, dans le cadre du partenariat avec Cairn, que Revues.org s'occupait du rétrospectif et que Cairn s'occupait du courant. Et puis Ebsco papier m'a demandé nos adresses IP pour la revue Cahier de Recherche Médiévale, je leur ai envoyé, et maintenant on a un accès au tout dernier numéro, sur Revues.org de CRM... j'étais surpris, ça correspond pas à ce que j'avais compris, d'après ce que j'avais compris les derniers numéros devaient plutôt aller sur Cairn. Je me suis dit tiens Revues.org met en ligne des numéros en cours, mais par rapport à ce qu'on disait tout à l'heure sur SFX, enfin pour cette revue je me suis dit on a tout mais si jamais Revues.org se met à mettre des abonnements payants pour les derniers numéros, va falloir que je désactive ou que je demande à Ex-Libris de changer la cible Revues.org. Parce que jusque là on était activé parce que tout était gratuit, mais maintenant il va falloir désactiver, un peu comme Erudit.

C'est un abonnement que vous ne prendriez pas ?

FM – C'est pas forcément ça mais j'ai eu le coup il y a deux trois jours où il y avait un abonnement sur Revues.org où il y avait un petit cadenas qu'était fermé, on pouvait pas y accéder parce qu'on était pas abonné. Là je me dis faut faire attention au niveau du resolver de lien, qu'il indique pas que tout est en ligne. Je pense pas qu'on aura forcément le problème parce que sur SFX il y a souvent marqué « tout accessible sauf les dernières années » mais maintenant y a ces trois dernières années qui sont sur Revues.org alors qu'avant elles y étaient pas. Si Revues.org commence vraiment à développer un accès payant pour certaines revues pour les dernières années, ça va nous demander, à Ex-Libris, de multiplier les cibles.

Et si c'était une offre avec une valeur ajoutée, est-ce que c'est un abonnement que vous prendriez ?

C'est une question que Revues.org ne pose pas mais que moi je me pose. Est-ce qu'on s'abonnerait à quelque chose qui est gratuit ? Est-ce qu'on valoriserait, financièrement s'entend, cette prestation gratuite ? Est-ce que vous présenteriez Revues.org comme une attente lors de l'enquête annuelle de Couperin par exemple ?

GM – Il y aurait une négociation, comme pour érudit. Je ne sais plus comment j'ai su pour Erudit mais je me demande si c'est pas justement parce qu'il y a eu une négociation justement. A mon avis il y aurait une négociation parce qu'on signale tous Revues.org. Mais après faut qu'il y ai quelqu'un qui veuille s'occuper de la négociation. Après, quand il n'y a pas de négociation, ça veut pas forcément dire qu'il y a un désintérêt, ça peut tout simplement vouloir dire qu'il n'y a pas de négociateur qui s'es proposé, parce que ça prend du temps. Mais nous on se rend compte bon c'est encore un peu nouveau les revues électroniques, avant ce qui comptait c'était le couplage avec le papier, maintenant c'est plutôt autonome, mais nous on se rend compte des limites, parce qu'on a beaucoup valorisé le payant, mais maintenant on est tous à se rendre compte qu'il faut qu'on valorise aussi le gratuit. Bon, ça dépend des gens, il y en a qui ont la logique de tout valoriser de la même façon. Nous, c'est pour une question technique, c'est parce qu'il y a eu des outils à mettre à jour qui étaient très compliqués, chronophages, il a fallu faire un choix et on a commencé par le payant. Mais une fois que le rétrospectif sera fait, bientôt, on pourra fonctionner sur un pied d'égalité et essayer de valoriser le gratuit, et en plus ça correspond à notre cœur de cible ce trio Persée-Cairn-Revues.org.

FM – Je me suis toujours demandé si, est-ce que demain, on peut imaginer qu'il y a une revue qui disparaissent de Revues.org, parce que moi je suis toujours confronté à des problèmes de désherbage on n'a pas beaucoup de place, je sais que pour Persée, tout ce que les éditeurs ont donné à Persée, la copie numérique appartient à Persée et Persée en fait ce qu'il veut, donc du moment qu'une revue est sur Persée, je sais que je peux éliminer les versions papier, il n'y aura pas de problème, le ministère trouvera toujours un moyen ou un autre de les mettre en ligne, c'est quelque chose de pérennisé. Par contre comme Revues.org c'est pas quelque chose qui est de l'essence même du ministère, je sais pas si je peux me permettre de me délester des exemplaires papier, parce que je sais pas si c'est accessible et gratuit sur le long terme. Je veux pas me débarrasser de toute une collection et que dans trois ans ça devienne payant ou pire que ça disparaisse.

Comment vous faites, ou vous feriez, pour obtenir ce genre de renseignements ?

On aimerait savoir si il y a un contrat qui lie les revues, lequel. Il me semble pas avoir vu ces infos dans la Lettre de Revues.org. C'est plutôt des préoccupations de bibliothécaires de toute façon. Ils pourraient faire un communiqué aux bibliothécaires sur ce genre d'information, je trouve que oui, ce serait bien. C'est toujours le problème qui se pose vis-à-vis de l'électronique, moi j'ai des étagères de revues, en éco ça fait quarante ans de mensuels qu'on a ça fait trois étagères, on a exactement les doubles en bouquets de périodiques, j'ai les exemplaires depuis 1960, ça a été numérisé depuis 1930, donc la collection électronique est plus importante que la collection papier, mais je le garde parce que je me dis si demain je me désabonne, c'est pas toujours très clair de savoir si demain je me désabonne qu'est-ce qui se passe, est-ce que je vais continuer à avoir un accès pour ce que j'ai payé mais pas pour les nouvelles revues, est-ce que je vais plus avoir accès à rien, il y a aussi des éditeurs qui vont m'envoyer des dvd avec les articles que j'ai payé et après faut se débrouiller pour les mettre en ligne ce qu'on fera jamais. Pour Persée une représentante du ministère nous avait dit pas de problème ce qui nous est donné nous appartient vous pouvez désherber, mais pour Cairn et Revues.org je sais pas. Après, ils ont peut-être communiqué là-dessus mais j'étais peut-être pas encore en poste.

Comment communiquer là-dessus ?

FM – On suit la liste Couperin. Ils peuvent aussi nous envoyer des mails. C'est suffisamment important pour qu'on soit réceptif, moi depuis que la personne de Persée m'a rassuré ça a changé ma façon de travailler, je peux jeter le papier.

GM – Moi je pense que sur ces questions là faut que ça figure sur le site web, qu'il y est un encart, comme ce que fait Jstor.

FM – Bon, quand même Revues.org c'est des universitaires derrière je crois, donc bon ...

D'ailleurs c'est qui Revues.org, derrière Revues.org ?

GM – Ah ça je sais pas

FM – C'est Avignon non ? c'est plutôt le Sud. C'est justement ça je m'étais dit est-ce que c'est une boîte un peu commerciale ... Mais par déduction, je me dis c'est des universitaires, les revues sont gratuites, il n'y a pas forcément de danger au niveau de la pérennité mais on sait jamais. Pour Cairn j'en ai discuté avec mon homologue de la Sorbonne qui m'avait dit que ça dépendait de chaque éditeur, donc on ne peut pas faire de généralité, c'est peut-être pareil pour Revues.org.

GM – Moi je le chercherai par là, tout en haut, là [Cleobarre] c'est un peu confus donc je me dis que c'est pas ici que ça se passe. Je regarde aussi là [Coordonnées] et si c'est pas là je regarde tout en bas. Ah c'est bien ça [logos des partenaires], donc c'est Avignon effectivement. Ça pourrait être aussi par là [avec les logos partenaires].

Il faudrait le signaler comment ? « La charte » de Revues.org ?

GM – Moi j’aurai vu quelque chose de simple, un peu l’équivalent de « About », « A propos » avec un laïus sur la politique éditoriale. Apparemment ça change beaucoup, j’avais pas trop suivi, mais là quand je vois marqué « revues », puis « cahiers » – bon c’est pareil c’est une revue – mais « livres » là je comprends plus, en plus ça s’appelle Revues.org ... mais en fait de toutes façons c’est le problème de toutes les plateformes quand elles ont été créées pour les revues on n’y comprend plus rien quand il y a des livres. Une explication serait la bienvenue.

FM – Même sur la différence entre revues et cahiers ... je me suis posé la question ... D’ailleurs quand j’ai fait mon mémoire pour l’Enssib l’année dernière, je faisais une présentation des éditeurs et j’ai un peu galéré pour voir d’où venait Rvues.org, l’évolution du nombre de revues – du coup j’ai pas mal utilisé un site qui s’appelle Archives.org, mais c’était un peu du bricolage : je comptais le nombre de revues année par année ... Un historique une présentation du projet, comment il a été conçu, ce serait intéressant quand même. Parce que sinon je pense que pour beaucoup de gens, entre Cairn et Revues.org c’est un peu la même chose. Alors que le côté est-ce que ce sera encore gratuit dans vingt ans et en ligne, ça intéresse toutes les bibliothèques. Pour te dire, vis à vis de Persée, ils ont des lacunes, ils ont fait une page là-dessus dans leur site pour dire « il manque tel et tel numéro », ça m’a permis de leur envoyer des numéro papier pour qu’ils les numérise. C’est ma vision, je préfère que tout soit en ligne et qu’un étudiant puisse s’en servir plutôt ce soit accessible seulement depuis Paris 1 au format papier, encore faut-il le savoir, c’est plus visible sur Persée.

GM – Bon, leur site déconne là sur Persée ... Sur Revues.org, il manque vraiment quelque chose de pérenne ... en terme d’information ! Il faudrait une présentation éditoriale stable ! Ok, là l’édito parle des livres, mais quand ils seront passés à autre chose j’imagine qu’ils vont changer l’édito, or c’est le genre d’infos qui est intéressante. De même au niveau de la politique éditoriale des revues, comment ils se situent par rapport à Persée et Cairn, je sais pas si vous pouvez en parler, mais je sais que Persée communiquait là-dessus au dernier salon du livre, d’ailleurs Revues.org y était aussi. Il faudrait aussi les infos de type administratif sur les droits, il faut le faire figurer, ça c’est les questions typiques de bibliothécaires sur la pérennité. Et puis ce serait bien d’avoir un topo technique, quitte à mettre juste l’adresse e-mail pour vous contacter, mais même ce serait bien de préciser « on réfléchit à l’Open Url », c’est valorisant de le mettre, une fois que vous l’aurez le mettre, pareil pour les connecteurs. Comme une boîte à outil. En tous cas en attendant juste mettre un contact, le contact pour les questions techniques. Et même dire « donnez-nous votre avis, est-ce que ça vous intéresse » ... Parce que les gens qui s’occupent des dossiers techniques, comme moi, on va avoir tendance, quand on se met à paramétrer notre moteur de recherche fédérée, à aller sur chacune des plateformes pour récupérer les infos, au moins pour avoir le contact technique. Il me semble que Carin commence à le faire. Et Jstor ils ont déjà toute une présentation sur la politique éditoriale où ils expliquent qu’ils sont une « non profit organisation », et ce serait pour vous l’occasion de le marquer, je pense que ça vaut le coup de le préciser. Parce qu’apparemment il y a une politique de gratuit chez revues.org, ils misent sur le gratuit. Et là on ne sait pas ce que c’est (Léo, etc), vous avez l’air de faire parti d’un vrai réseau d’Open Archive, c’est super important, et ça n’apparaît nulle part, on a l’impression que Revues.org c’est un p’tit truc et apparemment c’est pas du tout ça, ils font partie d’un super réseau. Ça donnerait l’idée qu’il y a un vrai choix du gratuit, que c’est pas des hippys dans leur coin ... ça joue beaucoup ... Si c’est un vrai réseau du gratuit, c’est plus crédible, comme HAL qui commence à avoir une vraie reconnaissance dans la communauté universitaire. L’idée d’un réseau professionnel qui a fait le choix

du gratuit, c'est à mettre en avant, c'est plus sérieux. Quand on clic sur Léo, etc, on revoit le logo, c'est bien ça, ça conforte l'image de Revues.org sauf que une fois que je suis là (Léo), je ne sais pas où je suis, je sais pas ce que c'est L'Édition électronique ouverte, qui participe, j'y passerai du temps pour voir ce que c'est, un blog du Cléo ok mais je sais pas ce que c'est le Cléo, on est facilement perdu on n'a pas vraiment le temps pour se perdre... Ca à l'air d'être un réseau SHS mais on voit pas ce que c'est ce réseau. Je pense que les gens pensent davantage à Revues.org dans le cadre du triptyque Cairn-Persée-Revues.org.

FM – Et Adonis c'est quoi leur boulot dans tout ça, parce que j'avais l'impression que c'est une couche qui englobe un peu tout ça, le Grand Equipement.

Présentation du Cléo

FM – Pour l'Open Url vous pourriez rencontrer Monsieur L. de Ebsco

Présentation des offres documentaires de Paris 1

GM – Voilà le catalogue tout ce qu'il y a de plus classique de Paris 1, et pour la démo avec le lien OpenUrl, la revue Geocarrefour, là il y a le petit bouton c'est le lien OpenUrl.

Tiens c'est quoi « Divers e-revues (free) », c'est le bouquet que vous avez fait ?

GM – Ca ça doit être divers titres isolés, c'est pas une revue de Revues.org, je ne sais pas ce que c'est mais on pourra le renommer, c'est SFX qui a créé cette rubrique, avant il y avait écrit « miss ... » mais j'ai renommé en divers, je ne savais pas ce que c'était. On a Cairn aussi qui apparaît et Persée, on a une belle complémentarité.

Mais « Divers e-revues (free) » ça pourrait être Revues.org ?

GM – Non non, je ne pense pas, c'est des choses isolées, Revues.org serait marqué. Tiens on tombe sur Persée, on sait pas toujours sur quoi on tombe.

C'est intéressant, je me demande en fait pourquoi Revues.org n'apparaît pas ?

GM – Parce que Géocarrefour vous l'avez sur Revues.org ? *Oui*

GM – Ca du coup faudra qu'on l'ajoute manuellement.

FM – Il faudrait tester avec une revue qui n'est que sur Revues.org.

GM – J'ai une copine qui bosse pour Triumvir ou quelque chose comme ça, un nom incompréhensible, là je suis sûre qu'elle est que chez vous [regarde sur le portail Revues.org], ah c'est *Trivium*, je regarde maintenant dans le catalogue, zéro réponses, ah ben oui puisqu'on l'a pas en papier ... C'est vrai qu'il faut passer par la bonne porte au départ, il faut passer par le portail, à l'accès revues, et ça marche, elle y est, youhou !! Ca c'est la liste AàZ mais faite par le resolver de lien. Tiens, mais c'est encore « Divers e-revues (free) » ...

FM – Mais quand je suis dans l'interface administrateur, c'est Revues.org qui apparaît.

GM – Peut-être que c'est mal nommé alors ... Je regarde à fournisseur, il y a DOAJ, Erudit, tiens mais pourquoi il n'y a pas Revues.org, je ne sais pas exactement ce que c'est que cette liste ...

FM – C'est bizarre parce que moi je suis quasiment sûr d'avoir activé un Revues.org ...

GM – Par contre là tu vois ce qui est intéressant, ça c'est SFX qui fait ça mais ils le font peut-être tous, c'est qu'il y a des catégories (classement Library of Congress), et là c'est le moyen de découvrir des revues. Et là tu vois, selon le degré de finesse de l'éditeur, d'interopérabilité avec l'éditeur (compatibilité Open Url), on va se contenter d'aller sur la plateforme d'éditeur pour le DOAJ alors que avec Cairn on a la possibilité de mettre l'année, une référence plus précise, parce que Cairn est plus compatible, c'est plus intéressant d'avoir un truc élaboré. Parfois, on peut arriver à l'article même, c'est souvent possible dans les grands bouquets internationaux. Le resolver permet d'aller chercher dans

plusieurs catalogues (Sorbonne, Sudoc) on n'a pas mis Cujas parce qu'ils sont pas compatibles en Z3950. C'est aussi écrit quand il n'y a pas le texte intégral mais seulement la table des matières dans l'une ou l'autre des bases de données. Sinon on est renvoyé vers la demande PEB. Et là c'est RefWorks, mais j'ai plus le code. Là c'est par discipline, c'est nous qui l'avons fait pour valoriser, pour que les gens comprennent qu'on a des ressources par discipline, c'est manuel, parce que dans la base de connaissance de cet outil ils n'ont pas affilié à des catégories parce que c'est vraiment très personnel donc moi je vais devoir franciser, vérifier que l'adresse url est bien la nôtre, que le connecteur fonctionne et choisir une catégorie. Aussi on a fléché pour les gratuits essentiels, on l'a pas fait pour tous, mais pour Revues.org ou Persée. On le fait pour certains, pas pour tous, parce que par exemple moi on m'avait fait remarqué par exemple pour Légifrance, enfin avant il n'y avait pas accès distant qui apparaissait, mais depuis que c'est indiqué les gens ils ne se rendaient pas compte qu'il y a aussi du gratuit, avant il n'y avait pas accès distant donc il n'y avait pas de soucis, mais on s'est dit si on met accès gratuit les gens vont cliquer sur les deux, c'est un petit truc en plus. Mais ça demande du temps, et puis pour les revues, revue par revue, c'est pas les mêmes conditions, le mieux c'est d'envoyer un tableau excell au fournisseur de resolver de lien avec les info par revue (barrière mobile, etc). L'idéal c'est de prendre contact avec eux.

FM – En plus Monsieur L. (Ebsco), il va trouver ça intéressant de discuter, c'est enrichissant. Parce que justement ils trouvent que les éditeurs francophones sont un peu dans leur coin, ils ne cherchent pas à s'ouvrir. Surtout en droit. Ebsco a l'impression qu'ils sont considérés comme des concurrents alors que pas du tout, ils disent qu'ils sont là pour aider. Si vous aller le voir pour dire qu'est ce qu'on peut faire pour vous aider, ça va les intéresser.

GM – Si on essaie une autre revue ... Clio, là on a les deux, quelle est la logique qui est derrière ? C'est à nous de regarder, on avait du activer ça avant que Revues.org soit ajouté dans la base de connaissance.

FM – Quand je suis arrivé, je me suis rendu compte que Revues.org était pas activé dans la base de connaissance et je l'ai activé, et je pense que ce qui a du se passer c'est qu'à l'origine les revues étaient dans ce bouquet Divers, parce qu'à l'origine il n'y avait pas beaucoup de revues, c'était cinq à dix revues, et quand SFX l'a créé il a pas du créer un truc spécial Revues.org pour cinq dix revues, mais vu la croissance, je sais pas, ils l'ont peut-être fait de deux façons différentes, ils ont peut-être créer un truc Revues.org et ils ont continué à alimenter les deux, je pense que c'est ça.

GM – Ca se présente comme ça le resolver de lien, il y a trois niveaux, au niveau de la revue c'est le niveau fin, il y a le niveau de la plateforme éditeur. Si jamais on veut mettre notre bouquet sur la plateforme il faut que la plateforme soit compatible Open Url, mais nous on s'en occupe pas trop, quand on paramètre le signalement c'est le target où on signale qu'on a le bouquet

FM – Là ce qui est intéressant c'est « modified », c'est la date où soit nous soit Ex Libris est venu dans le bouquet. Si la date est plus de trois mois tu peux te dire qu'il y a des nouvelles revues à mettre à jour ...

GM – Par contre au niveau des états de collection, ils sont pas indiqués parce qu'ils sont changeant au niveau de chaque revue, les infos sont pas mises au niveau du bouquet mais au niveau des revues. Là on a la liste des revues qui font partie de la base de connaissance. Donc lui il nous dit qu'au niveau de notre resolver de lien Revues.org n'a que 82 revues, si ça se trouve il y en a plus.

140 ...

GM – Oui ben là y a un certain différentiel, a va être à nous d'écrire à la société pour leur dire.

FM – On peut aussi si on veut les rajouter manuellement

GM – Mais ça veut dire que ce sera à nous de continuer le suivi, si Revues.org change par exemple les états de collection, SFX ne se sera pas mis dessus, alors qu'il fera le suivi pour les autres. Le pari c'est tout faire pour que eux s'en occupent. Sinon, là, on est sur Revues.org, et manuellement on peut le faire. Ce qui compte, de mon point de vue, c'est d'avoir l'adresse url, après on rajoute le « parseparam » je sais pas ce que c'est mais ça doit être parse pour parser. Ça s'implémente dans l'adresse url, chez Revues.org c'est assez simple, c'est toujours journal key puis l'abréviation de la revue. Par contre les états de collection c'est pas dans l'adresse url, ça va implémenter le menu SFX, c'est ce qui s'affiche pour nous dire c'est disponible de tant à tant.

FM – C'est à partir de là qu'on peut modifier quand un prof nous dis tiens c'est marrant c'est marqué accès de tant à tant et en fait c'est de tant à tant, là on passe sur le local on rajoute des lignes.

GM – Quand on n'a pas tout d'une offre commerciale, c'est là qu'on sélectionne les titres un à un. Il faut vraiment avoir une connaissance précise de la ressource qu'on a. Et si il n'y a pas tout, on coche à la main titre à titre, c'est un travail de romain, on peut aussi faire des imports de fichiers Excell.

GM – Ce qui est intéressant aussi, c'est quand on est sur une base bibliographique, de pouvoir avoir notre bouton sur la plateforme de l'éditeur. Par exemple sur Econlit, qui est plutôt bibliographique, il n'y a pas beaucoup de texte intégral sur Econlit, là on est chez eux et on tient compte des habitudes des usagers parce que c'est la bibliothèque qui vient à lui, là il y a un article on appuie sur le bouton, c'est notre icône, et si on clique on va chercher – et trouver – le texte intégral sur ... Wiley. Si c'était un article de Revues.org qui était répertorié dans cette base, si on n'a pas le resolver de lien, on peut pas y accéder, et il n'y aura pas marqué que c'est Revues.org, il y aura juste le titre de la revue, et après faut retrouver tout ça ... alors qu'avec le resolver t'es amené directement sur la revue ou même sur l'article si c'est très compatible Open Url. Ca c'est parce que Ebsco a une plateforme qui peut intégrer notre bouton. L'autre moyen, c'est quand on est dans notre interface, que les résultats soient rapatriés dans notre interface et là comme nous on est compatibles Open Url, on peut lancer le resolver de lien.

GM – Là c'est le prêt à chercher, c'est le package que j'ai fait dont je te parlais, avec Cairn, Revues.org et Persé, et Revel, il faudrait rajouter Erudit mais on n'a pas le connecteur. Donc c'est bien une recherche fédérée mais les résultats ne vont pas être fédérés. Donc à ça marche pas pour Revel@Nice, je pense que ça doit être obsolète. Cairn on sait qu'il y a des résultats mais on n'en sait pas plus, Revues.org on sait qu'il y a 146 résultats donc c'est quand même un peu mieux que Cairn. Mais c'est pas très visible. Après t'es rebasculé sur la plateforme de l'éditeur, mais ta recherche est déjà faite, c'est toujours ça de gagner. A la limite, Cairn et Revues.org sont au même niveau, il faut activer des liens externes. Mais si on avait interrogé avec un base Ebsco, Academic Search Premier – donc des périodiques étrangers mais il y a aussi du français – et on combine en recherche fédérée avec Revues.org, là on va tout de suite voir que Revues.org va passer à la trappe (recherche Darwin), parce que le connecteur est moins puissant. Et une fois qu'on est mis en visibilité, je peux vous mettre dans mes favoris, garder l'historique ma recherche, faire un panier. Là j'ai mes notices préférées, je peux les exporter vers RefWorks. On peut avoir ses bases de données préférées, je me suis créée mes propres packages, je me suis organisée mes ressources par thèmes, mais il faut que les connecteurs soient à jour aussi pour les bases de données ... faut un suivi, et puis il y a des bases qui sont pas attaquables en recherche, c'est les limites de l'éditeur, mais les bouquets de péri ça marche quand même mieux (Muse, Oxford ...). C'est pour mes démo aux collègues. Mais il faut faire le suivi pour les connecteurs,

c'est pour ça qu'on est vraiment intéressé à avoir des contacts avec les éditeurs pour leur dire contactez nos fournisseurs de logiciels, contactez Ebsco, SFX ... parce que à ce moment là si les éditeurs changent quelque chose sur leur plateforme ils vont penser à le dire à SFX pour que eux rebidouillent le petit connecteur. Par exemple Lextenso a changé de plateforme, mais le problème c'est que tous les liens sont faux, ils n'ont pas donné les info à SFX, et c'est pareil pour le petit connecteur il faudrait le refaire. Donc si, en discutant avec nous les bibliothécaires, les éditeurs, quand on leur répète ça vingt fois, vont finir par se mettre en contact avec les fournisseurs de logiciel, ça ça va nous simplifier la vie !

Communication aux étudiants/chercheurs ?

FM – Il y a des formations. Mais nous on a rien sinon. Sur le site web on avait du mettre une petite info, après c'est dans la bibliothèque, mais sur le resolver de lien il n'y a pas eu vraiment de communication. Ah si il y a eu un article dans le journal étudiant de la fac. Mais on voulait envoyer un e-mail mais ça ne s'est pas fait, il est resté bloqué dans un bureau. Pareil quand on a mis en place l'accès distant, on a écrit un mail qu'est toujours dans ce bureau ... Mais nous on n'a pas d'accès direct au mailing. Ça passe par un certain bureau ... qui bloque ... Finalement, c'est le bouche à oreille qui marche pas mal. J'en parle aussi quand on m'écrit un mail, même si c'est pas le sujet j'en parle dans ma réponse, en service au public aussi on le dit. Par exemple sur le Dalloz j'ai dit voilà le papier, mais voilà aussi l'électronique et puis vous savez ça marche de chez vous ... Même si ça n'a rien à voir, vu que c'est moi qui suis en contact pour les outils, j'essaie de faire de la pub pour l'accès distant en même temps. Par email, c'est du cas par cas, et je leur dis n'hésitez pas à en parler. Pareil pour les nouvelles ressources, j'ai compilé l'annuaire et j'en ai profité pour parler de l'accès distant. Je disais également il y a tel ou tel bouquet de revues ... mais ça s'arrête à ça. On pourrait faire de la com UFR par UFR, un UFR c'est rapide mais derrière il y a quinze labo et on peut passer deux heures rien que pour faire une liste d'email, et ça nous intéresse pas on préférerait avoir un seul canal de diffusion.

FM – Et puis si on communique, on va avoir beaucoup plus d'utilisateurs, donc beaucoup plus de problèmes, donc beaucoup plus de mail auxquels répondre et on n'a pas les forces de travail nécessaire. A-t-on vraiment les moyens de supporter que ce soit plus utilisé ...

GM – Et faire du push, c'est pas possible sans un canal de diffusion, et vu qu'on n'a pas de canal ...

Annexe 7 - Pratiques et attentes identifiées des responsables de RE dans les BU et SCD (Tableau de synthèse)

Ce tableau a été une grille d'analyse efficace des entretiens

Pratiques / Problèmes identifiées	Fonctions / Critères attendus
<p>Acquisition (septembre-décembre) : Acquis sur demande des enseignants chercheurs principalement, également sur remontées des acquéreurs dans BU (responsables de sections disciplinaires - Cadist) – Selon les SCD, responsables des RE, webmestres et/ou acquéreurs mettent en ligne, alimentent les outils, diffusent les RE. Les acquisitions sont entendues principalement en termes d'achats ; la terminologie peut renvoyer, marginalement, à la constitution de collection. La part des acquisitions, en termes de responsabilité (gestion de budgets importants) et de temps de travail, compte de 50 à 100% de la charge de travail des responsables des RE.</p>	
Identification des offres parmi une multitude d'offres (« jungle »)	Présentation simple de l'offre sur support papier Présentation simple de l'offre en présentiel
Calendrier à respecter	Respect du calendrier
Négociation Couperin : négocier et/ou suivre la négociation	Coût négocié Ressource documentaire sélectionnée, validée Action mutualisée au service d'une communauté
Négociation directe avec l'éditeur/agrégateur	Un interlocuteur unique gérant l'accès à plusieurs titres = ne pas gérer titre à titre
Test	Test
Choix du produit documentaire	Contractualisation
<p>→ Pour être visibles, prises en attention, les RE en libre accès doivent intégrer le processus classique des acquisitions en bibliothèques universitaires</p>	
<p>Politique documentaire : Intégration des RE en libre accès dans l'offre documentaire : L'intégration de ressources en libre accès fait l'objet de débats au sein des SCD. Les signets sont le plus souvent déconsidérés (« où s'arrêter ? », « la BNF le fait très bien », « on n'est plus dans les années 1990 où les documentalistes se faisaient pour mission de décoder le web ») – L'Open Access est surtout connu en termes de dépôts institutionnels (Green OA), perçu comme étant davantage du ressort de l'université, dans un but de mise en valeur de la recherche d'un établissement ; certains responsables de RE ou directeurs de SCD, en lien avec les Conseils scientifiques des universités, se positionnent cependant comme médiateurs, à la charge des bibliothécaires de former/sensibiliser les chercheurs, constituer les dépôts et les alimenter, mais ce sont des projets à long terme, faute de temps et de moyen – Le Gold OA bénéficie d'une image positive mais les ressources et acteurs de cette offre éditoriale ne sont pas toujours bien identifiés.</p> <p>Critères d'intégration aux collections: Sont listés ici les critères recueillis permettant à une ressource d'être intégrée à l'offre documentaire.</p>	
Critères politiques	Partenariat avec la ressource (Paris 5 et Persée, Science Po et l'Epsi) ; Caractère Open Access d'une ressource ("non

	profit organisation" comme Jstor)
Critères organisationnels	Projets AO (dépôts) : repérer les publications des chercheurs de leur communauté universitaire
	Archivage pérenne: permet de désherber (gain de place) et/ou de se désabonner de l'exemplaire papier
	Ressource en lien avec l'abonnement papier acquis par la BU
	Lisibilité du portail, facilité d'accès aux informations (page About, A propos, Qui sommes-nous; Contact; Conditions d'accès aux ressources)
	Interlocuteur unique - gestionnaire d'abonnement: pas de gestion au titre par titre
Critères qualitatifs	Ergonomie du portail, pertinence du moteur de recherche, flux rss pour suivi derniers articles d'une revue, requête pérenne avec alerte mail flux rss, interface de recherche « conviviale » avec possibilité de recherche par sujet, titre, auteur
	Fiabilité de la ressource intégratrice (Persée : « ministérielle »)
	Validation de la (res)source si porteur institutionnel: université, centre de recherche, ministère, gouvernement
	Appartenance de la ressource à un réseau d'acteurs institutionnels identifiés comme tels
	Validation des ressources avant mise en ligne après échanges entre les responsables des RE, let les acquéreurs (responsable de sections par discipline)
	Portail structuré, riche en contenu, complet dans son offre documentaire (ebook, revues, thèses en ligne ...) et néanmoins spécialisé dans un domaine
	Caractère pluridisciplinaire du portail (Cairn, Persée, Jstor)
	Caractère francophone de la ressource, des revues
	Produit éditorial, en lien avec le support papier (« biblos » : le livre)
	Comités de sélection des ressources (comité scientifique)
	Notoriété de la revue (L'Homme, Mots ...)
	Antériorité de la ressource sur le portail (période et nombre de numéros disponibles sur le portail/le site de la revue) (Mots, seulement depuis janvier 2008)
	Facteurs d'impact des revues
Critères quantitatifs	Quantité du lectorat (estimation par retour d'usage par mails et en formation)

	Quantité de revues accessibles via un même portail
<p>→ Sensibiliser au Mouvement de l'Open Access et en permettre une meilleure connaissance (Gold, Green, historique, enjeux, acteurs, nouveaux métiers – édition électronique) ; Se faire identifier comme un acteur clé du Mouvement de l'Open Access</p> <p>Remarque: a contrario, l'étiquette CNRS est plus controversée, la politique d'accès aux ressources pratiquées par le CNRS ne permettant pas leur intégration dans l'offre des SCD (mots de passe)</p>	
<p>Alimentation et Gestion d'outils internes -</p> <p>La constitution des collections s'appuie sur les SIBG traditionnels, mais ils sont amenés à évoluer dans le cadre des projets d'ERM (Electronic Ressources Management) en développement</p>	
Alimentation de pages web (Spip, Dreamweaver, CMS)	<p>Rédaction ou copier-coller de résumés descriptifs</p> <p>Alimentation de rubriques : sélection de revues au titre</p>
Catalogage	<p>Champ lien rempli manuellement (de la ressource imprimée vers la ressource en ligne) dans les notices papier existant</p> <p>Catalogage des RE au niveau de la ressource intégratrice principalement et des revues électroniques en lien avec les ressources au format papier</p> <p>Remarque: Possibilité d'acheter l'option export en MARC aux gestionnaires d'abonnement (Base de connaissance SFX d'Ex Libris)</p>
	Catalogage et/ou localisation dans des notices du SUDOC
<p>→ Proposer des formats documentaires compatibles avec les SIGB</p> <p>→ Travailler sur une notice SUDOC répondant aux critères des conservateurs</p>	
<p>Gestion et Alimentation d'outils externes - Les prestataires de services se présentent comme des partenaires incontournables des bibliothèques -</p>	
Bases de connaissances constitutives de répertoires de revues et /ou de répertoires de bases de données (AtoZ) interrogeables par des moteurs de recherche fédérée (MetaLib d'Ex Libris, Ebscohost d'Ebsco, WebFit) + Resolver de lien	Sélection d'éditeurs, de bouquets, de titres de revues dans une base de connaissance - Possibilité de sélectionner des ressources en libre accès - Possibilité de sélection de titres précis au sein d'un bouquet d'éditeurs (DOAJ)
	Possibilité d'ajouter des ressources au titre, bouquet, portail (création d'enregistrements) dans la base de connaissance
	Vérifier que la mise à jour des ressources est bien faite dans la base de connaissance par le prestataire
	Activation des collections dans la base de connaissance (se fait entre une fois par mois et deux fois par an selon les SCD)

	Import des nouveaux états de collection dans la base de donnée logicielle (se fait entre une fois par mois et deux fois par an selon les SCD)
	Possibilité d'extraire par revue, par bouquet, par base, par éditeur les états de collection des revues (+ lien fait par SFX/Ebsco entre ISSN papier et ISSN électronique) – se fait pour des titres utiles à la communauté
	Possibilité de caractériser les ressources (état des collection, accès libre, accès restreint ...)
	Possibilité de présenter les revues par sujet (Library of Congress pour Ex Libris et Ebsco)
	Vérification du bon fonctionnement des plateformes de Activation de la recherche fédérée (MetaLib, EbscoHost)- Proposer des catégories disciplinaires (Indexation Library of Congress)
	Sélection de bouquets et activation d'une recherche fédérée sur ces bouquets (packages disciplinaires) (MetaLib d'Ex Libris) => A terme cela pourra être fait par les usagers dans leur ENT ou compte personnel des portails
	Activation du resolver de lien - Possibilité d'intégrer le resolver de lien personnalisé du SCD sur la plateforme de l'éditeur - Possibilité de rajouter une cible au resolver de lien (inscrire les données url du portail cible: fait pour Revues.org)
Gestionnaires de références bibliographiques	RefWork est proposé sur authentification (écoles doctorales), EndNote est couplé avec des plateformes (Web of Science), Zotero est demandé par le public mais méconnu des bibliothécaires
→ Travailler en étroite collaboration avec les prestataires de service (principaux identifiés: Ebsco et Ex Libris)	
Communication sur les RE – La communication sur les RE se fait essentiellement en janvier-février ; elle se fait à distance (mail, blog) ou en présentiel lors des formations	
	Billets de blog, fils RSS d'actualités (Paris 5)
	Envoi de mails grâce à l'annuaire ELDAP ou par la récupération des adresses mails auprès des UFR - Réponse aux mails d'utilisateurs (retours d'usage)
	Communication aux chercheurs par le biais du Conseil Scientifique de l'université
	Bouquets et bases en test
	Formation (contacts avec étudiants et enseignants-chercheurs):
	Envoi de documentation papier: sur les nouvelles bases, sur

	la continuité des périodiques papier-électronique
→ Avoir une politique de communication active et ciblée en direction des BU/SCD	
Formation - Les formations à destination des usagers se développent de plus en plus, c'est partout un chantier en cours - Elles sont réalisées en interne, sans intervention extérieure - De la documentation est distribuée à ces occasions	
Formations à destination des usagers du SCD : - Formation des enseignants et des chercheurs sur les Archives ouvertes (Science Po) - Formation généraliste aux primo-arrivants (présentation de la BU et du portail) - Formations à destination des étudiants en master (master 1 et 2, formations spécialisées, par discipline) - Formations à destination des doctorants (individualisées, cas pratiques) Réalisées en interne, sur demande d'enseignants et tuteurs en collaboration avec les Services Formation, Services au Public, Responsables des RE, et les Acquéreurs des SCD	Livrets distribués en formation (listes des bases acquises) Présentation des ouvrages ou bases de référence (Universalis, Factiva), présentation des bases par domaine disciplinaire (Legifrance pour le droit, Cairn pour les SHS), Cas pratiques de recherche sur les bases en fonction des publics Quelques formations (Paris 4) sur les flux rss, outils de gestion de bibliographie en ligne, outils de gestion des signets, les requêtes personnalisables avec alerte mail, les agrégateurs (readers, messageries)
→La participation aux formations peut se faire par l'envoi de documentation, après prise de contact (Services Formation, Responsables des RE)	